RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

# PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES



# PROGRAMME 178

## Préparation et emploi des forces

PROGRAMME 178

**PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES**


Bilan stratégique du rapport annuel de performances 5
Objectifs et indicateurs de performance 9
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 26
Justification au premier euro 37
Opérateurs 111

# BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Général d'armée François LECOINTRE
*Chef d'état-major des armées*
Responsable du programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

Le programme 178 « Préparation et emploi des forces » sous la responsabilité du chef d'état-major des armées (CEMA) constitue le cœur de la mission « Défense ».

Le CEMA est responsable de l'emploi opérationnel des forces, de la définition du modèle d'armées, de la performance de la préparation opérationnelle et de la cohérence capacitaire globale des armées. Il doit garantir l'atteinte du besoin opérationnel sous-tendu par un niveau adapté de préparation des forces ainsi que la soutenabilité du modèle au regard des missions et des objectifs assignés. Pour ce faire, il s'entoure du comité des chefs d'état-major et du comité directeur de programme.

Déclinés des ambitions de la Revue stratégique de 2017 et de la Loi de Programmation Militaire (LPM) pour 2019-2025, les contrats opérationnels fixés par le CEMA aux Armées, Directions et Services (ADS) ont été remis à jours en 2019. Ils définissent des objectifs de disponibilité des capacités opérationnelles qui permettent à la chaîne opérationnelle de planifier l'emploi des forces et aux responsables organiques des ADS de les préparer au juste niveau (principe d'efficience). Malgré quelques fragilités identifiées, leur déclinaison en 2019 a permis d'établir une trajectoire crédible. Les capacités opérationnelles requises dans le cadre de la SOR (Situation opérationnelle de référence) [1] devraient être atteintes à l'horizon 2025. Une capacité de combat de haute intensité complète est attendue à l'horizon 2030.

La performance du programme P178 se mesure à l'aune des résultats atteints dans le domaine opérationnel. En 2019, les armées ont été engagées à un niveau élevé, sur quatre théâtres permanents (Bande sahélo-saharienne - BSS, Levant, Liban et République de Centrafrique) dont un théâtre majeur où la France continue d'exercer la responsabilité de nation-cadre (BSS), ainsi que sur deux opérations maritimes permanentes (dans le golfe de Guinée et en océan Indien) :

- L'opération Barkhane a poursuivi son action directe contre les groupes armés terroristes, en particulier dans la région du Liptako Gourma, en menant plus d'une centaine d'opérations seule, ou conjointement avec les forces partenaires 'G5 Sahel' ;
- Au Levant, l'opération CHAMMAL, appuyée par la présence permanente de bâtiments de combat en méditerranée orientale, a comptabilisé plus de 1 180 sorties aériennes. Après la défaite des derniers djihadistes de Daesh en mars 2019, l'opération a concentré ses efforts sur le démantèlement des cellules clandestines, la formation des forces de sécurité irakienne et le soutien en Syrie des Forces Démocratiques Syriennes ;
- Au Liban, l'opération DAMAN a poursuivi ses missions d'appui aux Forces Armées Libanaises (FAL) pour garantir le respect de la résolution 1701 de l'ONU et la sécurisation de la frontière tout en participant à des missions d'entraînements conjoints. ;
- Les principaux déploiements du volet maritime auront concerné le déploiement du Groupe Aéronaval dans le cadre de la mission Clémenceau (0319-07/19), la mission Jeanne d'arc, la mission permanente CORYMBE visant la sécurisation du Golfe de Guinée, les déploiements maritimes en océan indien au titre de la force opérationnelle multinationale 150, et les missions de présence Grand Nord.

Nos armées ont également participé aux missions de réassurance de l'OTAN avec la mise en place d'un détachement de 300 soldats déployés à partir d'avril 2019 à Tapa en Estonie.

Enfin, la protection du TN a fait l'objet d'une stratégie globale. Les efforts ont été déployés dans le domaine CYBER. La posture de protection terrestre, articulée autour de l'opération SENTINELLE, a montré son efficacité et s'est

adaptée dans le cadre d'une interaction accrue avec le ministère de l'intérieur. Dans le même temps, les postures permanentes de sûreté air et maritime ont assuré un haut niveau de protection des espaces concernés.

Sur l'ensemble des indicateurs du RAP 2019, les objectifs 1 « *assurer la fonction stratégique connaissance et anticipation* », 2 « *assurer la fonction stratégique prévention* », 3 « *assurer la fonction stratégique de protection* » et 6 « *renforcer l'efficience du soutien sur des fonctions cibles pour concentrer la ressource sur le renouvellement des matériels et des opérations* » sont globalement atteints.

Pour l'objectif 4 *« assurer la fonction stratégique intervention »* et l'objectif 5 *« assurer la préparation des forces dans les délais impartis »,* les résultats sont plus contrastés, compte tenu notamment du taux de disponibilité encore insuffisant de certaines flottes.

En 2020, les efforts seront maintenus pour améliorer la disponibilité des matériels et optimiser la préparation opérationnelle des forces notamment sur les savoir-faire critiques. La verticalisation des contrats de maintien en condition opérationnelle dans le domaine aéronautique, initiée en 2019 sera poursuivie en 2020. Les savoir-faire interarmées seront également renforcés en cohérence avec les priorités déclinées dans le référentiel de préparation opérationnelle des domaines interarmées élaboré en 2019.

La déclinaison des feuilles de route des plans de transformation des ADS s'accompagnera d'une évaluation de leur performance au regard d'inducteurs physiques dans les domaines opérationnels et du soutien, et lorsque jugés opportuns, économique (redéploiement des ressources). En matière d'innovation, les efforts se poursuivront sur l'intelligence artificielle et la poursuite des réflexions dans les domaines exo-atmosphérique et Cyber.

Enfin, sur le plan « Conditions de vie et exercice du métier de militaire », la phase 2 du plan « Famille » sera mise en œuvre en cohérence avec les décisions de la ministre des armées. La dynamique de déconcentration des leviers au profit de l'échelon local (COMBdD) et de simplification des processus technico-administratifs visant à l'amélioration du quotidien des soldats, marins, aviateurs et personnels civils, continuera à faire l'objet de la plus grande attention.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

| | |
|---|---|
| **OBJECTIF 1** | **Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation** |
| INDICATEUR 1.1 | Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation |
| **OBJECTIF 2** | **Assurer la fonction stratégique de prévention** |
| INDICATEUR 2.1 | Efficacité du pré-positionnement des forces |
| **OBJECTIF 3** | **Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)** |
| INDICATEUR 3.1 | Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection |
| **OBJECTIF 4** | **Assurer la fonction stratégique intervention** |
| INDICATEUR 4.1 | Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France |
| INDICATEUR 4.2 | Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises |
| **OBJECTIF 5** | **Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues** |
| INDICATEUR 5.1 | Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement |
| INDICATEUR 5.2 | Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels |
| **OBJECTIF 6** | **Renforcer l'efficience du soutien** |
| INDICATEUR 6.1 | Coût de la fonction « restauration-hébergement » |
| INDICATEUR 6.2 | Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu |

## INDICATEUR 6.3 Améliorer le soutien du combattant

# OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## OBJECTIF 1
## Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

### INDICATEUR 1.1
### Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Capacité d'anticipation opérationnelle | % | 85 | 85 | 85 | 85 | 85 | 85 |
| Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire | % | 86 | 90,5 | 90 | 90 | 84,5 | 90 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

Le sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle » permet d'apprécier la bonne anticipation et la qualité de la veille stratégique. Le second sous-indicateur 1.1.2 mesure la capacité de la direction du renseignement militaire (DRM) à satisfaire ses commanditaires en termes de délais et de qualité. Le second sous-indicateur est revu au PLF 2019, et mesure désormais uniquement la réactivité, la mesure de la qualité ayant été écartée car jugée trop subjective.

Mode de calcul :

L'indicateur comporte deux sous-indicateurs :

- le premier compare le nombre de crises dont l'analyse a permis une réaction adaptée et en temps utile de nos forces par rapport à l'ensemble des crises impliquant les intérêts de la France. L'unité de mesure de la cible est un pourcentage : nombre de crises anticipées et analysées convenablement et dans les délais, rapportées au nombre de crises sur une période de deux ans ;
- le second mesure le taux de satisfaction des besoins de renseignement d'intérêt militaire en termes de réactivité (nombre de demandes satisfaites dans les délais sur le nombre total des demandes)

Source des données : état-major des armées - centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) pour la « capacité d'anticipation opérationnelle » et la DRM pour la « satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire ».

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle »**

La capacité d'anticipation opérationnelle s'est maintenue à un niveau constant et élevé en cohérence avec la prévision actualisée. Les analyses de prospective traduisant les tendances de fond font l'objet des travaux cycliques du Groupe d'Anticipation Stratégique, et sont en conséquence suivies par le CPCO (posture de la Russie, crise migratoire en Méditerranée, tensions dans le Golfe Arabo Persique notamment).

Les déploiements inopinés de forces russes en océan Atlantique ou turques en Méditerranée Orientale peuvent toutefois avoir un impact sur des manœuvres planifiées.

Ces dernières années ont été caractérisées par un certain nombre d'évènements et de crises associées autour de deux déterminants clefs, le recours par les opposants à des modes d'action hybrides d'une part et l'imprévisibilité de certains alliés d'autre part.

Les principales crises où les Armées sont engagées s'inscrivent dans la durée, et leur gestion toujours plus internationale (coalition OIR pour l'opération Chammal, FINUL au Liban…) dépasse généralement le cadre et les hypothèses posés par l'analyse à froid. Dès lors, les travaux d'anticipation opérationnelle ont visé à adapter les

structures, les dispositifs et l'appui français aux partenaires en fonction de l'évolution des menaces et des perspectives politiques pressenties (Irak post-Daech, émergence de la force G5 Sahel en Bande Saharo Sahélienne).

Les crises inopinées ayant un impact sur les opérations ou sur les intérêts français à l'étranger ont fait l'objet de travaux « d'anticipation réactive » dès les premiers signes de dégradation et, outre le suivi de la crise, ont souvent amené au renforcement de la posture de nos forces déployées ou pré-positionnées. Toutes les crises ayant trait aux intérêts français ont fait l'objet d'une vigilance accrue. A ce titre, les travaux de planification des évacuations de ressortissants sont régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, les événements météorologiques de toutes natures ont été suivis de façon permanente sur l'ensemble du territoire national ainsi que sur théâtres d'opérations et les principales zones d'intérêt.

Dans le même esprit, les principaux événements de nature géopolitique sont suivis avec un horizon trimestriel afin d'anticiper et d'orienter les travaux à venir.

**Sous-indicateur 1.1.2 « satisfaction de besoin du renseignement d'intérêt militaire »**

L'objectif de satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire n'a pas été totalement atteint et se situe en-dessous de la cible de 90 %. Toutefois, toutes les demandes de renseignement revêtant un caractère d'urgence opérationnelle ont été traitées dans les délais et conformément aux attentes.

La baisse relative du taux de réponse dans les délais s'explique par la mise en place d'une comptabilisation plus stricte des retours suite à demandes. En prenant en compte les demandes pour lesquelles un léger dépassement des échéances est constaté, le taux rejoint les 90%. Ces légers retards, constatés sur moins de 10% des commandes, sont généralement dus à des arbitrages rendus en vue de traiter prioritairement des commandes très urgentes et inopinées au détriment de commandes antérieures jugées moins sensibles.

La DRM maintient, pour 2020, une cible à 90 % en ajustant son indicateur de suivi des réponses afin qu'il permette de mieux différencier et apprécier la nature des sollicitations ainsi que leur objet.

## OBJECTIF 2

### Assurer la fonction stratégique de prévention

## INDICATEUR 2.1

### Efficacité du pré-positionnement des forces

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours | % | 93 | 94 | 90 | 95 | 95 | 90 |
| Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées | % | 95 | 95 | 98 | 95 | 95 | 98 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

Le sous-indicateur 2.1.1 mesure l'efficacité des forces pré-positionnées. Celles-ci comprennent des forces de souveraineté, déployées dans les départements et collectivités d'outre-mer, et des forces de présence, déployées au titre des accords de défense, renforcées par les forces maritimes déployées préventivement. Elles doivent représenter au moins 50 % du volume projeté dans la zone de crise, dans un délai inférieur à cinq jours.

Le sous-indicateur 2.1.2 mesure la réalisation des tâches de formation au profit des forces armées africaines notamment pour les contingents de maintien de la paix, programmées soit dans le cadre des accords bilatéraux, soit dans le cadre de protocoles ONU.

Mode de calcul :

Sous-indicateur 2.1.1 : ratio, sur les trois dernières années, entre l'effectif pré-positionné déployé dans les opérations extérieures au cours des cinq premiers jours de l'opération et les effectifs totaux déployés.

Sous-indicateur 2.1.2 : effectif des forces régionales réellement formé par rapport à l'effectif prévu.

Source des données :
Les données proviennent de l'état-major des armées (CPCO et division emploi des forces) et des Forces prépositionnées.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Sous-indicateur 2.1.1. : « Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours »**

Le taux d'emploi dans un délai inférieur à 5 jours sur les trois dernières années, pleinement conforme à la prévision revue à la hausse, du PAP 2020, s'élève en moyenne à 95 %. Il prend en compte pour l'année 2019, le déploiement de navires pour la crise Iran-USA, l'aide humanitaire au Mozambique, l'engagement de troupes pré-positionnées dans des opérations conduites en Afrique, la participation des forces pour le cyclone Dorian et pour les incendies en Nouvelle-Calédonie, et les actions d'urgence comme la mise à disposition de personnel des régiments du service militaire adapté (RSMA) pour lutter contre la dengue (La Réunion) ou les sargasses (Antilles).

**Sous-indicateur 2.1.2. : « Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces pré-positionnées »**

La capacité de coopération opérationnelle des forces pré-positionnées est concentrée dans les zones de responsabilité permanente (ZRP) (éléments français au Sénégal, forces françaises en Côte d'Ivoire, éléments français au Gabon, forces françaises à Djibouti, forces françaises aux Émirats Arabes Unis), ainsi que dans les pays priorisés au regard de leur engagement au sein d'opérations de maintien de la paix sur le continent africain ou d'opérations internationales en coalition (Sénégal, Mali, Niger, Tchad, Centrafrique, Djibouti, Cameroun, Ouganda, Gabon, Côte d'Ivoire, Madagascar, Émirats Arabes Unis).

La stratégie d'aide à la consolidation professionnelle en Afrique vise désormais la montée en puissance des 7 bataillons de la force G5 Sahel, la reconstruction des forces armées centrafricaines (FACA), et l'ouverture de l'Ethiopie vers la France, soit la formation de 30 000 militaires africains à l'horizon 2025 contre 20 000 en 2018. En 2019, l'objectif a été quasiment atteint avec 28 554 militaires formés, soit un taux de 95 % à rapporter à la prévision de 98 % du PAP19, et à sa prévision actualisée à hauteur de 95 %.

## OBJECTIF 3
## Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)

### INDICATEUR 3.1
### Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de terre | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour la marine | % | 78 | 77 | 70 | 75 | 84 | 70 |
| Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de l'air | % | 98 | 94 | 100 | 95 | 94 | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour le SSA | % | 93 | 93 | 93 | 93 | 93 | 100 |
| Niveau de réalisation des contrats pour la DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 |
| Niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance | % | 75/76 | 75/75 | 75/75 | 75/73 | 75/73 | 75/75 |
| Niveau de réalisation des interceptions | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

**Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025, ils s'inscrivent dans la continuité des contrats opérationnels de la LPM 2014-2019.**

Ces sous-indicateurs traduisent la performance des armées, directions et services pour faire face, seuls ou dans un cadre interministériel, aux exigences de sécurité des Français. Ils permettent à la fois de mesurer le respect du contrat opérationnel mais aussi le degré d'implication des armées et leur efficacité dans une mission s'inscrivant dans un cadre interministériel.

La performance recherchée consiste à se mettre en capacité d'assurer, dans des délais adaptés à chaque type de menace (de quelques minutes pour une interception aérienne à plusieurs jours pour un pistage de cargo trafiquant), une surveillance suffisante et dissuasive ainsi qu'une intervention efficace, sur un très grand panel de tâches (sauvetages, luttes contre les catastrophes naturelles et les trafics, surveillances militaire et environnementale…).

SSA : le service de santé des armées utilise un indicateur composite portant sur la disponibilité d'équipements nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) et sur la réponse à des demandes de médicaments de lutte NRBC. [ACACHC1] [LDM2] [ACACHC3]

DIRISI : direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information.

Mode de calcul :

Les cinq premiers sous-indicateurs mesurent pour chacune des armées, directions et services :

- le taux de satisfaction des missions permanentes de la fonction protection ;

- la capacité à honorer l'hypothèse d'engagement majeur de la fonction protection.

Ceux-ci prévoient des forces qualifiées et suffisantes, à la fois pour tenir des alertes permanentes et intervenir dans le cadre de la défense du territoire et des missions de service public (recherche et sauvetage, évacuation sanitaire, lutte contre les trafics, etc.).

En complément, deux sous-indicateurs mesurent les résultats pratiques :

- le taux de couverture, successivement (2 chiffres) des zones de surveillance aérienne et maritime. Certaines zones sont activées en permanence (couverture radar pour la défense aérienne du territoire, dispositif de surveillance des approches maritimes), d'autres conjoncturellement (sécurité de sortie de port d'un navire précieux), d'autres selon des règles de probabilité de détection (patrouilles dans les zones économiques exclusives) ;

- le taux d'interceptions réussies dans le domaine de la défense aérienne du territoire ;

- DIRISI : La méthode de calcul a évolué de manière significative en 2014. Le détail est le suivant :

1/ Taux de disponibilité de nos réseaux de communication nationaux (SOCRATE)Poids = 60 %

2/ Taux de disponibilité des moyens d'élongation (Transport satellitaire, Syracuse, Aristote) pour raccorder les théâtres

Poids = 10 %

3/ Taux de disponibilité des systèmes d'information opérationnels nationaux (Intraced, SIC 21, Rifan1 & 2) mis en œuvre par la DIRISI

Poids = 20 %

4/ Taux de réalisation des MISSINT dans les délais impartis

Poids = 10 %

Exclusions du périmètre de calcul :

Les maintenances programmées (hors SOCRATE) car toujours reportées en cas de gêne potentielle ou faisant l'objet d'un impact opérationnel minimisé en raison des redondances. Les réalisations de demandes d'Opérations ou MISSINT avec un hors délai sans conséquence opérationnelle (hors délai programmé c'est-à-dire ne retardant pas la date de début d'opération).

Source des données :

Les états-majors d'armée et directions centrales.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

### Armée de terre

L'évolution du format de la force opérationnelle terrestre (FOT) décidée en 2015, conjuguée à l'adaptation en trois échelons du dispositif Sentinelle, a permis de satisfaire à 100 % l'objectif fixé par l'indicateur de niveau de réalisation des contrats relatif à la fonction stratégique de « protection ». Ainsi, sauf événement majeur susceptible de désorganiser durablement l'armée de Terre, cette fonction sera tenue de la même manière en 2020.

### Marine nationale

*Contrat opérationnel et niveau de réalisation de la couverture des zones maritimes* : la hausse du réalisé 2019, sensiblement supérieur à la cible, s'explique notamment par une amélioration significative de la disponibilité technique opérationnelle (DTO) de certaines flottes par rapport à la prévision initiale (frégates : +15 %).

### Armée de l'Air

*Contrat opérationnel* : Les contrats liés à la posture permanente de sûreté air (96 %), aux alertes gouvernementales et au service public (100 %) sont tenus conformément aux attentes. L'indicateur est donc proche de l'objectif, en dépit de certaines tensions sur les effectifs spécialisés des dispositifs de protection des emprises et des installations de l'armée de l'air.

*Niveau de réalisation de la couverture des zones aériennes et niveau de réalisation des interceptions* : la détection demeure essentielle à la bonne exécution de la Posture Permanente Sécurité - Air (PPS-A). A ce titre l'entretien du parc de radars et la rénovation à mi- vie de certains d'entre eux ont constitué l'effort majeur de l'année 2019. La mise en service à court/moyen terme de capteurs de nouvelle génération devrait améliorer la disponibilité des moyens.

Une série d'accords permettant l'échange de données radar brutes a été initiée avec les pays limitrophes (Espagne, Belgique, Italie, Grande-Bretagne, Suisse, Allemagne) afin d'améliorer la détection périphérique et d'élargir les capacités de redondance.

En 2019, toutes les interceptions déclenchées sur alerte ont été réussies (100 % pour la chasse et 100 % pour les hélicoptères).

SSA

Le service de santé des armées dispose des moyens lui permettant d'assurer le volet protection du contrat opérationnel. Le futur CTBR2C (centre de traitement des blessés radio contaminés et chimiques) de l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Sainte Anne fait l'objet d'un nouveau calendrier de réalisation en respect de l'application stricte du principe de précaution, suite aux résultats de l'analyse des risques pour la population voisine en zone urbaine.

Par ailleurs, l'intégralité du parc des modules de décontamination pré-hospitaliers a été renouvelée en 2019 dans le cadre du plan d'équipement opérationnel, ce qui contribue à optimiser le niveau de réponse au contrat protection. Chaque HIA dispose désormais d'une structure sous tente déployable en cas d'alerte et de matériels de décontamination neufs, dans l'attente de la réception des trois futurs CTBR2C.

DIRISI

Le réseau de communication nationale SOCRATE est une composante majeure de l'indicateur 3.1 (60 % du poids de cet indicateur relatif au taux de disponibilité des réseaux de communication). La disponibilité technique de SOCRATE s'élève à 99,93 %, résultat identique à celui de 2018.

## OBJECTIF 4

### Assurer la fonction stratégique intervention

### INDICATEUR 4.1 mission

#### Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Armée de terre | % | 85 | 85 | 90 | 90 | 90 | 90 |
| Marine | % | 60 | 65 | 70 | 73 | 87 | 70 |
| Armée de l'air | % | 80 | 72 | 75 | 70 | 65 | 75 |
| SSA | % | 86 | 90 | 90 | 90 | 80 | 90 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

**Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025, ils s'inscrivent dans la continuité des contrats opérationnels de la LPM 2014-2019.**

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services, à être engagées, pour une durée limitée, dans une opération de coercition majeure tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres d'opération déjà ouverts.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la capacité à réaliser les objectifs des contrats opérationnels, pour la fonction stratégique « Intervention » dans le cadre de l'hypothèse d'engagement maximum de nos forces (HE M INTER). La capacité est mesurée en prenant en compte les ressources effectivement disponibles.

Engagement maximal prévu dans le cadre d'une opération de coercition :

- armée de terre : deux brigades interarmes représentant environ 15 000 hommes des forces terrestres ;
- marine : le porte-avions et groupe aérien embarqué, deux bâtiments de projection et de commandement (BPC), un noyau-clé d'accompagnement à base de frégates, deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et des avions de patrouille maritime ;
- armée de l'air : 3 bases aériennes projetées (BAP), 45 avions de chasse, 9 avions de transport stratégique et de ravitaillement, 16 avions de transport d'assaut (ATA), 2 plots Recherche et Sauvetage de Combat (RESCO), ainsi que des capacités drones et des moyens ISR (Intelligence, Surveillance and Reconnaissance) ;
- les moyens de commandement, de renseignement et de logistique de l'opération.

De plus, cette hypothèse prévoit le maintien d'une capacité résiduelle d'engagement d'urgence, une posture de protection renforcée sur le territoire national et la ré-articulation des opérations en cours.

La disponibilité caractérise l'aptitude d'une capacité opérationnelle (c'est-à-dire d'une puissance militaire cohérente en personnel qualifié et entraîné, en équipements suffisants, disposant d'une doctrine, d'une organisation, des approvisionnements et soutiens nécessaires) à être mise sur pied dans le délai requis par l'hypothèse d'emploi maximum des forces.

L'aptitude de l'armée de l'air à réaliser un engagement majeur sous six mois dépend de la capacité à préparer les forces dans le cadre de la montée en puissance, du recours à l'affrètement aérien, de l'utilisation d'avions ravitailleurs alliés et de la capacité à approvisionner les stocks de munitions.

SSA : ratio entre le nombre global d'équipes chirurgicales disponibles et la cible théorique, hors praticiens en formation.

DIRISI : le mode de calcul correspond à la moyenne arithmétique des indicateurs de disponibilité de l'ensemble des SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux).

Exclusions du périmètre de calcul :

Les maintenances programmées (hors SOCRATE) car toujours reportées en cas de gêne potentielle ou faisant l'objet d'un impact opérationnel minimisé en raison des redondances.

## INDICATEUR 4.2

### Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Terre | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Marine | % | 70 | 70 | 70 | 73 | 84 | 70 |
| Armée de l'air | % | 140 | 108 | 100 | 90 | 91 | 100 |
| SSA | % | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| DIRISI | % | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 | 99 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

**Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à pouvoir être engagés, simultanément et dans la durée, dans plusieurs opérations de gestion de crise et de lutte contre l'instabilité. Les notions de délai et d'aptitude à régénérer les forces sont primordiales pour la tenue de ce contrat. Elles sont intégrées dans la construction de l'indicateur. La difficulté réside dans le nombre et la dispersion des engagements simultanés, ainsi que dans les élongations au sein des théâtres.**

Mode de calcul :

L'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la tenue du contrat opérationnel. La réalisation du contrat opérationnel s'entend comme l'aptitude des unités à être déployées dans le temps imparti, sur un nombre défini de théâtres.

Engagement maximum prévu dans le cadre des opérations de gestion des crises :

- gestion de crise dans la durée sur 2 ou 3 théâtres dont un en tant que contributeur majeur, en engageant jusqu'à 7 000 hommes des forces terrestres, une douzaine d'avions de chasse et une frégate, un groupe BPC et un SNA selon les circonstances ;

- échelon national d'urgence de 5 000 hommes permettant de projeter une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 hommes à 3 000 kilomètres du territoire national ou d'une base à l'étranger en 7 jours ;

- maintien des postures permanentes de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime ainsi que de la posture de protection terrestre.

Pour le SSA, il s'agit des effectifs en équipes chirurgicales dans le cadre du dispositif santé de veille opérationnelle.

DIRISI : il s'agit d'une combinaison de sous-indicateurs liés aux taux de disponibilité des moyens d'élongation, des réseaux de communication nationaux (SOCRATE), des systèmes d'information opérationnels nationaux, des SIC internationaux et de réalisation des demandes de services SIC en opérations dans les délais impartis. La méthode de calcul a évolué de manière significative en 2014. Suite à la conférence de performance de 2016, les données sont dorénavant présentées sans chiffre après la virgule. Le détail est le suivant :

1/ Taux de disponibilité des moyens d'élongation (Transport satellitaire, Syracuse, Aristote) pour raccorder les théâtres

Poids = 50 %

2/ Taux de disponibilité de nos réseaux de communication nationaux (Socrate)

Poids = 10 %

3/ Taux de disponibilité des systèmes d'information opérationnels nationaux (Intraced, SIC 21, Rifan1 & 2) mis en œuvre par la DIRISI

Poids = 20 %

4/ Taux de disponibilité des SIC internationaux (UE OPS Wan, FR-OPS)

Poids = 10 %

5/ Taux de réalisation des OPEX dans les délais impartis

Poids = 10 %

Exclusions du périmètre de calcul :

Les maintenances programmées (hors SOCRATE) car toujours reportées en cas de gêne potentielle ou faisant l'objet d'un impact opérationnel minimisé en raison des redondances.

Les réalisations de demandes d'Opérations ou MISSINT avec un hors délai sans conséquence opérationnelle (hors délai programmé c'est-à-dire ne retardant pas la date de début d'opération).

Source des données : les données proviennent des états-majors d'armée, des directions et des services.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Indicateur 4.1. : « capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France »**

Armée de terre

L'indicateur est conforme à la prévision. La pleine mise en œuvre du contrat intervention (hypothèse d'engagement majeur) aurait supposé une adaptation du dispositif de gestion de crise, des arbitrages sur certaines capacités (commandement, SIC, logistique, maintenance et renseignement) et un accroissement du délai de montée en puissance de 9 à 12 mois des 15 000 hommes prévus par le contrat opérationnel. La cible est limitée à 90% en 2019 en raison de ces délais supplémentaires nécessaires à la mise à niveau des matériels et des stocks de ressource.

Marine nationale

La hausse sensible du réalisé 2019 s'explique notamment par une amélioration significative de la DTO de certaines flottes par rapport à la prévision initiale (frégates : +15%) et par le retour du porte-avions dans le cycle opérationnel. L'affirmation de marines étrangères sur l'ensemble de nos zones de déploiements habituelles se traduit par un effort plus important demandé à nos moyens. Cette tendance se confirme depuis au moins trois ans. Cet effort a été permis par la bonne disponibilité de nos grands bâtiments de combat.

Armée de l'air

Le niveau d'engagement opérationnel constaté depuis plusieurs années comprime l'activité d'entraînement en deçà des normes LPM, et restreint la capacité de l'Armée de l'air à honorer le contrat d'hypothèse d'engagement majeur et à entretenir certains savoir-faire opérationnels. Les taux de disponibilité faibles, pour certaines flottes et équipements de mission, limitent la capacité de l'armée de l'air à soutenir dans la durée son contrat intervention et la régénération du personnel.

SSA

La ressource en équipes chirurgicales (EC) est tendue pour la situation opérationnelle de référence (SOR) car l'organisation des relèves entraîne une sujétion opérationnelle importante (30 projetées par an sur une ressource de 41 – dont certains inaptes à la projection). Pour l'hypothèse d'engagement majeur (HEM), le nombre d'EC est suffisant (21 EC projetées nécessaires au pic d'engagement) mais les unités médicales opérationnelles ne sont pas suffisantes pour permettre cet engagement : manquent ainsi 2 groupements médicaux chirurgicaux et 2 hôpitaux mobiles de campagne.

DIRISI

Malgré une absence de redondance sur les SIC internationaux (UE OPS WAN, FROPS), la cible de l'indicateur est atteinte. Le projet de mise en service opérationnel STCIA 0.5 CD/SF, déployé sur le site de Balard, est prévu pour un déploiement au CYBERCOM Rennes.

**Indicateur 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises**

Armée de terre

L'armée de Terre a intégralement honoré son contrat de gestion de crise en 2019 et continuera à le faire en 2020. Bien que les effectifs projetés soient inférieurs à ceux du contrat (4 672 soldats en moyenne par jour contre 7 000 prévus au

contrat), le nombre de théâtres est supérieur au maximum prévu (3 théâtres auxquels s'ajoutent les éléments en RCA et le déploiement dans le cadre de la mission OTAN et FP), ce qui impose la mise en place de structures supplémentaires de commandement, logistique, maintenance et renseignement.

Marine nationale

La hausse du réalisé 2019 au-delà des attentes s'explique notamment par une amélioration significative de la DTO de certains agrégats par rapport à la prévision initiale (frégates : +15%) et par le retour du porte-avions dans le cycle opérationnel.

Armée de l'air

Malgré des difficultés de disponibilité de matériel et des contraintes RH, l'armée de l'air tient dans la durée ses contrats de gestion de crise. Concernant la mobilité tactique, la situation doit progressivement s'améliorer au regard de la montée en puissance de la flotte A400M et des livraisons de nouveaux vecteurs (horizon fin LPM).

SSA

La disponibilité des équipes chirurgicales a permis de répondre aux alertes de l'échelon national d'urgence (ENU).

DIRISI

Le résultat demeure affecté par les indisponibilités INTRACED dues à l'obsolescence de ce réseau.

## OBJECTIF 5

### Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

## INDICATEUR 5.1

### Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Jours d'activités par homme Terre "JPO" (norme LPM : 90) | jours | 81 | 81 | 81 | 81 | 82 | 81 |
| Taux d'entraînement par équipage sur matériel terrestre | Taux | Sans objet | 54 | 57 | 57 | 54 | 59 |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Terre (dont forces spéciales) (norme LPM : 200/220) | heure | 168 | 154 | 160(FC)/175(FS) | 173(FC)/185(FS) | 173(FC)/185(FS) | 160(FC)/179(FS) |
| Heures de vol par pilote de chasse Air (norme LPM : 180) | heure | 164 | 161 | 164 | 164 | 159 | 164 |
| Heures de vol par pilote de transport Air (norme LPM : 320) | heure | 219 | 201 | 219 | 219 | 185 | 219 |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Air (norme LPM : 200) | heure | 164 | 166 | 174 | 174 | 161 | 174 |
| Jours de mer par bâtiment Marine (bâtiment hauturier) (norme LPM : 100/110) | jours | 90 (102) | 94 (101) | 91 (96) | 91 (95) | 96 (109) | 91 (96) |
| Heures de vol par pilote de chasse Marine (pilote qualifié appontage de nuit) (norme LPM : 180/220) | heure | 172 (185) | 148 (146) | 162 (198) | 170 (185) | 144 (190) | 162 (198) |
| Heures de vol par pilote d'hélicoptère Marine (norme LPM : 220) | heure | 204 | 199 | 198 | 205 | 206 | 198 |
| Heures de vol par pilote de patrouille maritime Marine (norme LPM : 350) | heure | 344 | 324 | 315 | 325 | 332 | 315 |
| Niveau d'entraînement cyber | % | Sans objet | Sans objet | 100 | 100 | 100 | 100 |

**Commentaires techniques**

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

**Le terme « activité » comprend les activités relatives à l'emploi des forces et celles nécessaires à leur entraînement. Ce dernier constitue la phase finale de la préparation des forces qui met en synergie des matériels disponibles, une doctrine d'emploi étayée et des soutiens suffisants. La qualification opérationnelle qui en résulte garantit un emploi optimum des forces au chef d'état-major des armées.**

Mode de calcul :

Pour l'armée de terre, l'indicateur d'activités rend compte du nombre de journées de préparation opérationnelle (JPO) financées par le seul budget de l'armée de terre (les mises en condition avant projection, les jours consacrés à la préparation opérationnelle générique et les jours de formation individuelle). Il est calculé sur la base d'une FOT à 77 000 hommes depuis 2017.

L'indicateur taux d'entraînement des équipages sur matériel terrestre (création PAP 19) rend compte de l'atteinte des normes d'entrainement définie par la LPM (115h par an et par équipage sur char LECLERC, 100h sur AMX 10 RC ou JAGUAR, 130h sur VBCI, 1 100 km sur VAB ou GRIFFON, 110 coups sur CAESAR).

La prévision d'heures de vol (HdV) pour les équipages d'hélicoptères de l'armée de terre anticipe une forte activité en opération dans la bande sahélo-saharienne, réaliste au vu des engagements des dernières années.

Les activités opérationnelles et l'entraînement sont difficiles à séparer. En effet, dans un souci d'efficience, les déploiements opérationnels sont valorisés autant que possible en effectuant les tâches d'entraînement que permet le théâtre. Par ailleurs, les moyens complexes et polyvalents conduisent souvent simultanément une ou plusieurs missions.

Pour la marine, cet indicateur est une moyenne par homme, par pilote, par équipage des forces opérationnelles, du temps consacré à la préparation et à l'activité opérationnelle. Les chiffres entre parenthèses représentent les jours de mer des grands bâtiments et les heures de vol des chasseurs de l'aéronautique navale qualifiés « nuit ».

Pour l'armée de l'air, les heures de vol (HdV) sont la moyenne des heures de vol réalisées par pilote aux commandes des aéronefs des forces opérationnelles, ou des aéronefs de substitution. Les HdV sur simulateurs ne sont donc pas prises en compte.

Le niveau d'entrainement cyber (création PAP 2019) établit le taux d'exercices réalisés par rapport à ceux programmés au titre de l'année. Le programme est élaboré d'une année sur l'autre et soumis à l'approbation du COMCYBER.

Source des données :

Les données chiffrées proviennent des états-majors d'armée. La division emploi des forces de l'EMA effectue les analyses capacitaires interarmées.

## INDICATEUR 5.2

### Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

(du point de vue du citoyen)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Armée de terre Char Leclerc | % | 93 | 85 | 96 | 85 | 80 | 96 |
| Armée de terre AMX 10 RCR | % | 77 | 69 | 70 | 69 | 63 | 70 |
| Armée de terre VAB | % | 85 | 88 | 71 | 89 ; VCI = 58 | 88 | 71 |
| Armée de terre VBCI | % | 84 | 74 | 75 | 69 | 67 | 75 |
| Armée de terre Pièces de 155 mm | % | 92 | 84 | 75 | 84 | 80 | 75 |
| Armée de terre Hélicoptères de manoeuvre | % | 40 | 36 | 57 | 47 | 39 | 57 |
| Armée de terre Hélicoptères d'attaque ou de reconnaissance | % | 60 | 55 | 68 | 59 | 68 | 68 |
| Marine nationale Porte avions | % | 27 | 26 | 95 | 93 | 98 | 95 |
| Marine nationale SNA | % | 69 | 74 | 68 | 60 | 66 | 68 |
| Synthèse autres bâtiments de la marine | % | 76 | 76 | 75 | 75 | 63 | 75 |
| Marine nationale Composante frégates | % | 54 | 51 | 56 | 67 | 70 | 56 |
| Marine nationale Chasse | % | 66 | 63 | 68 | 68 | 57 | 68 |
| Marine nationale Hélicoptères | % | 51 | 50 | 53 | 53 | 51 | 53 |
| Marine nationale Guet aérien, Patrouille et surveillance maritime | % | 57 | 49 | 57 | 58 | 55 | 58 |
| Armée de l'air Avions de combat | % | 92 | 86 | 100 | 86 | 85 | 100 |
| Armée de l'air Avions de transport tactique | % | 60 | 64 | 77 | 59 | 57 | 81 |
| Armée de l'air Avions d'appui opérationnel | % | 112 | 115 | 97 | 79 | 85 | 98 |
| Armée de l'air - Vecteur ISR | % | Sans objet | Sans objet | 83 | 76 | 70 | 100 |
| Armée de l'air Avions à usage gouvernemental | % | 90 | 93 | 93 | 100 | 100 | 93 |
| Armée de l'air Hélicoptères de manoeuvre et de combat | % | 70 | 71 | 82 | 76 | 76 | 85 |
| Armée de l'air Système sol-air moyenne portée | % | 81 | 83 | 92 | 72 | 82 | 92 |

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Indicateur 5.1 : Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement**

Armée de terre

*Activité terrestre* : En 2019, l'armée de Terre a réalisé 82 JPO par homme. L'activité est conforme à la trajectoire fixée en LPM et poursuit une dynamique de remontée en puissance vers une cible à 90 JPO en 2025. Le volume de jours de préparation opérationnelle devrait rester stable en 2020, conformément aux prévisions LPM.

Le taux d'entraînement des équipages sur les 5 parcs majeurs de l'armée de Terre se situe à 54 % à la fin 2019, un peu en dessous des 57 % initialement prévus. En effet, les parcs terrestres ont connu des problèmes de disponibilité nécessitant d'établir des marchés de soutien en service plus adaptés à un niveau d'activité (opérations et préparation opérationnelle cumulées) supérieur à celui des 3 dernières années. Ainsi, compte tenu de ces tensions techniques, l'armée de Terre a d'ores et déjà révisé sa trajectoire pour 2020 en particulier pour les Leclerc, VBCI et AMX10 RC.

*Activité aéroterrestre* : Le niveau global atteint est de 167 HDV par équipage en 2019, en progression de 8% par rapport à fin 2018 (154 HDV fin 2018). Il reste en dessous de l'objectif pour les forces conventionnelles, en raison d'une performance insuffisante du soutien industriel notamment sur les flottes PUMA et TIGRE. Pour les forces spéciales, les résultats sont bons et s'expliquent principalement par leur fort taux d'emploi en OPEX.

Armée de l'air

*Heures de vol par pilote de chasse* :

L'activité moyenne globale est légèrement inférieure aux prévisions avec des disparités importantes en fonction des flottes et du niveau de qualification des pilotes : la forte activité réalisée en opérations (25 % de l'activité des unités opérationnelles) se fait parfois au détriment de l'encadrement de la formation des équipages les plus jeunes en métropole.

*Heures de vol par pilote de transport* :

L'activité moyenne des équipages de transport est inférieure de 16 % aux prévisions actualisées. La disponibilité des flottes vieillissantes n'est pas encore compensée par la montée en puissance des nouveaux appareils dont la maturité technique, certes en progression, reste toutefois insuffisante. Pour la flotte C130H, les heures de vol ont été significativement impactées par la disponibilité du parc.

*Heures de vol par pilote d'hélicoptère* :

L'activité moyenne en 2019 reste en deçà des prévisions. L'âge de la flotte Puma, les difficultés rencontrées par le niveau de soutien industriel (NSI) pour le Caracal et la typologie particulière des missions réalisées sur Super Puma expliquent ce déficit d'activité. Les pilotes de Caracal, dont 42 % de l'activité est réalisée au profit de l'opération Barkhane, rencontrent des difficultés similaires à celles des équipages chasse. La location d'EC 225 permet cependant l'acquisition et l'entretien des savoir-faire fondamentaux pour cette population.

Marine nationale

*Activité bâtiments de surface :*

Pour la Force d'Action Navale (FAN), l'activité moyennée sur 2019 est, compte tenu d'une sollicitation OPEX élevée, supérieure de 5 % à la prévision inscrite au PAP 2019 : 96 JDM réalisés pour un objectif de 91 pour l'ensemble de la FAN. L'engagement en OPEX des bâtiments hauturiers à fort tonnage porte ainsi les indicateurs vers le haut. C'est la confirmation d'une intensification du nombre de sollicitations, hors et en OPEX.

Le retour à la mer du porte-avions après son deuxième arrêt technique majeur a été le fait marquant de 2019. En parallèle, la disponibilité des flottes (PHM (patrouilleurs de haute-mer)[1] et CMT (chasseur de mines tripartite))[2] tend à marquer le pas, essentiellement en raison de leur âge, nécessitant par conséquent plus de MCO.

*Activité aéronautique :*

Pour l'aéronautique navale, le potentiel technique des aéronefs a permis d'atteindre des niveaux d'activité conformes ou supérieurs aux prévisions 2019 (écart maximal de 5 % pour la PATSIMAR, porté par l'activité en OPEX). Certains niveaux de qualification progressent (chasse, hélicoptères notamment), en partie portés par les détachements en mission (ex. Clemenceau) et des exercices particulièrement qualifiants (ex. PEAN). Le maintien des savoir-faire dans certains domaines nécessite cependant une attention particulière[3], comme l'illustre la lutte anti-sous-marine (ASM) à travers le couple frégate-HLO et l'entraînement des équipages ATL2.

*Chasse :* le retour à la mer du porte-avions a permis la remontée de la qualification des pilotes aptes aux missions de guerre (notamment les pilotes hiboux, qualifiés appontage nuit). Pour ces pilotes, l'activité réalisée en 2019 (190 HDV/pilote) est restée de 4 % inférieure à la prévision (198) et devrait continuer de progresser pour atteindre ses objectifs dès 2020.

*Hélicoptères :* L'activité 2019 (206 HDV/équipage) s'établit à 4 % au-dessus de la prévision (198) en raison d'un contexte opérationnel soutenu. Le niveau global de qualification est en progression (fin d'année notamment).

*PATSIMAR :* l'activité cumulée en 2019 (332 HDV/équipage) se situe 5% au-dessus de la prévision (315) dans un contexte opérationnel dense, comprenant l'activité en OPEX pour les ATL2. Cependant certaines tensions subsistent sur la formation des jeunes pilotes.

COMCYBER

L'activité programmée en 2019 est conforme aux prévisions. Elle a porté sur la conduite de 7 exercices majeurs nationaux et 6 exercices majeurs internationaux.

**Indicateur 5.2 : Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels**

Armée de terre

*Matériels terrestres* :

- Chars LECLERC : En 2019, des faits techniques ont minoré la disponibilité. Des mesures sont prises en lien avec la DGA et l'industriel NEXTER. En 2020, les négociations pour le renouvellement du marché de soutien en service (MSS2) se poursuivront avec NEXTER afin de préserver le meilleur niveau de disponibilité et d'activité possible. Une opération de mise aux standards de la génération SCORPION est prévue à mi-vie du char.
- AMX10RC : Une projection en OPEX renforcée par rapport à 2018, des difficultés d'approvisionnement liées aux fournitures de NEXTER, une ressource critique en matière de rechanges réparables, expliquent un résultat DTO en dessous de l'objectif.
- Les problèmes techniques font l'objet d'un partenariat accru avec l'industriel concernant les rechanges réparables. Les actions entreprises visent à identifier et pérenniser l'approvisionnement des composants afin d'entretenir les stocks sur les 10 prochaines années.
- Dans le cadre de la transformation capacitaire, l'AMX10RC sera progressivement remplacé par le JAGUAR à compter de 2020.
- VAB : Les investissements consentis depuis 2016 dans le cadre du « paquet régénération » permettent de maintenir ce parc sur les objectifs annoncés. Le VAB fait l'objet d'efforts conséquents en matière de maintenance afin de réaliser l'activité prévue en LPM et maintenir son exploitation pendant encore une dizaine d'années. Il sera remplacé par des Griffon dont les premières livraisons ont été effectuées en 2019.
- VBCI : La forte sollicitation en OPEX a légèrement affecté la disponibilité de ce parc. Des actions ont été entreprises pour redimensionner le marché de soutien (relèvement du plafond de l'activité) et réviser le niveau de stock avec une attention particulière pour les articles dont les délais d'approvisionnement sont longs (18 mois).
- CN 155 : La réactivité de l'industriel pour approvisionner en tubes explique le bon niveau de DTO atteint. La couverture contractuelle du CAESAR va évoluer afin qu'un relèvement du plafond d'activité soit effectué (retour d'expérience de Chammal). Le maintien en service de 32 AUF1 dont une quinzaine de disponible jusqu'en 2024-25 permet de compléter le parc Caesar afin d'obtenir les résultats escomptés.
- Hélicoptères : La légère baisse par rapport à 2018 (-1 %) s'explique par des reports sur 2020 de livraisons de « rétrofit » TIGRE et les durées de visite GAZELLE en augmentation.
- La DTO devrait s'améliorer, avec des effets significatifs attendus courant 2020, grâce aux premiers effets des marchés verticalisés (TIGRE) et aux livraisons d'appareils en rétrofit chez les industriels.

Marine nationale

*Matériel naval :*

- Porte-avions *:* la disponibilité technico-opérationnelle (DTO) du porte-avions est excellente (98 %) grâce à un arrêt technique parfaitement maîtrisé et l'absence de jours d'indisponibilité pour aléas (IA) en 2019.
- SNA *:* la disponibilité des sous-marins nucléaires d'attaque (66%) est supérieure à la prévision actualisée. Elle est cependant en retrait par rapport à 2018 (74%), compte tenu d'un volume de jours d'IA en augmentation, notamment en raison du vieillissement des équipements, dont la durée de vie a été prolongée dans l'attente de la livraison du 1er SNA type Barracuda (Suffren).
- *Autres bâtiments :* malgré la très bonne disponibilité des nouveaux bâtiments (BSAM (bâtiments de soutien et d'assistance métropolitains), BSAOM (bâtiments de soutien et d'assistance outre-mer)), l'indicateur est affecté par les avaries touchant les bâtiments anciens (CMT, PHM, frégates de surveillance).
- Frégates *:* la disponibilité des frégates augmente (70 % en 2019 vs 51 % en 2018), compte tenu du retrait anticipé du service actif de deux frégates âgées et d'un faible taux d'IA durant l'année.

*Matériel aéronautique :*

- Chasse : la disponibilité des Rafale-Marine est en baisse par rapport à 2018 et inférieure aux prévisions. Elle a été notamment impactée par des difficultés conjoncturelles de corrosion et de peinture. Néanmoins, la DTO atteint près de 70% au premier semestre, à l'occasion du déploiement du porte-avions.

- Hélicoptères : la DTO est très proche des objectifs fixés pour l'année, malgré des immobilisations au niveau de soutien industriel (NSI) pour des évolutions de standard capacitaires (NH90) et des difficultés de fiabilité sur des flottes en fin de vie (Lynx et Alouette).
- Guet aérien et PATSIMAR : bien qu'encore inférieure aux objectifs fixés, la disponibilité de l'agrégat PATSIMAR s'améliore par rapport à 2018. La flotte ATL2 reste fragile et sujette à différents aléas combinés aux difficultés d'adaptation au standard 6. La disponibilité de la flotte E-2C (*Hawkeye*) s'est notablement améliorée en 2019, à l'issue de chantiers capacitaires d'envergure.

Armée de l'air

- Avions de combat : La DTO des avions de combat est conforme aux prévisions actualisées, mais en deçà du taux du PAP 2019, en raison de faits techniques (pyrotechnie M2000 et Rafale), d'attente de pièces pour 15 % des aéronefs en ligne et du lancement des chantiers capacitaires majeurs (RMV M2000D et chantiers FR3).
- Avions de transport tactique : La DTO des avions de transport tactique est conforme aux prévisions actualisées, mais en deçà du taux du PAP 2019 en raison de difficultés structurelles et conjoncturelles, parmi lesquelles un effet ciseau entre les flottes jeunes (manque de maturité et de fiabilité de l'A400M) et les flottes anciennes (C130H), et des attentes de pièces (13 % de la ligne). Afin d'améliorer la DTO, ces flottes font l'objet d'un suivi particularisé via des plans d'actions initiés en revues intégrées.
- Avions d'appui opérationnel : Cet agrégat est très composite (A310/340, K/C135, E-3F). Au prix d'un lourd plan de charge, la DTO a dépassé le niveau des prévisions actualisées, mais elle est restée à un niveau inférieur aux prévisions du PAP 2019.
- Vecteur ISR : La DTO est restée proche des prévisions actualisées mais en deçà des prévisions du PAP 2019 en raison essentiellement d'aléas logistiques.
- Avions à usage gouvernemental : Cette flotte a atteint ses objectifs avec une DTO de 100%.
- Hélicoptères de manœuvre et de combat : La DTO est en progression par rapport à 2018 tout en restant en deçà des prévisions du PAP 2019. L'année 2020 devrait être une année de transition pour atteindre de nouveaux seuils. Les efforts vont porter sur la situation logistique et sur la prestation industrielle (chantiers et documents réglementaires).
- Système sol-air moyenne portée : la DTO est restée identique à celles de 2017 et 2018, en deçà des prévisions du PAP 2019 mais supérieure aux prévisions actualisées en 2019.

## OBJECTIF 6
## Renforcer l'efficience du soutien

### INDICATEUR 6.1
### Coût de la fonction « restauration-hébergement »

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût de la fonction restauration – hébergement | € | 2 289 | 2291 | 2300 | 2 300 | 2303 | 2300 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

Coût moyen de la fonction restauration-hébergement-loisirs par soutenu : l'efficience de la fonction restauration-hébergement porte sur le coût de cette fonction rapporté aux effectifs soutenus.

Les modalités de calcul retenues font l'objet d'un cadrage porté par le système de comptabilité analytique du service du commissariat des armées (DAMIER), lui-même conforme au schéma directeur ministériel de comptabilité analytique. La méthodologie appliquée présente ainsi les caractéristiques suivantes :

- restitution en « *coûts complets* » de la fonction restauration-hébergement-loisirs (masse salariale hors pensions, coût denrées, inclusion des fonctions support et des dotations aux amortissements) ;

- emploi des données comptables extraites du SIFE CHORUS pour le périmètre hors titre 2 et utilisation des mémentos des coûts moyens titre 2 produits par la direction des affaires financières pour le personnel militaire et la direction des ressources humaines du ministère de la défense pour le personnel civil.

Mode de calcul :

L'indicateur mesure les coûts de la fonction « Restauration-Hébergement-Loisirs » (RHL) rapportés à la somme des effectifs du ministère des armées soutenus par les bases de défense.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées (coût de la fonction restauration-hébergement-loisirs) et de l'état-major des armées (effectifs soutenus par les bases de défense).

## INDICATEUR 6.2

### Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO terrestre par matériel et jour de préparation opérationnelle | € | 75 | 66 | 70 | 69 | 63 | 70 |
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO navale par jour de disponibilité de la flotte | k€ | 64 | 68 | 64 | 63 | 68 | 63 |
| Coût transitoire moyen de la fonction MCO aéronautique à l'heure de vol | € | 11 895 | 11643 | 12676 | 11 828 | 11 890 | 12865 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

**L'indicateur de coût du maintien en condition opérationnelle (MCO) est désormais analysé par milieu et au travers d'un ratio (dépenses / unité de mesure). Ces indicateurs visent à améliorer l'appréciation du rapport coût / efficacité du MCO des matériels pour satisfaire au besoin des forces.**

Mode de calcul : la méthode de calcul de ces indicateurs fait l'objet d'un modèle transitoire qui aura vocation à s'affiner et se compléter au fil des ans.

MCO terrestre :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO terrestre sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des systèmes d'information de gestion des ressources humaines - SIRH - (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento des coûts moyens de la direction des affaires financières – mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine terrestre » et aux charges de fonctionnement en lien avec le matériel terrestre rattachés au programme 178. Enfin, la valeur du dénominateur correspond au nombre d'équipements nécessaires à l'engagement opérationnel calculé sur la base de la « quantité théorique totale » (DUO) de matériels inscrits au référentiel opérationnel commun par jours de préparation opérationnelle (données fournies par l'armée de terre).

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO terrestre.

MCO naval :

Indicateur calculé à partir de trois données sources :

- charges directes de la fonction MCO du milieu naval hors dissuasion sur le P178 : poste de dépenses « EPM Naval » (MM03) et dépenses des moyens militaires de soutien (essentiellement le SLM) afférentes au MCO naval incluses dans l'EAC (équipement d'accompagnement) « soutien des installations à terre » (MM06) ;

- données relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel en charge du MCO issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF) ;

- nombre de jours de disponibilité technique non pondérés de la flotte « format 2019 ».

MCO aéronautique :

Les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO Aéronautique sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (pour la définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine aéronautique ». Au dénominateur, les données relatives aux heures de fonctionnement sont celles exploitées par la DMAé, telles qu'elles lui sont fournies par les armées : l'heure de vol est l'unité de mesure la plus communément admise dans le milieu aéronautique.

Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO aéronautique.

Les travaux de fiabilisation de cet indicateur vont se poursuivre, afin d'en accroître la précision.

Source des données :
Les données proviennent de l'état-major des armées.

## INDICATEUR 6.3
### Améliorer le soutien du combattant

(du point de vue du contribuable)

| | Unité | 2017 Réalisation | 2018 Réalisation | 2019 Prévision PAP 2019 | 2019 Prévision actualisée | 2019 Réalisation | 2020 Cible PAP 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux d'équipement | % | Sans objet | Sans objet | 43 | 43 | 40 | 51 |

**Commentaires techniques**

**Précisions méthodologiques**

Cet indicateur illustre la montée en puissance des nouveaux équipements de protection individuelle, c'est-à-dire les tenues NRBC (nucléaire – bactériologique – biologique – chimique), le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique (SMB) et le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique électronique (SMBE – évolution du SMB). Il vise à constater annuellement le respect de l'objectif sur le périmètre associé.

Mode de calcul :

Moyenne annuelle du taux d'équipement pondérée sur chaque composante, ce taux étant lui-même le ratio entre les livraisons réalisées et les livraisons programmées. Le taux affiché s'entend par rapport à une cible 100 % en 2023 pour les tenues NRBC et 100 % en 2025 pour les SMB.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Indicateur 6.1 : Efficience de la fonction « restauration-hébergement »**

Les coûts sont conformes aux prévisions, aucun facteur structurant d'inflation ou de déflation de l'assiette des coûts ou du nombre global de soutenus n'étant intervenu en 2019.

**Indicateur 6.2 : Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu**

Armée de terre

Le coût de la fonction maintien en condition opérationnelle (MCO) rapporté au nombre de journées de préparation opérationnelle (JPO) décroit pour atteindre 63 €. L'indicateur de préparation opérationnelle étant stable, la variation s'explique par la troisième variable de l'indicateur : le nombre de matériels pris en compte (+100 000 de 2018 à 2019). Notamment, le nombre d'équipements individuels s'est accru (coexistence d'armements individuels - HK et FAMAS, environnement SCORPION, moyens SIC). Cette baisse du coût moyen du MCO-T n'est pas incompatible avec une hausse du coût de certains marchés de soutien de matériels majeurs de 3e génération (Leclerc, VBCI).

Marine nationale

Le coût 2019 est supérieur de 6% à la prévision 2019 mais reste stable par rapport au résultat de 2018. Cet écart résulte d'avaries rencontrées sur certains bâtiments (patrouilleurs *PM L'Her, LV Le Henaff, CDT Ducuing, EV Jacoubet*, frégate *Forbin* notamment) et ayant nécessité des travaux correctifs importants.

DMAé

Pour le MCO aéronautique, le coût à l'heure moyen constaté est très légèrement supérieur (moins de 1%) à la prévision du PAP. L'écart marginal constaté s'explique principalement par des variations d'activité des flottes d'aéronefs en fonction des besoins opérationnels, et par de nécessaires adaptations, en cours de réalisation, des travaux d'entretien programmés, non programmés et de rétrofit de matériels.

**Indicateur 6.3 : Améliorer le soutien du combattant**

Taux d'équipements : Le réalisé est légèrement inférieur à l'objectif prévisionnel 2019 (43 %) en raison du décalage de livraison des tenues de sauvegarde – TS – NRBC (livraison de 3 000 TS au lieu des 10 000 prévues), le lancement de cette nouvelle production ayant nécessité des délais de mise au point supérieurs à ceux envisagés lors de la notification de la commande en 2018. Les livraisons de tenues NRBC programmées en 2020 devraient induire une augmentation du taux d'équipement de l'ordre de 11 points, en phase avec la cible du PAP 2020.

# PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

### 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total | Total<br>y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | *208 539 414*<br>375 646 369 | *228 600 355*<br>96 210 690 | *159 935 993*<br>140 363 334 | 2 700 | ***597 075 762***<br>**612 223 093** | *597 075 762* |
| 01.10 – Emploi des forces | *99 014 392*<br>112 068 414 | *36 691 381*<br>19 520 081 | *159 935 993*<br>140 348 334 | 2 700 | ***295 641 766***<br>**271 939 528** | *295 641 766* |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | *22 026 485*<br>35 115 852 | *32 753 643*<br>15 261 109 | 15 000 | | ***54 780 128***<br>**50 391 961** | *54 780 128* |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | *87 498 537*<br>228 462 103 | *159 155 331*<br>61 429 500 | | | ***246 653 868***<br>**289 891 604** | *246 653 868* |
| 02 – Préparation des forces terrestres | *2 442 918 162*<br>2 425 711 814 | *130 027 385*<br>96 982 479 | *4 800 870*<br>11 592 234 | | ***2 577 746 417***<br>**2 534 286 527** | *2 583 146 417* |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | *144 695 912*<br>175 433 509 | 3 337 415 | 148 870 | | ***144 695 912***<br>**178 919 794** | *144 895 912* |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | *68 893 503*<br>88 595 038 | 56 512 | | | ***68 893 503***<br>**88 651 549** | *69 393 503* |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | *2 162 087 243*<br>2 020 025 462 | 15 791 390 | 1 042 000 | | ***2 162 087 243***<br>**2 036 858 852** | *2 166 087 243* |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | *67 241 504*<br>141 657 805 | *130 027 385*<br>77 797 163 | *4 800 870*<br>10 401 364 | | ***202 069 759***<br>**229 856 333** | *202 769 759* |
| 03 – Préparation des forces navales | *5 222 356 855*<br>3 719 274 518 | *97 539 718*<br>95 265 449 | 7 897 390 | *701 000*<br>701 000 | ***5 320 597 573***<br>**3 823 138 356** | *5 333 597 573* |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | *494 570 708*<br>268 924 139 | 253 186 | 14 929 | | ***494 570 708***<br>**269 192 253** | *499 770 708* |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | *46 513 400*<br>56 383 764 | *5 143 525*<br>1 962 346 | | *701 000*<br>701 000 | ***52 357 925***<br>**59 047 110** | *54 357 925* |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | *4 603 288 380*<br>3 263 506 456 | *87 368 642*<br>65 283 103 | -128 | | ***4 690 657 022***<br>**3 328 789 431** | *4 694 157 022* |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | *77 984 367*<br>130 460 158 | *5 027 551*<br>27 766 814 | 7 882 589 | | ***83 011 918***<br>**166 109 561** | *85 311 918* |
| 04 – Préparation des forces aériennes | *4 263 915 723*<br>4 344 370 420 | *64 647 326*<br>51 369 699 | 3 575 393 | 2 441 620 | ***4 328 563 049***<br>**4 401 757 132** | *4 405 256 786* |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | *9 044 647*<br>10 712 004 | 104 753 | 1 385 268 | | ***9 044 647***<br>**12 202 026** | *12 544 647* |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | *287 821 912*<br>308 481 720 | 181 491 | 220 124 | | ***287 821 912***<br>**308 883 335** | *309 613 070* |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | *477 257 094*<br>462 536 693 | | | | ***477 257 094***<br>**462 536 693** | *477 257 094* |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | *96 594 498*<br>94 890 120 | | 1 970 000 | 2 441 620 | ***96 594 498***<br>**99 301 740** | *96 803 085* |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | *3 393 197 572*<br>3 467 536 378 | *64 647 326*<br>51 083 455 | | | ***3 457 844 898***<br>**3 518 619 833** | *3 509 038 890* |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 213 505 | | | | **213 505** | |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | *1 495 342 911*<br>1 717 480 611 | *71 731 660*<br>62 264 034 | *457 896*<br>71 374 | | ***1 567 532 467***<br>**1 779 816 019** | *1 769 770 040* |
| 05.80 – Fonction santé | *157 082 889* | *28 679 778* | *457 896* | | ***186 220 563*** | *359 040 309* |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 268 357 111 | 16 230 604 | 71 374 | | **284 659 089** | |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | *660 508 193*<br>628 507 428 | *4 833 283*<br>20 886 087 | | | ***665 341 476***<br>**649 393 515** | *676 692 303* |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | *138 176 953*<br>132 984 526 | <br>215 818 | | | ***138 176 953***<br>**133 200 344** | *138 176 953* |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | *12 899 226*<br>11 321 829 | *19 547 102*<br>7 877 772 | | | ***32 446 328***<br>**19 199 601** | *32 646 328* |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | *526 675 650*<br>676 309 717 | *18 671 497*<br>17 053 753 | | | ***545 347 147***<br>**693 363 470** | *563 214 147* |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | *560 060 671*<br>411 301 542 | <br>1 245 632 | *40 000 000*<br>36 554 491 | <br>8 020 | ***600 060 671***<br>**449 109 685** | *630 060 671* |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | | | | | |
| ***Total des AE prévues en LFI*** | ***14 193 133 736*** | ***592 546 444*** | ***205 194 759*** | ***701 000*** | ***14 991 575 939*** | ***15 318 907 249*** |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +338 570 170 | | | | +338 570 170 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +265 493 836 | | | | +265 493 836 | |
| Total des AE ouvertes | 15 595 639 945 | | | | 15 595 639 945 | |
| **Total des AE consommées** | **12 993 785 274** | **403 337 983** | **200 054 216** | **3 153 340** | **13 600 330 813** | |

## 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | *205 838 255*<br>353 835 400 | *219 806 543*<br>96 439 564 | *159 935 993*<br>140 994 705 | <br>2 700 | ***585 580 791***<br>**591 272 369** | *585 580 791* |
| 01.10 – Emploi des forces | *94 743 837*<br>106 736 937 | *35 372 265*<br>24 400 748 | *159 935 993*<br>140 979 705 | <br>2 700 | ***290 052 095***<br>**272 120 090** | *290 052 095* |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | *25 692 255*<br>34 682 025 | *28 017 297*<br>15 126 278 | <br>15 000 | | ***53 709 552***<br>**49 823 303** | *53 709 552* |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | *85 402 163*<br>212 416 438 | *156 416 981*<br>56 912 537 | | | ***241 819 144***<br>**269 328 976** | *241 819 144* |
| 02 – Préparation des forces terrestres | *1 310 429 498*<br>1 542 384 753 | *127 450 642*<br>95 785 111 | *4 800 870*<br>12 877 531 | | ***1 442 681 010***<br>**1 651 047 395** | *1 448 081 010* |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | *141 258 651*<br>177 856 290 | <br>678 794 | <br>148 870 | | ***141 258 651***<br>**178 683 954** | *141 458 651* |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | *68 677 402*<br>90 401 545 | <br>54 908 | | | ***68 677 402***<br>**90 456 453** | *69 177 402* |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | *1 028 970 834*<br>1 104 791 683 | <br>14 579 954 | <br>2 327 297 | | ***1 028 970 834***<br>**1 121 698 933** | *1 032 970 834* |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | *71 522 611*<br>169 335 235 | *127 450 642*<br>80 471 456 | *4 800 870*<br>10 401 364 | | ***203 774 123***<br>**260 208 055** | *204 474 123* |
| 03 – Préparation des forces navales | *2 270 264 228*<br>2 321 149 071 | *110 280 192*<br>104 250 594 | <br>8 538 258 | *701 000*<br>701 000 | ***2 381 245 420***<br>**2 434 638 923** | *2 394 245 420* |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | *327 783 640*<br>258 061 301 | <br>1 319 556 | <br>13 772 | | ***327 783 640***<br>**259 394 629** | *332 983 640* |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | *44 836 930*<br>56 243 148 | *5 097 145*<br>3 250 406 | | *701 000*<br>701 000 | ***50 635 075***<br>**60 194 554** | *52 635 075* |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | *1 822 907 070*<br>1 859 496 651 | *99 656 077*<br>74 422 699 | <br>641 897 | | ***1 922 563 147***<br>**1 934 561 247** | *1 926 063 147* |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | *74 736 588*<br>147 347 971 | *5 526 970*<br>25 257 933 | <br>7 882 589 | | ***80 263 558***<br>**180 488 493** | *82 563 558* |
| 04 – Préparation des forces aériennes | *2 258 412 742*<br>2 456 285 760 | *62 470 939*<br>46 052 831 | <br>3 575 393 | <br>2 441 620 | ***2 320 883 681***<br>**2 508 355 604** | *2 397 577 418* |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2019*<br>Consommation 2019 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | *8 378 538*<br>11 160 602 | 58 080 | 1 385 268 | | ***8 378 538***<br>**12 603 950** | *11 878 538* |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | *288 721 780*<br>310 743 164 | 64 692 | 220 124 | | ***288 721 780***<br>**311 027 980** | *310 512 938* |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | *163 380 978*<br>164 022 805 | | | | ***163 380 978***<br>**164 022 805** | *163 380 978* |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | *93 649 124*<br>101 739 568 | 154 661 | 1 970 000 | 2 441 620 | ***93 649 124***<br>**106 305 849** | *93 857 711* |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | *1 704 282 322*<br>1 868 381 335 | *62 470 939*<br>45 775 398 | | | ***1 766 753 261***<br>**1 914 156 733** | *1 817 947 253* |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | 238 287 | | | | **238 287** | |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | *1 406 170 625*<br>1 726 303 498 | *55 512 632*<br>65 605 979 | *457 896*<br>1 372 882 | | ***1 462 141 153***<br>**1 793 282 360** | *1 664 378 726* |
| 05.80 – Fonction santé | *79 606 714*<br>269 353 345 | *27 770 268*<br>19 105 763 | *457 896*<br>1 372 882 | | ***107 834 878***<br>**289 831 990** | *280 654 624* |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | *669 170 854*<br>655 715 985 | *4 833 283*<br>19 371 548 | | | ***674 004 137***<br>**675 087 533** | *685 354 964* |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | *145 487 209*<br>139 591 592 | 3 082 767 | | | ***145 487 209***<br>**142 674 359** | *145 487 209* |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | *14 045 649*<br>11 606 055 | *4 529 182*<br>1 827 161 | | | ***18 574 831***<br>**13 433 215** | *18 774 831* |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | *497 860 199*<br>650 036 522 | *18 379 899*<br>22 218 740 | | | ***516 240 098***<br>**672 255 262** | *534 107 098* |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | *560 060 671*<br>411 213 651 | 824 948 | *40 000 000*<br>36 554 491 | 8 020 | ***600 060 671***<br>**448 601 110** | *630 060 671* |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | | | | | |
| ***Total des CP prévus en LFI*** | ***8 011 176 019*** | ***575 520 948*** | ***205 194 759*** | ***701 000*** | ***8 792 592 726*** | ***9 119 924 036*** |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP | +338 570 170 | | | | +338 570 170 | |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP | +323 855 042 | | | | +323 855 042 | |
| Total des CP ouverts | 9 455 017 938 | | | | 9 455 017 938 | |
| **Total des CP consommés** | **8 811 172 133** | **408 959 026** | **203 913 260** | **3 153 340** | **9 427 197 760** | |

## 2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2018*<br>Consommation 2018 | Titre 3 Dépenses de fonctionnement | Titre 5 Dépenses d'investissement | Titre 6 Dépenses d'intervention | Titre 7 Dépenses d'opérations financières | Total hors FdC et AdP prévus en LFI | Total y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | *221 242 544*<br>321 009 353 | *146 250 959*<br>78 446 382 | *155 131 192*<br>148 772 422 | 622 | *522 624 695* | ***527 624 695***<br>**548 228 779** |
| 01.10 – Emploi des forces | *120 802 498*<br>103 539 516 | *6 451 605*<br>22 548 896 | *155 131 192*<br>148 749 229 | | *282 385 295* | ***287 385 295***<br>**274 837 641** |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | *19 049 799* | *34 448 249* | | | *53 498 048* | ***53 498 048*** |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br>*Prévision LFI 2018*<br>Consommation 2018 | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 32 935 954 | 18 025 136 | 23 193 | 622 | | **50 984 905** |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | *81 390 247*<br>184 533 883 | *105 351 105*<br>37 872 350 | | | *186 741 352* | ***186 741 352***<br>**222 406 233** |
| 02 – Préparation des forces terrestres | *1 272 794 158*<br>1 469 809 698 | *106 527 367*<br>89 384 393 | *4 725 745*<br>22 163 134 | 2 109 | *1 384 047 270* | ***1 406 658 270***<br>**1 581 359 334** |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | *158 929 405*<br>170 586 429 | 354 099 | 32 000 | 2 109 | *158 929 405* | ***159 029 405***<br>**170 974 637** |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | *76 201 755*<br>90 840 714 | 689 675 | *4 725 745* | | *80 927 500* | ***81 027 500***<br>**91 530 389** |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | *957 776 328*<br>1 069 546 985 | 16 819 470 | 2 224 831 | | *957 776 328* | ***977 787 328***<br>**1 088 591 286** |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | *79 886 670*<br>138 835 570 | *106 527 367*<br>71 521 149 | 19 906 303 | | *186 414 037* | ***188 814 037***<br>**230 263 022** |
| 03 – Préparation des forces navales | *2 316 180 374*<br>2 108 916 772 | *108 377 591*<br>140 536 165 | 6 037 554 | *689 000*<br>689 000 | *2 425 246 965* | ***2 448 406 965***<br>**2 256 179 491** |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | *285 784 474*<br>234 970 131 | -52 505 | 5 000 | | *285 784 474* | ***289 284 474***<br>**234 922 626** |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | *38 867 710*<br>49 382 220 | *4 610 559*<br>3 731 141 | | *689 000*<br>689 000 | *44 167 269* | ***46 127 269***<br>**53 802 361** |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | *1 925 330 963*<br>1 711 524 620 | *98 497 032*<br>115 689 194 | 647 476 | | *2 023 827 995* | ***2 040 527 995***<br>**1 827 861 290** |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | *66 197 227*<br>113 039 801 | *5 270 000*<br>21 168 335 | 5 385 078 | | *71 467 227* | ***72 467 227***<br>**139 593 214** |
| 04 – Préparation des forces aériennes | *2 540 507 701*<br>2 099 988 942 | *58 818 518*<br>43 792 353 | 1 998 254 | -1 001 | *2 599 326 219* | ***2 711 281 982***<br>**2 145 778 548** |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | *7 582 151*<br>9 970 086 | 183 096 | 1 386 543 | | *7 582 151* | ***15 082 151***<br>**11 539 725** |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | *269 362 989*<br>320 408 307 | 42 355 | 569 711 | 1 947 | *269 362 989* | ***290 623 848***<br>**321 022 320** |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | *153 520 033*<br>146 588 662 | | | | *153 520 033* | ***153 520 033***<br>**146 588 662** |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | *81 606 983*<br>92 692 643 | 272 002 | | | *81 606 983* | ***81 811 983***<br>**92 964 645** |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | *2 028 435 545*<br>1 530 718 597 | *58 818 518*<br>43 294 900 | 42 000 | -2 948 | *2 087 254 063* | ***2 170 243 967***<br>**1 574 052 549** |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | -389 353 | | | | | **-389 353** |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | *1 427 113 373*<br>1 671 629 904 | *54 146 385*<br>48 469 266 | *475 621*<br>5 093 771 | -40 | *1 481 735 379* | ***1 665 508 404***<br>**1 725 192 901** |
| 05.80 – Fonction santé | *171 306 041*<br>262 542 644 | *30 358 151*<br>20 314 949 | *475 621*<br>5 092 070 | | *202 139 813* | ***357 736 838***<br>**287 949 663** |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | *623 513 825*<br>559 049 526 | *2 700 000*<br>7 823 413 | | -40 | *626 213 825* | ***636 899 825***<br>**566 872 899** |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | *131 081 032*<br>128 775 740 | -1 287 070 | 1 701 | | *131 081 032* | ***131 081 032***<br>**127 490 371** |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | *21 053 491*<br>10 684 297 | *2 982 022*<br>1 715 888 | | | *24 035 513* | ***24 255 513***<br>**12 400 185** |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | *480 158 984*<br>710 577 697 | *18 106 212*<br>19 902 086 | | | *498 265 196* | ***515 535 196***<br>**730 479 783** |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | *370 300 000*<br>434 822 863 | 255 267 | *34 700 000*<br>36 848 703 | | *405 000 000* | ***435 000 000***<br>**471 926 833** |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | | | | | |
| ***Total des AE prévues en LFI*** | ***8 148 138 150*** | ***474 120 820*** | ***195 032 558*** | ***689 000*** | ***8 817 980 528*** | ***9 194 480 316*** |
| **Total des AE consommées** | **8 106 177 532** | **400 883 826** | **220 913 838** | **690 690** | | **8 728 665 886** |

## 2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2018*<br>Consommation 2018 | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | *219 221 029*<br>313 342 484 | *152 204 352*<br>62 984 418 | *153 931 192*<br>148 895 819 | 622 | *525 356 573* | ***530 356 573***<br>**525 223 343** |
| 01.10 – Emploi des forces | *115 902 599*<br>106 601 638 | *7 121 684*<br>15 481 617 | *153 931 192*<br>148 872 626 | | *276 955 475* | ***281 955 475***<br>**270 955 881** |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | *23 787 845*<br>33 257 802 | *28 661 222*<br>14 958 533 | 23 193 | 622 | *52 449 067* | ***52 449 067***<br>**48 240 150** |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | *79 530 585*<br>173 483 044 | *116 421 446*<br>32 544 268 | | | *195 952 031* | ***195 952 031***<br>**206 027 312** |
| 02 – Préparation des forces terrestres | *1 200 073 282*<br>1 426 010 490 | *104 500 458*<br>78 676 636 | *4 725 745*<br>21 275 008 | 2 109 | *1 309 299 485* | ***1 331 910 485***<br>**1 525 964 243** |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | *156 746 828*<br>170 275 302 | 168 339 | 32 000 | 2 109 | *156 746 828* | ***156 846 828***<br>**170 477 750** |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | *74 585 529*<br>89 542 088 | 664 437 | *4 725 745* | | *79 311 274* | ***79 411 274***<br>**90 206 525** |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | *884 048 111*<br>1 003 867 133 | 13 069 107 | 1 336 705 | | *884 048 111* | ***904 059 111***<br>**1 018 272 945** |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | *84 692 814*<br>162 325 967 | *104 500 458*<br>64 774 753 | 19 906 303 | | *189 193 272* | ***191 593 272***<br>**247 007 023** |
| 03 – Préparation des forces navales | *2 107 701 912*<br>2 226 400 969 | *137 317 591*<br>126 198 658 | 5 880 058 | *689 000*<br>689 000 | *2 245 708 503* | ***2 268 868 503***<br>**2 359 168 685** |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | *310 477 408*<br>243 051 206 | 848 636 | 3 843 | | *310 477 408* | ***313 977 408***<br>**243 903 685** |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | *37 412 267*<br>52 452 809 | *4 580 559*<br>2 929 382 | | *689 000*<br>689 000 | *42 681 826* | ***44 641 826***<br>**56 071 191** |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | *1 696 076 432*<br>1 768 202 415 | *126 767 032*<br>95 711 837 | 491 137 | | *1 822 843 464* | ***1 839 543 464***<br>**1 864 405 389** |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | *63 735 805*<br>162 694 539 | *5 970 000*<br>26 708 803 | 5 385 078 | | *69 705 805* | ***70 705 805***<br>**194 788 420** |
| 04 – Préparation des forces aériennes | *2 063 965 726*<br>2 287 570 081 | *59 300 250*<br>53 342 286 | 2 018 604 | | *2 123 265 976* | ***2 235 221 739***<br>**2 342 930 971** |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | *7 427 930*<br>11 175 305 | 286 040 | 1 406 893 | | *7 427 930* | ***14 927 930***<br>**12 868 238** |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | *268 297 419*<br>325 422 992 | 83 443 | 569 711 | 1 947 | *268 297 419* | ***289 558 278***<br>**326 078 093** |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | *151 053 061*<br>119 727 278 | | | | *151 053 061* | ***151 053 061***<br>**119 727 278** |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | *80 795 546*<br>92 398 539 | 163 033 | | | *80 795 546* | ***81 000 546***<br>**92 561 572** |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | *1 556 391 770*<br>1 739 231 078 | *59 300 250*<br>52 809 770 | 42 000 | -1 947 | *1 615 692 020* | ***1 698 681 924***<br>**1 792 080 901** |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | -385 111 | | | | | **-385 111** |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | *1 404 359 354*<br>1 687 646 509 | *53 414 962*<br>49 531 625 | *475 621*<br>1 795 598 | 3 155 | *1 458 249 937* | ***1 642 022 962***<br>**1 738 976 887** |
| 05.80 – Fonction santé | *96 425 326*<br>255 983 066 | *29 428 719*<br>15 303 808 | *475 621*<br>1 793 897 | | *126 329 666* | ***281 926 691***<br>**273 080 771** |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | *668 872 861*<br>650 118 516 | *2 700 000*<br>7 387 949 | | 3 155 | *671 572 861* | ***682 258 861***<br>**657 509 620** |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | *138 510 815*<br>136 329 895 | 2 925 145 | 1 701 | | *138 510 815* | ***138 510 815***<br>**139 256 741** |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | *20 544 558*<br>8 463 717 | *2 992 825*<br>1 845 233 | | | *23 537 383* | ***23 757 383***<br>**10 308 950** |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | *480 005 794*<br>636 751 315 | *18 293 418*<br>22 069 490 | | | *498 299 212* | ***515 569 212***<br>**658 820 805** |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | *370 300 000*<br>433 276 018 | 379 970 | *34 700 000*<br>36 848 703 | | *405 000 000* | ***435 000 000***<br>**470 504 691** |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI 2018*<br>Consommation 2018 | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | | | | | |
| ***Total des CP prévus en LFI*** | ***7 365 621 303*** | ***506 737 613*** | ***193 832 558*** | ***689 000*** | ***8 066 880 474*** | ***8 443 380 262*** |
| **Total des CP consommés** | **8 374 246 551** | **371 113 593** | **216 713 790** | **694 886** | | **8 962 768 820** |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| | **Autorisations d'engagement** | | | **Crédits de paiement** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 | Consommés* en 2018 | Ouverts en LFI pour 2019 | Consommés* en 2019 |
| **Titre 3 – Dépenses de fonctionnement** | **8 106 177 532** | **14 193 133 736** | **12 993 785 274** | **8 374 246 551** | **8 011 176 019** | **8 811 172 133** |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 8 077 172 089 | 14 161 677 907 | 12 963 830 470 | 8 345 239 811 | 7 979 720 190 | 8 781 218 626 |
| Subventions pour charges de service public | 29 005 443 | 31 455 829 | 29 954 804 | 29 006 740 | 31 455 829 | 29 953 507 |
| **Titre 5 – Dépenses d'investissement** | **400 883 826** | **592 546 444** | **403 337 983** | **371 113 593** | **575 520 948** | **408 959 026** |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 375 471 493 | 564 961 145 | 366 590 655 | 339 452 590 | 565 220 948 | 376 192 936 |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 25 412 333 | 27 585 299 | 36 747 328 | 31 661 003 | 10 300 000 | 32 766 090 |
| **Titre 6 – Dépenses d'intervention** | **220 913 838** | **205 194 759** | **200 054 216** | **216 713 790** | **205 194 759** | **203 913 260** |
| Transferts aux ménages | 72 329 | 40 457 896 | 40 678 | 74 843 | 40 457 896 | 41 499 |
| Transferts aux entreprises | 135 687 | | 143 313 | | | 279 000 |
| Transferts aux autres collectivités | 220 705 822 | 164 736 863 | 199 870 225 | 216 638 947 | 164 736 863 | 203 592 761 |
| **Titre 7 – Dépenses d'opérations financières** | **690 690** | **701 000** | **3 153 340** | **694 886** | **701 000** | **3 153 340** |
| Prêts et avances | 1 690 | | 10 720 | 5 886 | | 10 720 |
| Dotations en fonds propres | 689 000 | 701 000 | 3 142 620 | 689 000 | 701 000 | 3 142 620 |
| **Total hors FdC et AdP** | | **14 991 575 939** | | | **8 792 592 726** | |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 | | +604 064 006 | | | +662 425 212 | |
| **Total*** | **8 728 665 886** | **15 595 639 945** | **13 600 330 813** | **8 962 768 820** | **9 455 017 938** | **9 427 197 760** |

** y.c. FdC et AdP*

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ouvertes en 2018 | Prévues en LFI pour 2019 | Ouvertes en 2019 | Ouverts en 2018 | Prévus en LFI pour 2019 | Ouverts en 2019 |
| Dépenses de personnel | | | | | | |
| Autres natures de dépenses | 401 227 868 | 327 331 310 | 338 570 170 | 401 227 868 | 327 331 310 | 338 570 170 |
| **Total** | **401 227 868** | **327 331 310** | **338 570 170** | **401 227 868** | **327 331 310** | **338 570 170** |

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

### ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT D'ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2019 | | 46 006 075 | | 46 006 075 | | | | |
| 03/2019 | | 18 417 482 | | 18 417 482 | | | | |
| 04/2019 | | 23 863 265 | | 23 863 265 | | | | |
| 05/2019 | | 37 398 059 | | 37 398 059 | | | | |
| 06/2019 | | 30 068 237 | | 30 068 237 | | | | |
| 07/2019 | | 26 409 467 | | 26 409 467 | | | | |
| 08/2019 | | 14 482 678 | | 14 482 678 | | | | |
| 09/2019 | | 33 692 136 | | 33 692 136 | | | | |
| 10/2019 | | 45 854 696 | | 45 854 696 | | | | |
| 11/2019 | | 15 207 400 | | 15 207 400 | | | | |
| 12/2019 | | 20 314 858 | | 20 314 858 | | | | |
| 01/2020 | | 13 356 450 | | 13 356 450 | | | | |
| **Total** | | **325 070 803** | | **325 070 803** | | | | |

### ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FONDS DE CONCOURS

| Mois de signature | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/2019 | | 467 541 | | 467 541 | | | | |
| 03/2019 | | 447 870 | | 447 870 | | | | |
| 05/2019 | | 1 588 446 | | 1 588 446 | | | | |
| 06/2019 | | 515 258 | | 515 258 | | | | |
| 07/2019 | | 851 006 | | 851 006 | | | | |
| 08/2019 | | 77 748 | | 77 748 | | | | |

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mois de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 09/2019 | | 970 584 | | 970 584 | | | | |
| 10/2019 | | 2 531 836 | | 2 531 836 | | | | |
| 11/2019 | | 1 527 959 | | 1 527 959 | | | | |
| 12/2019 | | 4 584 812 | | 4 584 812 | | | | |
| 01/2020 | | 282 252 | | 282 252 | | | | |
| **Total** | | **13 845 312** | | **13 845 312** | | | | |

## ARRÊTÉS DE REPORT DE TRANCHES FONCTIONNELLES

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 13/02/2019 | | 1 295 951 594 | | | | | | |
| **Total** | | **1 295 951 594** | | | | | | |

## ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 05/03/2019 | | 10 513 584 | | 10 513 584 | | | | |
| **Total** | | **10 513 584** | | **10 513 584** | | | | |

## DÉCRETS D'ANNULATION DE FONDS DE CONCOURS ET D'ATTRIBUTION DE PRODUITS

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 19/07/2019 | | | | | | 345 945 | | 345 945 |
| **Total** | | | | | | **345 945** | | **345 945** |

## DÉCRETS DE TRANSFERT

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 01/08/2019 | | | | | | 56 561 | | 356 561 |
| 07/10/2019 | | 39 706 | | 39 706 | | | | |
| 05/11/2019 | | 6 974 728 | | 6 974 728 | | | | |
| 26/11/2019 | | | | | | 1 062 000 | | 1 062 000 |
| 05/12/2019 | | 982 497 | | 982 497 | | | | |

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| **Total** | | **7 996 931** | | **7 996 931** | | **1 118 561** | | **1 418 561** |

## DÉCRETS DE VIREMENT

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 04/12/2019 | | 101 710 844 | | 92 563 088 | | | | |
| **Total** | | **101 710 844** | | **92 563 088** | | | | |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Date de signature | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| 02/12/2019 | | | | 214 200 000 | | 1 149 560 556 | | |
| **Total** | | | | **214 200 000** | | **1 149 560 556** | | |

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

| | Ouvertures | | | | Annulations | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
| | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres | Titre 2 | Autres titres |
| **Total général** | | **1 755 089 068** | | **664 189 718** | | **1 151 025 062** | | **1 764 506** |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2019 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2019. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2019.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

### DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale | | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|---|---|---|---|---|
| 120127 | **Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat**<br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br>*Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2000 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-17°, DM* | 74 | 76 | 77 |
| 120144 | **Exonération de l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux militaires au titre de leur participation aux opérations visant à la défense de la souveraineté de la France et à la préservation de l'intégrité de son territoire, engagées ou renforcées à la suite des attentats commis sur le territoire national en 2015**<br>Traitements, salaires, pensions et rentes viagères<br>*Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81 - 23° bis* | 27 | 30 | 31 |
| **Coût total des dépenses fiscales** | | **101** | **106** | **108** |

# JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

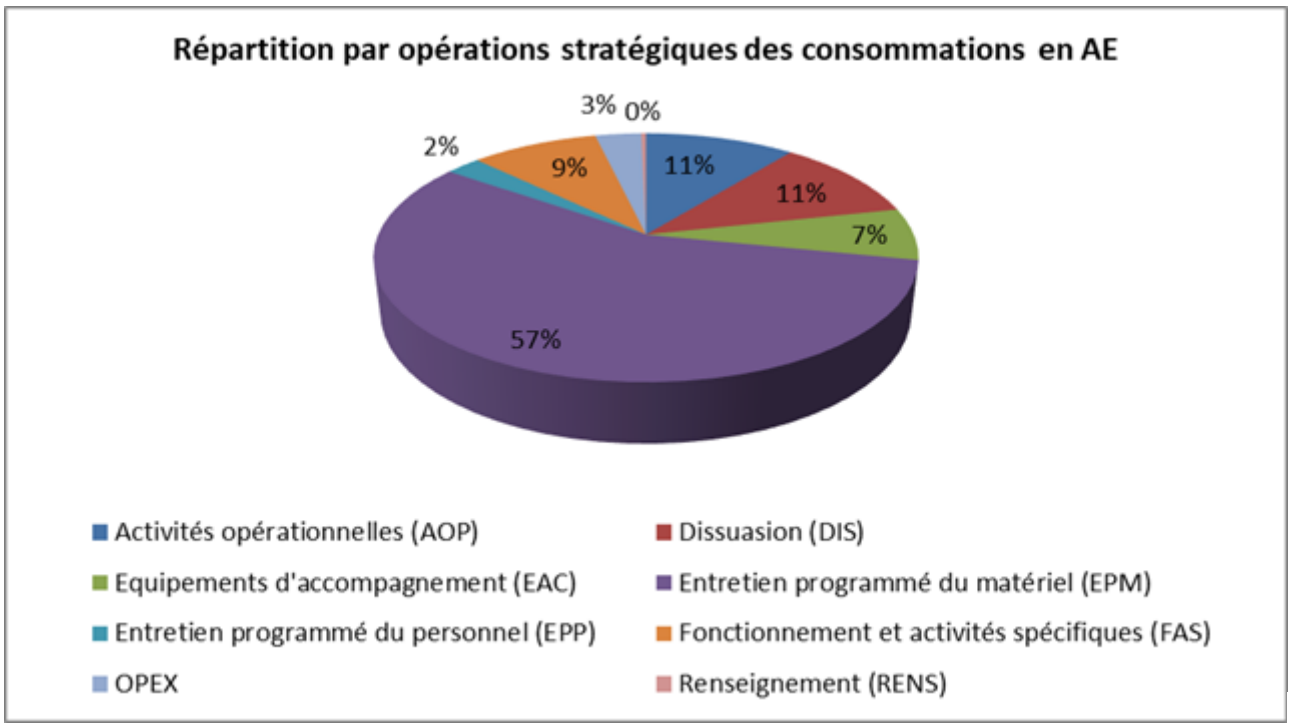
## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

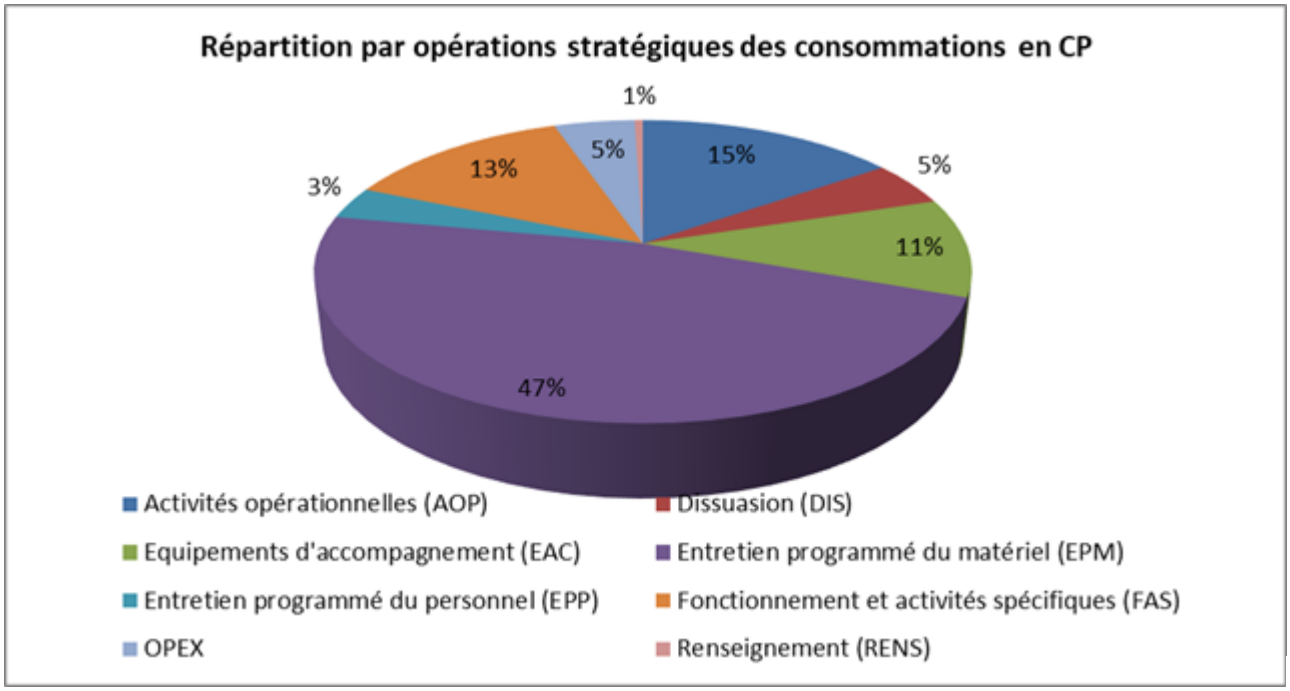
## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI*<br>Consommation | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP | Titre 2 * Dépenses de personnel | Autres titres * | Total y.c. FdC et AdP |
| 01 – Planification des moyens et conduite des opérations | | *597 075 762*<br>612 223 093 | *597 075 762*<br>612 223 093 | | *585 580 791*<br>591 272 369 | *585 580 791*<br>591 272 369 |
| 01.10 – Emploi des forces | | *295 641 766*<br>271 939 528 | *295 641 766*<br>271 939 528 | | *290 052 095*<br>272 120 090 | *290 052 095*<br>272 120 090 |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | *54 780 128*<br>50 391 961 | *54 780 128*<br>50 391 961 | | *53 709 552*<br>49 823 303 | *53 709 552*<br>49 823 303 |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | *246 653 868*<br>289 891 604 | *246 653 868*<br>289 891 604 | | *241 819 144*<br>269 328 976 | *241 819 144*<br>269 328 976 |
| 02 – Préparation des forces terrestres | | *2 577 746 417*<br>2 534 286 527 | *2 583 146 417*<br>2 534 286 527 | | *1 442 681 010*<br>1 651 047 395 | *1 448 081 010*<br>1 651 047 395 |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | *144 695 912*<br>178 919 794 | *144 895 912*<br>178 919 794 | | *141 258 651*<br>178 683 954 | *141 458 651*<br>178 683 954 |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | *68 893 503*<br>88 651 549 | *69 393 503*<br>88 651 549 | | *68 677 402*<br>90 456 453 | *69 177 402*<br>90 456 453 |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | *2 162 087 243*<br>2 036 858 852 | *2 166 087 243*<br>2 036 858 852 | | *1 028 970 834*<br>1 121 698 933 | *1 032 970 834*<br>1 121 698 933 |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | *202 069 759*<br>229 856 333 | *202 769 759*<br>229 856 333 | | *203 774 123*<br>260 208 055 | *204 474 123*<br>260 208 055 |
| 03 – Préparation des forces navales | | *5 320 597 573*<br>3 823 138 356 | *5 333 597 573*<br>3 823 138 356 | | *2 381 245 420*<br>2 434 638 923 | *2 394 245 420*<br>2 434 638 923 |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | *494 570 708*<br>269 192 253 | *499 770 708*<br>269 192 253 | | *327 783 640*<br>259 394 629 | *332 983 640*<br>259 394 629 |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | *52 357 925*<br>59 047 110 | *54 357 925*<br>59 047 110 | | *50 635 075*<br>60 194 554 | *52 635 075*<br>60 194 554 |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | *4 690 657 022*<br>3 328 789 431 | *4 694 157 022*<br>3 328 789 431 | | *1 922 563 147*<br>1 934 561 247 | *1 926 063 147*<br>1 934 561 247 |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | *83 011 918*<br>166 109 561 | *85 311 918*<br>166 109 561 | | *80 263 558*<br>180 488 493 | *82 563 558*<br>180 488 493 |
| 04 – Préparation des forces aériennes | | *4 328 563 049*<br>4 401 757 132 | *4 405 256 786*<br>4 401 757 132 | | *2 320 883 681*<br>2 508 355 604 | *2 397 577 418*<br>2 508 355 604 |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | *9 044 647*<br>12 202 026 | *12 544 647*<br>12 202 026 | | *8 378 538*<br>12 603 950 | *11 878 538*<br>12 603 950 |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | *287 821 912*<br>308 883 335 | *309 613 070*<br>308 883 335 | | *288 721 780*<br>311 027 980 | *310 512 938*<br>311 027 980 |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | *477 257 094*<br>462 536 693 | *477 257 094*<br>462 536 693 | | *163 380 978*<br>164 022 805 | *163 380 978*<br>164 022 805 |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | *96 594 498*<br>99 301 740 | *96 803 085*<br>99 301 740 | | *93 649 124*<br>106 305 849 | *93 857 711*<br>106 305 849 |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | *3 457 844 898*<br>3 518 619 833 | *3 509 038 890*<br>3 518 619 833 | | *1 766 753 261*<br>1 914 156 733 | *1 817 947 253*<br>1 914 156 733 |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | 213 505 | 213 505 | | 238 287 | 238 287 |
| 05 – Logistique et soutien interarmées | | *1 567 532 467* | *1 769 770 040* | | *1 462 141 153* | *1 664 378 726* |

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br>*Prévision LFI*<br>Consommation | Autorisations d'engagement<br>Titre 2 * Dépenses de personnel | Autorisations d'engagement<br>Autres titres * | Autorisations d'engagement<br>Total y.c. FdC et AdP | Crédits de paiement<br>Titre 2 * Dépenses de personnel | Crédits de paiement<br>Autres titres * | Crédits de paiement<br>Total y.c. FdC et AdP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 779 816 019 | 1 779 816 019 | | 1 793 282 360 | 1 793 282 360 |
| 05.80 – Fonction santé | | *186 220 563*<br>284 659 089 | *359 040 309*<br>284 659 089 | | *107 834 878*<br>289 831 990 | *280 654 624*<br>289 831 990 |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | *665 341 476*<br>649 393 515 | *676 692 303*<br>649 393 515 | | *674 004 137*<br>675 087 533 | *685 354 964*<br>675 087 533 |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | *138 176 953*<br>133 200 344 | *138 176 953*<br>133 200 344 | | *145 487 209*<br>142 674 359 | *145 487 209*<br>142 674 359 |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | *32 446 328*<br>19 199 601 | *32 646 328*<br>19 199 601 | | *18 574 831*<br>13 433 215 | *18 774 831*<br>13 433 215 |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | *545 347 147*<br>693 363 470 | *563 214 147*<br>693 363 470 | | *516 240 098*<br>672 255 262 | *534 107 098*<br>672 255 262 |
| 06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures | | *600 060 671*<br>449 109 685 | *630 060 671*<br>449 109 685 | | *600 060 671*<br>448 601 110 | *630 060 671*<br>448 601 110 |
| 07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures | | | | | | |
| ***Total des crédits prévus en LFI ** ** | | ***14 991 575 939*** | *14 991 575 939* | | ***8 792 592 726*** | *8 792 592 726* |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP | | +604 064 006 | +604 064 006 | | +662 425 212 | +662 425 212 |
| Total des crédits ouverts | | 15 595 639 945 | 15 595 639 945 | | 9 455 017 938 | 9 455 017 938 |
| **Total des crédits consommés** | | **13 600 330 813** | **13 600 330 813** | | **9 427 197 760** | **9 427 197 760** |
| Crédits ouverts - crédits consommés | | +1 995 309 132 | +1 995 309 132 | | +27 820 178 | +27 820 178 |

** hors FdC et AdP pour les montants de la LFI*






## ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS

| Niveau | Description | AE (M€) | | | | CP (M€) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Prévision LFI | Prévision FDC ADP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart Consommation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FDC ADP | Conso | Ecart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | | (2) | (3) | (2) + (3) - (1) | (4) | | (5) | (5) - (4) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 1 415 604 330 | 173 487 581 | 0 | 1 485 962 831 | -103 129 080 | 1 122 538 660 | 173 487 581 | 1 455 824 348 | 159 798 107 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 1 564 016 000 | 0 | 0 | 1 521 337 564 | -42 678 436 | 560 800 000 | 0 | 457 246 113 | -103 553 887 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 828 094 643 | 3 829 292 | 0 | 943 802 498 | 111 878 563 | 916 427 630 | 3 829 292 | 1 004 176 409 | 83 919 487 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 9 126 479 305 | 58 693 992 | 0 | 7 391 988 147 | -1 793 185 150 | 4 150 010 882 | 58 693 992 | 4 515 188 731 | 306 483 857 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 294 877 075 | 566 000 | 0 | 346 425 220 | 50 982 145 | 272 623 092 | 566 000 | 328 699 485 | 55 510 393 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 1 114 690 272 | 60 754 445 | 0 | 1 265 054 534 | 89 609 817 | 1 123 314 494 | 60 754 445 | 1 269 483 270 | 85 414 331 |
| OS | OPEX | 600 060 671 | 30 000 000 | 0 | 456 422 174 | -173 638 497 | 600 060 671 | 30 000 000 | 452 243 295 | -177 817 376 |
| OS | Renseignement (RENS) | 47 753 643 | 0 | 0 | 46 526 588 | -1 227 055 | 46 817 297 | 0 | 46 158 954 | -658 343 |
| Total | | 14 991 575 939 | 327 331 310 | 0 | 13 457 519 557 | -1 861 387 692 | 8 792 592 726 | 327 331 310 | 9 529 020 605 | 409 096 569 |

## AUTORISATIONSD'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE (EN M€)

| Niveau | description | AEA NE fin 2018 | Retrait sur affectation | affectation 2019 | Total | Engagement 2019 sur TF |
|---|---|---|---|---|---|---|
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 0,06 | 0,06 | 0,00 | 0,00 | -0,01 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 1295,75 | 7,80 | 0,00 | 1287,95 | 519,12 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | OPEX | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OS | Renseignement (RENS) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 1295,82 | 7,86 | 0,00 | 1287,95 | 519,11 |

## ECHEANCIER DES PAIEMENTS (EN M€)

| Niveau | description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2019 | 2019 | 2020 | 2021 | >2021 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 204,89 | 150111 | 1288,05 | 228,92 | 46,66 | 142,38 | 1706,00 |
| | | PLR | 191,96 | 1485,96 | 1455,82 | 189,73 | 11,47 | 20,91 | 1677,92 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 670,35 | 1564,02 | 560,80 | 558,25 | 463,74 | 651,57 | 2234,36 |
| | | PLR | 672,08 | 1821,34 | 457,25 | 434,23 | 310,71 | 991,24 | 2193,42 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 1047,09 | 831,92 | 920,26 | 564,38 | 260,07 | 134,30 | 1879,01 |
| | | PLR | 961,90 | 943,79 | 1004,18 | 479,38 | 289,97 | 132,26 | 1905,78 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 6564,84 | 912,97 | 4059,35 | 3526,10 | 2174,07 | 5927,09 | 15686,61 |
| | | PLR | 5919,16 | 7911,11 | 4515,19 | 2848,37 | 1712,22 | 4748,48 | 13824,26 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | PLF | 243,02 | 295,44 | 273,19 | 203,64 | 61,64 | 0,00 | 538,47 |
| | | PLR | 208,00 | 346,43 | 328,70 | 196,99 | 19,90 | 68,83 | 554,43 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 714,44 | 1175,44 | 1184,07 | 423,50 | 116,54 | 165,77 | 1889,89 |
| | | PLR | 719,29 | 1265,05 | 1269,48 | 441,09 | 123,54 | 150,23 | 1984,35 |
| OS | OPEX | PLF | 17,16 | 630,00 | 630,00 | 17,16 | 0,00 | 0,00 | 647,16 |
| | | PLR | 17,89 | 456,42 | 452,24 | 21,87 | 0,00 | 0,00 | 474,11 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 41,03 | 47,75 | 46,82 | 30,90 | 11,07 | 0,00 | 88,78 |
| | | PLR | 43,24 | 46,53 | 46,16 | 27,67 | 14,29 | 1,65 | 89,77 |
| Total écarts | | | 775,28 | 1911,04 | -566,49 | 973,52 | 651,69 | 907,52 | 1966,23 |

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

| | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| PLF | 0 | 14 983 536 412 | 14 983 536 412 | 0 | 8 784 553 199 | 8 784 553 199 |
| Amendements | 0 | +8 039 527 | +8 039 527 | 0 | +8 039 527 | +8 039 527 |
| **LFI** | **0** | **14 991 575 939** | **14 991 575 939** | **0** | **8 792 592 726** | **8 792 592 726** |

L'amendement correspond à la prise en compte de la revalorisation des indemnité de mission décidé lors des rendez-vous salariaux.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

### Reports de crédits

Les crédits reportés en AE s'élèvent à 1 306,5 M€ dont 1 295,9 M€ de reports sur TF ouverts par arrêté de report du 13 février 2019 et 10,5 M€ ouverts par arrêté de report du 5 mars 2019 (dont 1 M€ de fonds de concours et 9,5 M€ d'attribution de produits tardifs).

En CP, les crédits reportés s'élèvent à 10,5 M€ ouverts par arrêté de report du 5 mars 2019 (dont 1 M€ de fond de concours et 9,5 M€ d'attribution de produits tardifs).

### Loi de finances rectificative

La loi de finances rectificative n°2019-1270 du 2 décembre 2019 a ouvert 214,2 M€ en AE et en CP, afin de couvrir le financement des surcoûts liés aux opérations extérieures et intérieures et annulé pour 1 149,6 M€ d'AE devenus sans objet en 2019.

### Décrets de transfert

Le solde des transferts s'élève à 6,9 M€ en AE et 6,6 M€ en CP et est principalement constitué par le financement, par le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, des frais afférents aux formations de sécurité et de défense dispensées aux stagiaires militaires étrangers (6,9 M€ en AE et en CP).

### Décrets de virement

Le solde des virements s'élève à 101,7 M€ en AE et à 92,6 M€ en CP et recouvre les principaux mouvements suivants :

- 108,6 M€ en AE et 105,5 M€ en CP, avec le programme 212 « Soutien de la politique de la défense », dont les principaux mouvements sont les suivants :
  - 112,2 M€ en AE et en CP (Titre 2) pour le financement des dépenses hors masse salariale des OPEX-MISSINT ;
  - - 3,1 M€ en CP pour le remboursement de dépenses relatives à la modernisation du système informatique et logistique "SIGLe" ;
  - - 3,4 M€ en AE et en CP pour la participation du programme 178 au renouvellement des PC à Balard ;
  - - 0,5 M€ en AE et en CP pour les frais de bouche réglés par le SPAC ;
- 6,7 M€ en AE et en CP, avec le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » pour des besoins opérationnels prioritaires ;
- - 0,3 M€ en AE et - 6,3 M€ en CP, à destination du programme 146 « Équipement de forces » correspondant principalement :
  - à la revue de sûreté de la chaufferie nucléaire du porte-avions « Charles De Gaulle » (- 6 M€ en CP) ;
  - au remboursement lié au contrat avec la société HELIDAX pour la formation et le perfectionnement des pilotes d'hélicoptères (-0,8 M€ en AE et en CP) ;
  - au remboursement de l'acquisition de plates-formes PFU A3R (+ 0,3 M€ en AE) ;
- + 0,01 M€ en AE et en CP, en provenance du programme 167 « lien armée nation » correspondant à la prise en charge directe de l'alimentation des personnels du Commissariat des armées (SCA).

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Le rattachement des fonds de concours (13,8 M€ en AE et en CP) et des attributions de produits (324,7 M€ en AE et en CP) concernent principalement :

- le remboursement des soins assurés par le service de santé des armées (139,7 M€) ;
- des recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole et à l'étranger (158,5 M€) ;
- les produits des cessions de biens mobiliers (21 M€) ;
- les recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère des armées dans le cadre de sa mission en outre-mer et à l'étranger (36 M€ ) ;
- les contributions diverses au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (9,8 M€) ;
- le remboursement des dépenses supplémentaires engagées par les armées, à l'occasion de leur participation à des missions non spécifiques (4,9 M€).

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

| | **Autorisations d'engagement** | | | **Crédits de paiement** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Mise en réserve initiale | 0 | 449 071 638 | 449 071 638 | 0 | 241 326 176 | 241 326 176 |
| Surgels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dégels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)** | **0** | **449 071 638** | **449 071 638** | **0** | **241 326 176** | **241 326 176** |

## DÉPENSES PLURIANNUELLES

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2019 | CP 2019 |
|---|---|
| AE ouvertes en 2019 * (E1) **15 595 639 945** | CP ouverts en 2019 * (P1) **9 455 017 938** |
| AE engagées en 2019 (E2) **13 600 330 813** | CP consommés en 2019 (P2) **9 427 197 760** |
| AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) **768 982 332** | *dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019* (P3 = P2 – P4) ***4 978 948 468*** |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 – E2 – E3) **1 226 326 799** | *dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019* (P4) ***4 448 249 292*** |

### RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) **8 934 108 637**

Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) **12 115 826**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net** (R3 = R1 + R2) **8 946 224 463** | – | CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 – P4) **4 978 948 468** | = | Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 – P3) **3 967 275 995** |
| AE engagées en 2019 (E2) **13 600 330 813** | – | CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) **4 448 249 292** | = | Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 – P4) **9 152 081 521** |
| | | | | **Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019** (R6 = R4 + R5) **13 119 357 516** |

| | |
|---|---|
| Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) **4 579 325 220** | |
| Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 – P5) **8 540 032 296** | |

**NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2**

** LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR*

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## Action 01
## Planification des moyens et conduite des opérations

| (y.c. FdC et AdP) | Prévision LFI Titre 2 | Prévision LFI Autres titres | Prévision LFI Total | Réalisation Titre 2 | Réalisation Autres titres | Réalisation Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Autorisations d'engagement** | | **597 075 762** | **597 075 762** | | **612 223 093** | **612 223 093** |
| 01.10 – Emploi des forces | | 295 641 766 | **295 641 766** | | 271 939 528 | **271 939 528** |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 54 780 128 | **54 780 128** | | 50 391 961 | **50 391 961** |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 246 653 868 | **246 653 868** | | 289 891 604 | **289 891 604** |
| **Crédits de paiement** | | **585 580 791** | **585 580 791** | | **591 272 369** | **591 272 369** |
| 01.10 – Emploi des forces | | 290 052 095 | **290 052 095** | | 272 120 090 | **272 120 090** |
| 01.11 – Renseignement d'intérêt militaire | | 53 709 552 | **53 709 552** | | 49 823 303 | **49 823 303** |
| 01.14 – Systèmes d'information et de communication | | 241 819 144 | **241 819 144** | | 269 328 976 | **269 328 976** |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Autorisations d'engagement Réalisation | Crédits de paiement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Crédits de paiement Réalisation |
|---|---|---|---|---|
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 208 539 414 | 375 646 369 | 205 838 255 | 353 835 400 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 208 539 414 | 375 646 369 | 205 838 255 | 353 835 400 |
| *01.10 – Emploi des forces* | *99 014 392* | *112 068 414* | *94 743 837* | *106 736 937* |
| *01.11 – Renseignement d'intérêt militaire* | *22 026 485* | *35 115 852* | *25 692 255* | *34 682 025* |
| *01.14 – Systèmes d'information et de communication* | *87 498 537* | *228 462 103* | *85 402 163* | *212 416 438* |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 228 600 355 | 96 210 690 | 219 806 543 | 96 439 564 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 219 515 056 | 85 127 874 | 213 006 543 | 86 550 041 |
| *01.10 – Emploi des forces* | *36 691 381* | *16 875 677* | *35 372 265* | *21 872 408* |
| *01.11 – Renseignement d'intérêt militaire* | *23 668 344* | *12 767 135* | *21 217 297* | *11 100 674* |
| *01.14 – Systèmes d'information et de communication* | *159 155 331* | *55 485 062* | *156 416 981* | *53 576 959* |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 9 085 299 | 11 082 817 | 6 800 000 | 9 889 523 |
| *01.10 – Emploi des forces* | | *2 644 403* | | *2 528 340* |
| *01.11 – Renseignement d'intérêt militaire* | *9 085 299* | *2 493 975* | *6 800 000* | *4 025 604* |
| *01.14 – Systèmes d'information et de communication* | | *5 944 439* | | *3 335 578* |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 159 935 993 | 140 363 334 | 159 935 993 | 140 994 705 |
| Transferts aux entreprises | | 144 000 | | 279 000 |
| *01.10 – Emploi des forces* | | *144 000* | | *279 000* |
| Transferts aux autres collectivités | 159 935 993 | 140 219 334 | 159 935 993 | 140 715 705 |
| *01.10 – Emploi des forces* | *159 935 993* | *140 204 334* | *159 935 993* | *140 700 705* |
| *01.11 – Renseignement d'intérêt militaire* | | *15 000* | | *15 000* |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 2 700 | | 2 700 |
| Prêts et avances | | 2 700 | | 2 700 |
| *01.10 – Emploi des forces* | | *2 700* | | *2 700* |
| **Total** | **597 075 762** | **612 223 093** | **585 580 791** | **591 272 369** |

*Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :*

- *les retraits d'engagements juridiques basculés ;*
- *les recyclages d'AE ;*
- *les rétablissements de crédits ;*
- *la correction des éventuelles erreurs d'imputation.*

## Sous-action 01.10
Emploi des forces

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Les crédits mis à disposition de la sous-action 10 ont permis notamment :

- d'honorer les principaux engagements financiers de la France vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE ;
- de poursuivre la montée en puissance de la cyberdéfense et le déploiement de son réseau ;
- d'assurer l'approvisionnement et les flux logistiques vers nos forces prépositionnées ;
- de participer à la préparation opérationnelle des armées par le biais des grands exercices interarmées ;
- de financer une partie de la politique des cessions gratuites pilotée par le cabinet du ministre dans le cadre de la coopération opérationnelle ;

La sous-action 10 a connu en gestion les principaux mouvements financiers suivants :

- un décret de transfert entrant du programme 105 de 1 M€ en AE et en CP au titre des bourses et défraiements des stagiaires étrangers de l'école de guerre ;
- un décret de transfert sortant vers le programme 176 de 0,5 M€ en AE et en CP au titre de l'abonnement du ministère au réseau INPT (infrastructure nationale partageable des transmissions) du ministère de l'intérieur ;
- trois décrets de virement entrant du programme 144 de 4,5 M€ en AE et en CP au titre de l'anonymisation des déplacements et de remboursement d'exercice international ;
- deux décrets de virement sortant vers la sous-action 03-31 du programme 144 d'un montant 10,9 M€ en AE et CP ;
- un décret de virement sortant vers le programme 212 de 0,1 M€ en AE et CP au titre du remboursement des frais de bouches sur Balard au profit de l'EMA et de ses organismes interarmées (OIA) rattachés ;
- un transfert entrant de la sous-action 01-11 de 1,3 M€ en AE et CP au titre de l'anonymisation de dépenses de déplacements ;
- deux transferts sortant de 0,15 M€ en AE et CP à destination de la sousaction 01-14 correspondant à des remboursements de dépenses de communication satellitaires et de frais logistiques ;
- des transferts sortant au profit de la sous-action 05-85 à hauteur de 0,5 M€ en AE et CP correspondant à des recomplètements d'équipement pour le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix et à des dépenses d'alimentation, d'hébergement et de reprographie ;
- un transfert entrant en provenance de la sousaction 05-85 à hauteur de 0,3 M€ en AE et 0,2 M€ en CP pour le gardiennage ;
- un transfert entrant des BOP Terre, Marine et SF pour les prestations de l'établissement géographiques interarmées pour 0,06 M€ en AE et CP ;
- un transfert sortant de 0,2 M€ en AE et CP au profit du BOP Terre concernant le gardiennage ;
- un transfert sortant de 0,05 M€ en AE et CP concernant les cessions onéreuses de produits de santé ;
- une remontée vers le programme 178 de 2 M€ en AE et CP suite à arbitrage du MGA le 05/04/19 ;
- un transfert sortant de 0,8 M€ au profit des BOP Air, Marine et SF concernant le financement de projets de transformation digitale ;
- un transfert sortant de 0,1 M€ en AE et CP au profit des BOP Terre et Marine pour des remboursement de dépenses dans le cadre d'exercices opérationnels.

## DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

### 1. DESCRIPTION

Les crédits d'activités opérationnelles (AOP) de la sous-action 10 financent principalement :

- les dépenses de préparation et d'emploi, hors opérations extérieures, des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du réseau EMA,
- le transport stratégique au profit des forces de présence et de souveraineté et de la préparation opérationnelle interarmées,
- la coopération régionale des forces de présence et de souveraineté.

Les crédits de fonctionnement et d'activités spécifiques (FAS) financent principalement :

- les contributions de la France au fonctionnement de la structure de commandement de l'OTAN et au budget du centre satellitaire de l'Union Européenne (CSUE),
- le fonctionnement courant des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du réseau EMA,
- les formations réalisées par la direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) ou effectuées au profit des personnels de l'EMA et des organismes interarmées (OIA).

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) =(3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 13 169 312 | - | 13 338 703 | 169 391 | 12 580 257 | - | 13 801 095 | 1 220 838 |
| OB | Déplacement et transports | 47 384 511 | - | 56 683 449 | 9 298 938 | 46 795 456 | - | 56 568 594 | 9 773 138 |
| **Total** | | **60 553 823** | **-** | **70 022 152** | **9 468 329** | **59 375 713** | **-** | **70 369 689** | **10 993 976** |

OB « activités et entraînement des forces »

La consommation en AE est conforme aux prévisions.

L'écart de consommation en CP de 1,2 M€ s'explique par des factures attendues pour 2018 finalement parvenues en 2019.

OB « déplacements et transports »

L'écart entre la programmation et l'exécution pour les déplacements de personnels (6,7 M€ en AE et CP) s'explique par :

- les différents transferts entrant obtenus au titre de l'anonymisation des déplacements des agents du ministère agissant sous haut niveau de confidentialité (+5,8 M€ en AE et CP) ;
- le transfert entrant en provenance du MEAE pour le financement de la scolarité des stagiaires étrangers, dont leurs déplacements (+0,5 M€ en AE et CP) ;
- une augmentation des budgets des renforts temporaires à l'Etranger ordonnés par l'Etat-Major des armées et des frais de déplacements des forces de présence liée à des regains de tension nécessitant des appuis techniques aux partenaires (+0,4 M€ en AE et CP).

L'écart de +2,6 M€ en AE et +3,1 M€ en CP en transport stratégique est dû à :

- l'augmentation des coûts de la voie maritime affrétée, liés au changement des clefs de répartition des dépenses, fixées en décembre 2018, entre la sous-action 01-10 (forces prépositionnées et exercices interarmées) et l'action 06 (OPEX), en hausse pour la sous-action 01-10 ;

- des dépenses non planifiées comme la relève des forces armées en zone sud de l'océan indien fin 2018 qui n'est pas intervenu par voie aérienne militaire comme prévu, faute de moyens patrimoniaux disponibles.

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) =(3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Relations bilatérales et Etats-majors interalliés | 83 809 323 | - | 79 490 871 | - 4 318 452 | 83 809 323 | - | 79 876 152 | -3 933 171 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 887 573 | - | 2 626 082 | - 261 491 | 2 045 242 | - | 3 135 937 | 1 090 695 |
| OB | Prestations intellectuelles | 625 000 | - | 1 043 954 | 418 954 | 625 000 | - | 364 121 | -260 879 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 3 216 218 | - | 2 244 335 | - 971 883 | 2 285 220 | - | 2 201 633 | -83 587 |
| Total | | 90 538 114 | - | 85 405 242 | - 5 132 872 | 88 764 785 | - | 85 577 843 | -3 186 942 |

L'OS FAS est composée de deux opérations programmées :

- l'OP « fonctionnement et activités spécifiques » représente 93 % de l'OS. Elle porte les contributions internationales de fonctionnement de l'OTAN (y compris les pensions), de ses agences et du CSUE ainsi que les frais de fonctionnement des échelons de soutien national ;
- l'OP « fonctionnement » représente 7 % de l'OS. Elle regroupe les trois opérations budgétaires « communication et relations publiques » « prestations intellectuelles » et « soutien des ressources humaines ».

OB « relations bilatérales et états-majors interalliés »

La sous-consommation de -4,3 M€ en AE et de -4 M€ en CP s'explique notamment par la non-réception d'un appel de fonds concernant le budget de fonctionnement militaire de l'OTAN.

OB « communication et relations publiques »

L'écart de -0,3 M€ en AE s'explique par une maîtrise des dépenses.

L'écart de +1 M€ en CP s'explique par des restes à payer de dépenses de communication principalement au profit du projet réserve et de la cyberdéfense.

OB « prestations intellectuelles »

L'écart sur cette OB de +0,4 M€ en AE s'explique par l'imputation de l'AMOA relative à l'accompagnement de projet digitaux sur cette OB et non en AOP (OB activité et entraînement des forces) comme planifié.

L'écart de -0,3 M€ en CP est dû à un engagement 2018 surévalué.

OB Soutien des ressources humaines

L'écart en AE (-1 M€) s'explique par une surévaluation des dépenses de formation.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHERENCE)

### 1. DESCRIPTION

Les crédits d'équipements d'accompagnement et de cohérence de la sous-action 10 comprennent les contributions au budget d'investissement de l'OTAN, les dépenses d'équipement de l'EMA (dont la cyberdéfense) et de ses OIA, ainsi que les acquisitions d'équipements réalisées dans le cadre de la coopération opérationnelle (programme RECAMP et politique des cessions liée aux plans d'actions de renforcement de la coopération militaire en contre-terrorisme).

## 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) =(3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OP | EAC-AFAIA | 144 549 829 | - | 118 324 847,94 | -26 224 981 | 141 911 597 | 0 | 116 492 112 | -25 419 485 |

Les écarts s'expliquent :

- par un moindre appel à contribution sur le budget d'investissement de l'OTAN (11 M€ en AE et CP),
- par des reports d'acquisitions (0,9 M€ en AE),
- par des mouvements sur les ressources (14,3 M€ en AE et CP) :
  - décret de virement sortant décrits *supra* vers le programme 144 (-10,9 M€ en AE et en CP) ;
  - décret de transfert vers le programme 176 au titre de l'abonnement du ministère au réseau INPT (infrastructure nationale partageable des transmissions) de la sécurité civile (-0,5 M€ en AE et CP) ;
  - remontée de crédits au programme 178 de 2 M€ en AE et CP ;
  - mouvement interne au programme vers l'action 05 correspondant au recomplètement de stocks RECAMP (-0,4 M€ en AE et CP) ;
  - mouvement interne au programme au titre de la transformation digitale des armée (-0,5 M€ en AE et CP).

### FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Code | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|---|
| sous-action | - | 0178-01-10 | 913 075 | 913 075 |

L'écart s'explique par des remboursements de prestations non planifiées.

## Sous-action 01.11
## Renseignement d'intérêt militaire

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Dans un contexte d'intense activité opérationnelle, les principaux engagements budgétaires ont permis le maintien en condition, l'acquisition, le renouvellement et la modernisation des moyens dans tous les domaines du renseignement.

La DRM a poursuivi ses efforts dans le domaine du traitement de masse des données (big data), et dans le développement de ses capacités, notamment dans le domaine cyber.

L'augmentation des besoins d'échanges avec des partenaires étrangers, et le développement de la télé opération des centres HF ont contraint la DRM à mettre en place des liens télécom à « haut débit » par la mise en œuvre de voies de communications adaptées avec les organismes situés hors métropole.

La DRM a également poursuivi son plan de transformation des SIC, avec le développement d'outils lui permettant de faire face à l'afflux de données (big data, stockage et exploitation), mais aussi l'extension d'ARTERE 3R, qui est le réseau spécifique de la fonction interarmées du renseignement dans le cadre du projet SI FIR.

Enfin, de nouveaux investissements ont été réalisés pour maintenir en condition opérationnelle les capacités existantes du renseignement (drones, équipements photos et vidéos pour le personnel projeté, acquisition d'antennes et d'intercepteurs de communication de nouvelle génération…), et pour développer des capacités de renseignement dans les domaines biométrie, cyber et spatial (en accord avec le commandement de l'espace) afin d'appréhender les enjeux croissants du renseignement d'intérêt militaire dans ces espaces porteurs de menaces, et ce au profit tant de la DRM que de la fonction interarmées du renseignement (FIR).

## DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

### 1. DESCRIPTION

L'agrégat fonctionnement est constitué de deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS) qui regroupent des dépenses liées directement à la réalisation des missions de la DRM : déplacements dans le cadre de missions opérationnelles et de partenariats avec des services de renseignement étrangers, acquisition de documentation, achat et soutien de matériels techniques, formations de spécialité du renseignement, réception de hautes autorités et de partenaires étrangers.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Activités et entraînement des forces | 3 308 343 | - | 1 941 120 | - 1 367 223 | 3 187 332 | - | 1 746 227 | - 1 441 105 |
| OB | Déplacement et transports | 3 050 000 | - | 2 025 907 | - 1 024 093 | 3 050 000 | - | 2 055 701 | - 994 299 |
| **Total** | | **6 358 343** | **-** | **3 967 026** | **- 2 391 317** | **6 237 332** | **-** | **3 801 928** | **- 2 435 404** |

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Communication et relations publiques | 200 000 | - | 159 957 | - 43 | 200 000 | - | 165 948 | - 34 052 |
| OB | Soutien des ressources humaines | 468 142 | - | 507 658 | 39 516 | 454 923 | - | 486 892 | 31 969 |
| **Total** | | **668 142** | **-** | **707 615** | **39 473** | **654 923** | **-** | **652 841** | **- 2 082** |

### OPERATION STRATEGIQUE « ACTIVITES OPERATIONNELLES » (OS AOP)

L'OS AOP affiche une sous-consommation de 2,4 M€ liée à la réallocation en début de gestion 2019 de l'OS AOP vers l'OS RENS de 1 M€, dédié au déménagement du CFIAR, finalement reporté en 2021. Concernant l'OB « déplacements et transports », cette sous-consommation tient à la non prise en compte des consommations transitant par le système d'anonymisation des données TACITE (1,3 M€) porté par la sous-action n°10 « Emplois de forces ».

L'écart en CP sur l'OB « Activité et entraînement des forces » est également en relation avec la réallocation entre OS en début de gestion.

**OPERATION STRATEGIQUE « FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES SPECIFIQUES » (OS FAS)**

Le faible écart en AE sur l'OB « communication et relations publiques » est dû à un renforcement des contrôles de l'engagement de ces dépenses.

En CP, la sous-consommation s'explique par des engagements de fin d'année n'ayant pas donné lieu à paiement sur 2019.

Les surconsommations en AE et CP sur l'OB « soutien des ressources humaines » sont dues à un besoin croissant de recrutement de stagiaires détenant des compétences spécifiques.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : RENSEIGNEMENT

### 1. DESCRIPTION

Cette OS regroupe l'ensemble des dépenses liées aux acquisitions et aux entretiens des matériels dédiés au renseignement d'intérêt militaire.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Renseignement d'intérêt militaire | 47 753 643 | - | - | 46 526 588 | - 1 227 055 | 46 817 297 | - | 46 158 954 | - 658 343 |

Conformément aux prévisions du PAP 2019, la DRM a développé ses capacités stratégiques par l'acquisition d'équipements et d'outils modernisés et maintenu en condition les matériels et logiciels existants, etc.

La sous-consommation en AE et en CP s'explique en particulier par une nouvelle priorisation des projets en fin d'année.

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | | 6 113 | 6 113 |

## Sous-action 01.14
Systèmes d'information et de communication

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Outre les activités courantes dédiées à la mise en œuvre et la gestion des systèmes d'informations du ministère des armées, les principales actions de la DIRISI se sont inscrites dans le cadre de la transformation numérique du ministère et le renforcement de la cyber sécurité. Elles ont ainsi permis :

- de répondre à l'ensemble des missions opérationnelles confiées aux forces armées, par l'appui SIC des opérations extérieures (OPEX), des missions intérieures (MISSINT) et de la préparation opérationnelle des forces ;
- de contribuer, par l'appui SIC, à la posture permanente de sûreté et de dissuasion nucléaire ;
- d'appuyer les armées, directions et services dans le cadre de la politique d'ambition numérique du ministère des armées et du plan de transformation associé, en particulier au travers du déploiement progressif du projet « plateforme défense » piloté par la direction générale du numérique et des systèmes d'information et de communication (DGNUM) et d'une organisation RH et finances adaptée au développement agile des systèmes d'information ;
- de garantir le fonctionnement du ministère en mettant à niveau l'ensemble de l'info-structure dont les réseaux et en renforçant sa cyber sécurité ;
- de poursuivre sa propre transformation en automatisant les processus de la DIRISI suivant une approche orientée services et utilisateurs et en recherchant le meilleur équilibre possible entre le « faire » et le « faire-faire », équilibre indispensable pour permettre à la DIRISI d'assumer ses missions malgré les contraintes RH.

### DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

#### 1. DESCRIPTION

Les crédits de l'OS AOP concourent à assurer la disponibilité des systèmes d'information et de communication (SIC) du ministère, ils se composent pour une large part de crédits de déplacement des personnels. Les crédits de l'OS FAS garantissent la disponibilité du matériel informatique des entités du ministère des armées. L'essentiel des crédits de cette OS finance les dépenses de soutien des ressources humaines et de fonctionnement courant.

#### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OS | activité et entraînement des forces | 1 179 000 | - | 2 846 709 | 1 667 709 | 1 143 630 | - | 3 290 180 | 2 146 550 |
| OS | déplacement et transports | 6 095 250 | - | 3 961 627 | - 2 133 623 | 6 012 115 | - | 4 071 198 | -1 940 919 |
| OS | Système d'informations et de commandement | 1 028 593 | - | 330 347 | - 698 246 | 989 400 | - | 310 065 | -679 335 |
| Total | | **8 302 843** | **-** | **7 138 683** | **- 1 164 160** | **8 145 145** | **-** | **7 671 442** | **-473 703** |

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OS | mobilité des personnels | 30 600 | - | 124 745 | 94 145 | 30 000 | - | 124 745 | 94 745 |
| OS | communication et relations publiques | 152 000 | - | 282 599 | 130 599 | 148 980 | - | 234 911 | 85 931 |
| OS | fonctionnement courant | 804 057 | - | 2 158 392 | 1 554 335 | 588 933 | - | 1 572 384 | 983 451 |
| OS | prestations intellectuelles | - | - | 351 589 | 351 589 | 0 | - | 254 809 | 254 809 |
| OS | soutien des ressources humaines | 350 000 | - | 900 408 | 550 408 | 343 000 | - | 887 855 | 544 855 |
| Total | | 1 136 657 | - | 3 817 732 | 2 681 075 | 1 110 893 | - | 3 074 705 | 1 963 812 |

**Commentaires**

L'agrégat fonctionnement (AOP + FAS) affiche un écart positif global de 1,5 M€ en AE et 1,5 M€ en CP, qui ramené à l'OS montre :

- une sous-consommation sur l'OS AOP (-1,2 M€ en AE et -0,5 M€ en CP) ;
- une surconsommation sur l'OS FAS (+2,7 M€ en AE et +2 M€ en CP).

L'OB « mobilité du personnel » (+0,1 M€ en AE et CP) supporte les dépenses liées aux changements de résidence du personnel civil, qui sont en forte augmentation suite à des mutations pour la plupart non programmées (70 dossiers en 2019).

Outre les dépenses liées aux coûts des passations de commandement et inspections des DIRISI locales en outre-mer, la surconsommation sur l'OB « communication et relations publiques » (+0,1 M€ en AE et +0,1 M€ en CP) est liée à la transformation de la DIRISI qui a entrainé des actions de communications supplémentaires de la direction centrale vers ses entités décentralisées.

L'écart constaté sur l'OB « fonctionnement courant » (+1,6 M€ en AE et +1 M€ en CP) est dû au financement des marchés de gardiennage par le transfert en gestion des crédits du BOP soutien des forces vers le BOP DIRISI (+1,7 M€ en AE et 0,8 M€ en CP).

L'OB « prestations intellectuelles » supporte les dépenses liées au projet SUPPLYCHAIN.

La surconsommation sur l'OB « soutien des ressources humaines » (+0,6 M€ en AE et +0,5 M€ en CP) est engendrée par la poursuite de la politique de la DIRISI en terme de formation de ses personnels pour être au rendez-vous des enjeux majeurs à savoir la cyber sécurité ainsi que l'accompagnement à la mise en place de nouveaux outils nécessaires à la transformation numérique du ministère (par exemple les startups développées par la fabrique numérique).

La sous-consommation observée sur l'OS AOP (-1,2 M€ en AE et -0,5 M€ en CP), à l'exception de l'OB « activités et entrainement des forces », traduit les arbitrages et les mesures d'effort mises en œuvre par la DIRISI pour financer les dépenses supplémentaires portées par l'OS FAS. Ainsi, la sous-consommation de l'OB « déplacements et transports » (-2,1 M€ en AE et -1,9 M€ en CP) montre l'efficacité des mesures d'économie et l'impact réel en terme budgétaire, notamment grâce au recours aux solutions de visioconférences pour limiter les déplacements des personnels.

L'OB « systèmes d'informations et de commandement » affiche une sous-consommation (-0,7 M€ en AE et -0,7 M€ en CP) du fait de mesures d'économies appliquées sur les achats de petits matériels informatiques.

L'écart relevé sur l'OB « activités et entraînement des forces » (+1,7 M€ en AE et +2,1 M€ en CP) est lié à la prestation non planifiée réalisée au profit du SI ERPC (Education routière et permis de conduire) du ministère de l'intérieur (+2 M€ en AE et CP). Cette opération a fait l'objet d'un rétablissement de crédits sur l'année de gestion.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)

### 1. DESCRIPTION

Les crédits liés à cette opération stratégique permettent à la DIRISI d'investir pour mettre à disposition du ministère des armées des réseaux de télécommunication adaptés aux besoins de ses forces et accompagner les investissements SIC liés à la réforme globale du ministère.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommat. | Ecarts Consommat./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1)-(2) |
| OB | Délivrer SIC | 35 457 213 | - | - | 27 496 141 | - 7 961 072 | 34 381 873 | - | 33 019 588 | - 1 362 285 |
| OB | DIRISI – Restructuration | 18 330 754 | - | - | 56 622 773 | 38 292 019 | 18 330 754 | - | 37 577 888 | 19 167 134 |
| OB | Exploiter | 15 029 835 | - | - | 28 797 087 | 13 767 252 | 14 482 185 | - | 27 221 625 | 12 739 440 |
| OB | Ingéniériser | 11 924 974 | - | - | 11 926 222 | 1 248 | 11 377 304 | - | 10 035 808 | - 1 341 696 |
| OB | Sécuriser | 35 235 277 | - | - | 34 604 805 | - 630 472 | 34 687 807 | - | 41 333 445 | 6 645 638 |
| OB | Soutenir | 5 979 851 | - | - | 5 094 389 | - 885 462 | 5 432 181 | - | 8 245 330 | 813 149 |
| OB | Transporter | 73 500 270 | - | - | 78 898 034 | 5 397 764 | 72 952 800 | - | 69 931 340 | - 3 021 460 |
| Total | | 195 518 174 | - | - | 243 439 450 | 47 921 276 | 191 664 494 | - | 225 364 824 | 33 680 340 |

**Commentaires**

L'écart entre la loi de finance initiale et l'exécuté sur l'OS EAC (+24,6 % en AE et +17,6 % en CP) s'explique principalement par le financement de la transformation de la DIRISI, conséquence de la politique de transformation numérique du MINARM et l'attribution par le programme de crédits complémentaires pour la sécurisation des réseaux classifiés.

La moindre consommation de l'OB « délivrer SIC » (-8 M€ en AE et -1,3 M€ en CP) résulte en particulier du décret de virement opéré vers le P 212 pour le renouvellement de la bureautique Balard à hauteur de 3,4 M€, de la ventilation de crédits pour financer des priorités du programme 178 à hauteur de 2 M€ et d'un transfert vers l'OB « exploiter » pour assurer le financement des licences VMWARE pour 3,5 M€.

L'OB « DIRISI Restructuration » intègre l'activité « DIRISI transformation ». Ainsi, l'augmentation des dépenses constatée sur cette OB (+38,3 M€ en AE et +19,2 M€ en CP par rapport à la LFI) s'explique par le plan de transformation numérique du ministère matérialisé par le financement sur crédits supplémentaires accordés par le programme (+36 M€ en AE et +20 M€ en CP) des projets plateforme défense et fabrique numérique (développement et mise en œuvre de startups), la digitalisation et l'automatisation des processus, la sécurisation de l'intradef, la mise à niveau de l'infrastructure. Ces dépenses s'inscrivent pleinement dans la politique d'ambition numérique du ministère.

L'OB « exploiter » affiche un écart important (+13,8 M€ en AE et +12,7 M€ en CP). Ce constat s'explique notamment par un transfert interne de l'OB « délivrer les SIC » pour assurer le financement de licences VMWARE (3,5 M€ en AE et CP), par la mise à disposition d'une ressource complémentaire par le RPROG pour la sécurisation des réseaux classifiés (PSP2 : 9 M€ en AE et CP) et par une réallocation de crédits des BOP Marine, SSA et DRM vers le BOP DIRISI pour le financement de l'internet ministériel MIM3 (+ 0,3 M€).

L'écart relevé en CP sur l'OB « ingéniériser » (-1,3 M€) s'explique essentiellement par trois engagements en décembre 2019 pour un montant de 1.13M€ sur le marché d'unité d'œuvre de la DIRISI au profit du projet Défense Plateforme de la DGNUM.

L'écart relevé en CP sur l'OB « sécuriser » (+6,7 M€) s'explique principalement par des engagements tardifs réalisés fin 2018 et dont les paiements sont intervenus en 2019 (CERBERE et autres moyens de cryptologie).

Sur l'OB « soutenir » (-0,9 M€ en AE et -0,8 M€ en CP par rapport à la LFI) l'écart s'explique par le financement du MCO SILICIUM sur l'OB « EPM des SIC ».

Enfin, la surconsommation observée sur l'OB « transporter » (+5,4 M€ en AE) s'explique par la mise à disposition par le programme d'une ressource complémentaire en gestion à hauteur de 7 M€ pour notamment les travaux SIC permettant l'accueil du centre de formation interarmées du renseignement (CFIAR) à Creil (3,9 M€). Par ailleurs, une sous consommation en CP est relevée sur cette même OB (-3 M€) due principalement à un retard en 2019 dans la contractualisation d'un marché de renouvellement des émetteurs HF par la DGA pour un montant de 4,3 M€. La commande initiale est intervenue tardivement fin 2019 et engendrera donc une consommation des CP sur 2020.

**Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)**

| Niveau | Description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | AE Affectées 2019 | TOTAL | Engagement 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Act | Intégrer / restructurations | - | - | - | - | - 10 149,13 | 10 149,13 |

## OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

### 1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique permet le maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information et de communication et de leur environnement, placés sous la responsabilité de la DIRISI.

La DIRISI a notamment à sa charge :

- le maintien en condition opérationnelle :
  - des réseaux IP (matériel actif et passif) et de leur environnement ;
  - des réseaux radio type PMR (radiotéléphonie privée) au profit des forces pré-positionnées et des ambassades ;
  - des appareils de mesure, des sondes et des bancs de test ;
  - des articles contrôlés de la sécurité des systèmes d'information (ACSSI) ;
- La maintenance des antennes de communication ;
- l'élimination des équipements électroniques et électriques retirés du service (D3E).

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM des SIC | 41 696 194 | - | - | 42 834 111 | 1 137 917 | 40 878 622 | - | 37 843 935 | - 3 034 687 |

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | | 24 067 | 24 067 |

| Niveau | description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) =(3)+(4)-(1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1)-(2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 75 215 009 | - | - | 81 127 861 | 5 912 852 | 73 758 190 | - | 81 843 058 | 8 084 868 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 340 088 003 | - | - | 361 774 447 | 21 706 444 | 333 598 081 | - | 341 856 936 | 8 260 855 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 41 696 194 | - | - | 42 834 111 | 1 137 917 | 40 878 622 | - | 37 843 935 | -3 034 687 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 92 342 913 | - | - | 89 930 590 | -2 412 323 | 90 530 601 | - | 89 305 388 | -1 225 213 |
| OS | renseignement (RENS) | 47 753 643 | - | - | 46 526 588 | -1 227 055 | 46 817 297 | - | 46 158 954 | -658 343 |
| Total | | **597 075 762** | - | - | **622 193 597** | **25 117 835** | **585 580 791** | - | **597 008 271** | **11 427 480** |

## ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2019 | 2019 | 2020 | 2021 | >2021 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 14,04 | 74,30 | 72,84 | 15,49 | 0,00 | 0,00 | 88,34 |
| | | PLR | 12,30 | 81,13 | 81,84 | 10,75 | 0,42 | 0,41 | 93,43 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 177,81 | 340,07 | 333,80 | 178,31 | 4,97 | 1,00 | 517,87 |
| | | PLR | 202,55 | 361,78 | 341,98 | 161,15 | 58,48 | 4,92 | 564,40 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 31,25 | 41,70 | 40,88 | 32,06 | 0,00 | 0,00 | 72,94 |
| | | PLR | 22,41 | 42,83 | 37,84 | 18,29 | 9,11 | 0,00 | 65,24 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 6,14 | 92,34 | 90,53 | 6,88 | 1,07 | 0,00 | 98,48 |
| | | PLR | 3,97 | 89,93 | 89,31 | 3,89 | 0,70 | 0,00 | 93,90 |
| OS | Renseignement (RENS) | PLF | 41,03 | 47,75 | 46,82 | 30,90 | 11,07 | 0,00 | 88,78 |
| | | PLR | 43,24 | 46,53 | 46,16 | 27,87 | 14,29 | 1,65 | 89,77 |
| Total écarts PLR/PLF | | | 14,21 | 26,02 | 12,34 | -41,90 | 63,90 | 5,98 | 40,32 |

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

### EAC

| Niveau | description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectation 2019 | Total | Engagement 2018 sur TF | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -0,01 | 0,01 |

## Action 02

## Préparation des forces terrestres

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| **Autorisations d'engagement** | | **2 583 146 417** | **2 583 146 417** | | **2 534 286 527** | **2 534 286 527** |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 144 895 912 | **144 895 912** | | 178 919 794 | **178 919 794** |
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 69 393 503 | **69 393 503** | | 88 651 549 | **88 651 549** |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 2 166 087 243 | **2 166 087 243** | | 2 036 858 852 | **2 036 858 852** |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 202 769 759 | **202 769 759** | | 229 856 333 | **229 856 333** |
| **Crédits de paiement** | | **1 448 081 010** | **1 448 081 010** | | **1 651 047 395** | **1 651 047 395** |
| 02.01 – Commandement et activités des forces terrestres | | 141 458 651 | **141 458 651** | | 178 683 954 | **178 683 954** |

| (y.c. FdC et AdP) | Prévision LFI Titre 2 | Prévision LFI Autres titres | Prévision LFI Total | Réalisation Titre 2 | Réalisation Autres titres | Réalisation Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 02.05 – Ressources humaines des forces terrestres | | 69 177 402 | **69 177 402** | | 90 456 453 | **90 456 453** |
| 02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres | | 1 032 970 834 | **1 032 970 834** | | 1 121 698 933 | **1 121 698 933** |
| 02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres | | 204 474 123 | **204 474 123** | | 260 208 055 | **260 208 055** |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Autorisations d'engagement Réalisation | Crédits de paiement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Crédits de paiement Réalisation |
|---|---|---|---|---|
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 2 447 618 162 | 2 425 711 814 | 1 315 129 498 | 1 542 384 753 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 447 618 162 | 2 425 711 814 | 1 315 129 498 | 1 542 384 753 |
| *02.01 – Commandement et activités des forces terrestres* | *144 895 912* | *175 433 509* | *141 458 651* | *177 856 290* |
| *02.05 – Ressources humaines des forces terrestres* | *69 393 503* | *88 595 038* | *69 177 402* | *90 401 545* |
| *02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres* | *2 166 087 243* | *2 020 025 462* | *1 032 970 834* | *1 104 791 683* |
| *02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres* | *67 241 504* | *141 657 805* | *71 522 611* | *169 335 235* |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 130 727 385 | 96 982 479 | 128 150 642 | 95 785 111 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 130 727 385 | 83 055 534 | 128 150 642 | 84 812 891 |
| *02.01 – Commandement et activités des forces terrestres* | | *3 223 415* | | *550 020* |
| *02.05 – Ressources humaines des forces terrestres* | | *59 670* | | *54 908* |
| *02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres* | | *2 270 738* | | *5 404 919* |
| *02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres* | *130 727 385* | *77 501 711* | *128 150 642* | *78 803 045* |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 13 926 945 | | 10 972 220 |
| *02.01 – Commandement et activités des forces terrestres* | | *114 000* | | *128 774* |
| *02.05 – Ressources humaines des forces terrestres* | | *-3 158* | | |
| *02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres* | | *13 520 651* | | *9 175 035* |
| *02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres* | | *295 452* | | *1 668 411* |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 4 800 870 | 11 592 234 | 4 800 870 | 12 877 531 |
| Transferts aux autres collectivités | 4 800 870 | 11 592 234 | 4 800 870 | 12 877 531 |
| *02.01 – Commandement et activités des forces terrestres* | | *148 870* | | *148 870* |
| *02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres* | | *1 042 000* | | *2 327 297* |
| *02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres* | *4 800 870* | *10 401 364* | *4 800 870* | *10 401 364* |
| **Total** | **2 583 146 417** | **2 534 286 527** | **1 448 081 010** | **1 651 047 395** |

*Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :*

- *les retraits d'engagements juridiques basculés ;*
- *les recyclages d'AE ;*
- *les rétablissements de crédits ;*
- *la correction des éventuelles erreurs d'imputation.*

## Sous-action 02.01
## Commandement et activités des forces terrestres

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'armée de terre s'est efficacement attachée en 2019 à remplir son contrat opérationnel et à poursuivre sa montée en puissance dans l'ambition de devenir l'armée de terre européenne de référence.

Sur le plan des ressources humaines, elle a poursuivi la consolidation de la force opérationnelle terrestre (FOT) à 77 000 hommes en recrutant près de 14 800 engagés contre 13 900 en 2018, ce qui représente un volume permanent de plus de 4 000 militaires du rang à l'instruction. La formation des spécialistes a bénéficié d'un effort important au travers de la création du centre technique de l'armée de terre pour la formation des maintenanciers aéronautiques et de l'élargissement de l'offre de formation dans les lycées militaires (ouverture de classes de niveau BTS) au titre de l'aide au recrutement. La réserve opérationnelle a atteint cette année son effectif cible de 24 300 hommes, avec une augmentation du vivier de près de 2 000 réservistes, et d'une augmentation de l'activité de ceux-ci.

Sur le plan opérationnel, l'année 2019 a été marquée par une posture opérationnelle permanente à 25 000 hommes, soit 33 % de la force terrestre, en très légère augmentation par rapport à 2018 (+1 %) qui correspond à l'évolution de l'effectif en alerte du fait de *Sentinelle* et des engagements internationaux pris auprès de l'OTAN et de l'UE.

La FOT a poursuivi l'amélioration quantitative et qualitative de sa préparation opérationnelle. Les camps d'entraînement ont ainsi été particulièrement sollicités, avec une forte augmentation de l'utilisation de leurs moyens pour les activités de préparation opérationnelle interarmes.

Le nombre de jours de formation et d'entraînement par hommes est resté stable (+1) en 2019. Le taux de réalisation des normes d'entraînement des équipages sur les matériels terrestres est demeuré constant, légèrement en deçà des prévisions (54 % réalisé contre 57 % prévus). Le niveau élevé d'engagement opérationnel nécessite d'accentuer l'effort de maintien en condition opérationnelle des parcs majeurs afin de poursuivre l'augmentation du niveau de préparation opérationnelle conformément aux objectifs de la LPM.

La disponibilité des parcs de véhicules terrestres est restée satisfaisante, avec l'atteinte de l'objectif de 70 % de disponibilité sur l'ensemble du parc en ligne outre-mer et métropole et de 90 % en OPEX. Certains parcs connaissent cependant des tensions liées à des faits techniques apparus cette année (Leclerc), à une sollicitation importante en opération (VBCI), à leur âge ou à des difficultés d'approvisionnement industriel (AMX10RCR), contraignant ainsi l'activité de préparation opérationnelle.

L'activité aéronautique a, pour sa part, progressé de 9 % en 2019 par rapport à 2018, légèrement en dessous de l'objectif affiché. Cette situation s'explique par les retards de livraison pour les hélicoptères de manœuvre (Cougar et NH90-Caïman), ainsi que par des performances du soutien industriel en deçà de ce qui était attendu, particulièrement pour les flottes Tigre et Gazelle. Cette moindre activité globale par rapport aux objectifs concerne exclusivement les forces conventionnelles, les forces spéciales dépassant quant à elles leurs objectifs d'activité aéronautique. Les contrats de verticalisation (Tigre et Cougar-Caracal) et le regroupement de la flotte Puma devraient améliorer la situation à partir de 2021.

### DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

#### 1. DESCRIPTION

L'OS « activité opérationnelle » (AOP) regroupe l'ensemble des crédits liés à la préparation opérationnelle des forces terrestres (y compris les carburants opérationnels) au profit des organismes de commandement et des unités chargés d'assurer l'alerte et l'engagement opérationnels, de la conception à la conduite, dans un cadre national ou

multinational, en métropole, outre-mer ou à l'étranger. Elle couvre en particulier les grands exercices planifiés, les activités de préparation opérationnelle interarmes (conduites dans les centres d'entrainement spécialisés), les activités de préparation opérationnelle « métier », les activités liées à la formation initiale, ainsi que les activités de mise en condition finale (MCF) avant projection sur les théâtres d'opérations extérieures.

Elle comprend, en outre, les dépenses liées aux activités et aux indemnités journalières de stage des organismes de formation, à l'entretien des camps et des installations de tir, ainsi que la part des dépenses de l'opération *Sentinelle* supportées par l'armée de terre.

L'OS « fonctionnement et activité spécifique » (FAS) regroupe l'ensemble des crédits liés au fonctionnement courant de l'armée de terre, hors administration générale et soutien commun (AGSC). Ces crédits se répartissent pour l'essentiel entre :

- les dépenses liées au recrutement, à la formation et à l'instruction du personnel militaire de l'armée de terre ;
- les dépenses relatives à la mobilité du personnel (changements de résidence) ;
- les dépenses de communication et de relations publiques ;
- les subventions versées aux organismes internationaux pour lesquels l'armée de terre assure la représentation de la France.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

### AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Conso | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) =(3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Activité et entrainement des forces | 96 089 000 | 200 000 | 123 021 057 | 26 752 057 | 93 929 000 | 200 000 | 123 132 506 | 29 003 506 |
| OB | Alimentation | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 25 682 371 | - | 26 080 765 | 398 394 | 25 682 371 | - | 26 068 642 | 386 271 |
| OB | Carburéacteur | 25 602 898 | - | 25 918 909 | 316 011 | 25 602 898 | - | 25 918 909 | 316 011 |
| OB | Déplacement et transports | 15 237 916 | - | 12 903 680 | - 2 334 236 | 15 252 753 | - | 12 720 499 | - 2 532 254 |
| **Total** | | **162 592 185** | **200 000** | **187 924 411** | **25 132 226** | **160 467 022** | **200 000** | **187 840 556** | **27 173 534** |

Les crédits exécutés en AOP sont supérieurs de 25,1 M€ à la ressource LFI en AE (+15 %) et de 27,1 M€ en CP (+17 %). Ces évolutions s'expliquent notamment par l'augmentation qualitative et quantitative de l'activité de préparation opérationnelle de la force opérationnelle terrestre (FOT) dans le cadre de sa remontée en puissance. L'évolution intègre également les surcoûts liés à l'opération Sentinelle. Le financement de ces écarts a été assuré par les ressources ouvertes en loi de finances rectificative (LFR) au titre de la couverture des surcoûts MISSINT, par la mobilisation de recettes non fiscales non prévues, par la refacturation de prestations réalisées par l'armée de terre (exemple : transport terrestres interarmées).

<u>OB « Activités et entraînement des forces »</u>

Cette OB recouvre principalement des dépenses exécutées par le commandement des forces terrestres (CFT), par le commandement de l'aviation légère de l'armée de terre (COMALAT) et par le commandement des forces spéciales terrestres (COMFST). Du fait d'abondements et de redéploiements de crédits, les dépenses exécutées ont été supérieures aux crédits inscrits en LFI (+26,8 M€ en AE et +29,0 M€ en CP).

Ces écarts s'expliquent par :

- l'intensification des activités d'entrainement et la montée en puissance de la préparation opérationnelle métier (POM) et interarmes (POIA), avec une augmentation quantitative et qualitative des exercices notamment dans

un cadre international. Ainsi, le volume d'activité se traduit par un taux d'occupation des camps très élevé, ainsi que par une augmentation des activités de partenariat et des exercices à l'étranger. Par ailleurs, l'activité opérationnelle des missions *Lynx* et *Harpie* s'est accrue par rapport à l'exécuté 2018 et aux prévisions 2019 ;

- les surcoûts liés à l'opération *Sentinelle* et notamment le financement des infrastructures réseau et du soutien technique du dispositif de communication Auxylium ;
- la prise en compte sur cette OB de certaines dépenses de transport prévues en LFI sur l'OB « déplacements et transports » ;
- la poursuite de l'effort relatif à l'entretien des espaces d'entrainement.

OB relatives aux carburants opérationnels :

Les dépenses de carburants opérationnels pour 2019 sont globalement conformes aux prévisions LFI.

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2019 (m3) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3) | Consommation (€) |
|---|---|---|---|
| Gazole | 20 049 | 1 430 | 28 675 522 |
| Carburéacteur Terrestre | 3 825 | 1 193 | 4 564 946 |
| Carburéacteur (F-34) | 18 503 | 768 | 14 202 373 |
| Divers (Huiles, graisses et autres) | - | - | 4 544 710 |

OB « Déplacements et transports »

Cette OB regroupe les dépenses liées au financement des marchés de location de véhicules de transports et aux frais d'autoroute dans le cadre des missions relatives aux transports terrestres interarmées (TTIA) incombant à l'armée de terre, ainsi que des frais de déplacement. Cet agrégat fait apparaitre une sous-consommation de l'ordre de 2,5 M€ s'expliquant essentiellement par l'exécution sur l'OB « Activités et entraînement des forces » des frais de déplacement liés à la préparation opérationnelle.

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Conso | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) =(3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Mobilité des personnels | 32 231 698 | - | 46 387 058 | 14 155 360 | 31 502 380 | - | 46 211 612 | 14 709 232 |
| OB | Subventions et transferts | 4 800 870 | - | 4 901 364 | 100 494 | 4 800 870 | - | 4 901 364 | 100 494 |
| OB | Communication et relations publiques | 2 603 916 | - | 4 572 859 | 1 968 943 | 2 603 916 | - | 4 545 791 | 1 941 875 |
| OB | Fonctionnement courant | 6 300 792 | - | 18 317 358 | 12 016 566 | 6 300 792 | - | 11 889 125 | 5 588 333 |
| OB | Prestations intellectuelles | 1 829 593 | - | 2 133 574 | 303 981 | 1 829 593 | - | 1 306 618 | - 522 975 |
| OB | Soutien courant des structures | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | Soutien des ressources humaines | 23 527 757 | 500 000 | 34 344 349 | 10 316 592 | 22 855 952 | 500 000 | 35 761 437 | 12 405 485 |
| **Total** | | **71 294 626** | **500 000** | **110 656 563** | **38 861 937** | **69 893 503** | **500 000** | **104 615 947** | **34 222 444** |

Les crédits exécutés en FAS sont supérieurs de 38,9 M€ à la ressource LFI en AE (+54 %) et de 34,2 M€ en CP (+49 %). Le différentiel est principalement supporté par les opérations budgétaires « mobilité » (laquelle est composée de dépenses de droits individuels), « communication et relations publiques », « fonctionnement courant », « prestations intellectuelles » et « soutien des ressources humaines ».

Le financement de ces besoins supplémentaires a été assuré principalement par un transfert de ressources depuis l'action 5 « logistique et soutien interarmées » (9 M€ au titre du transfert de la fonction « accueil/filtrage/ gardiennage », AFG), et par des transferts interne sur le périmètre de l'action 2.

OB « Mobilité des personnels »

L'OB laisse apparaître une surconsommation de 14,2 M€ en AE et de 14,7 M€ en CP par rapport aux prévisions LFI, pour un total de 13 011 ordres de mutation (OM) avec changement de résidence en 2019. Les prévisions 2019 s'inscrivaient dans un tendanciel à la baisse, anticipant les conséquences de mesures de gestions décidées par la DRHAT (notamment l'augmentation de la durée des affectations outre-mer et à l'étranger) et de l'évolution des modalités administratives de changement de résidence mises en œuvre depuis 2015. Si une baisse a bien été

constatée par rapport à l'exécution 2018 (-1,5 M€ en AE et -1,7 M€ en CP), elle s'est révélée moins forte qu'escomptée.

OB « Subventions et transferts »

L'OB recouvre les contributions de l'armée de terre au fonctionnement des organismes internationaux (écoles, états-majors, PC, etc.). La légère sur-exécution (+2 %) constatée correspond à l'écart entre le budget prévisionnel exprimé par ces organismes et les appels de fonds réellement formulés en 2019.

OB « Communication et relations publiques »

Cette OB recouvre les dépenses d'actions de communication et de crédits de représentation de l'armée de terre. Elle comporte en particulier les dépenses de la cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (CABAT et du service d'information et de relations publiques de l'armée de terre (SIRPAT). La surconsommation (+2 M€) s'explique principalement par :

- la hausse des dépense de la journée nationale des blessés de l'armée de terre ;
- les mesures d'accueil des familles, dans le cadre du « plan famille », pour les associer aux événements organisés, notamment dans les écoles de formation initiale ;
- des reports sur 2019 d'engagements du service d'information et de relations publiques de l'armée de terre (SIRPAT) initialement prévus en 2018.

OB « Fonctionnement courant »

L'essentiel de l'écart constaté entre LFI et exécuté 2019 (12 M€ en AE et 5,6 M€ en CP) est dû à la prise en compte en cours de gestion par l'armée de terre de la fonction « accueil/filtrage/gardiennage (AFG) » pour les emprises qui la concernent, avec transfert des ressources correspondantes depuis l'action 5 pour 8,9 € M€ en AE et 4 M€ en CP. Toutefois, la hausse contractuelle pour les marchés arrivés à échéance ainsi que l'augmentation des besoins dans le cadre des plans de sécurité et de protection - notamment sur les lycées militaires et centres de formation - se sont traduites par une exécution supérieure à la ressource transférée. Enfin, ce différentiel reflète également l'imputation en 2019 sur cette OB des dépenses d'électricité et de gaz des centres spécialisés non « embasés » (*i.e.* hors BdD) jusqu'alors imputées, à tort, en AOP.

OB « Prestations intellectuelles »

Cette OB marque une augmentation principalement liée aux besoins d'accompagnement de transformation du maintien en condition opérationnel du matériel aéronautique, au travers du financement de marchés d'acquisition et de formations sur des logiciels (environ 0,4M€ pour *Gstock* et *Gedipas*). Ce besoin nouveau a été financé par des transferts sur le périmètre de l'action 2, à partir de l'OB « flottes aéroterrestre ».

OB « Soutien des ressources humaines »

Les dépenses de soutien des ressources humaines regroupent les charges relatives aux actions de recrutement et de formation. La surconsommation de +10,3 M€ en AE et +12,4 M€ en CP s'explique principalement par l'effort en recrutement qui a dû être fait au profit de la FOT (+ 600 personnes recrutées par rapport aux objectifs 2019 et + 900 par rapport à 2018) et par celui nécessaire à l'amélioration des moyens marketing du fait de la concurrence des métiers de la sécurité et de l'évolution des méthodes (ciblage plus précis, multiplication des supports de campagne). Les dépenses de formation des écoles et lycées augmentent également, en cohérence avec les plans de recrutement, en particulier pour les officiers, et les priorités définies dans le cadre de la loi de programmation militaire.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

**1. Description :**

Les crédits d'entretien programmé des matériels permettent l'acquisition des rechanges, la contractualisation des marchés de soutien nécessaires à la maintenance des équipements et la constitution de stocks indispensables au soutien des engagements opérationnels actuels et futurs, tant sur le territoire national qu'en opérations extérieures

(OPEX), ainsi qu'à la réalisation des activités de préparation opérationnelle. Ils couvrent trois milieux différents et complémentaires : terrestre (l'EPM-T, 57 % des paiements de l'OS EPM), aéroterrestre (l'EPM-A, 42 %) et nautique (EPM-N).

Avec une hausse des paiements de 10% en EPM, l'année 2019 constitue le premier jalon de la remontée de l'activité de préparation opérationnelle et se concrétise notamment par le financement de la régénération de matériels anciens, la verticalisation de contrats majeurs de maintenance et la modernisation du maintien en condition opérationnel (MCO).

**2. Aspects financiers :**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommat | Ecarts Consommat./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3)+(4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu aérien | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 3 910 000 | - | - | 2 388 646 | - 1 521 354 | 5 240 000 | - | 5 144 223 | - 95 777 |
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 1 473 357 055 | 1 030 000 | - | 1 275 135 553 | - 199 251 502 | 399 682 264 | 1 030 000 | 471 680 398 | 70 968 134 |
| OB | EPM matériel terrestre | 669 089 374 | 2 970 000 | - | 749 304 738 | 77 245 364 | 607 410 724 | 2 970 000 | 627 967 041 | 17 586 317 |
| OB | EPM Mat. Ter. SCORP. | 590 000 | - | - | - | - 590 000 | 590 000 | - | - | - 590 000 |
| OB | EPM munitions aériennes | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | EPM milieu naval ADT | 4 569 792 | - | - | 5 703 577 | 1 133 785 | 4 480 188 | - | 4 400 833 | - 79 355 |
| OB | EPM munitions terrestres | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 2 151 516 221 | 4 000 000 | - | 2 032 532 515 | - 122 983 706 | 1 017 403 176 | 4 000 000 | 1 109 192 495 | 87 789 319 |

OB « Démantèlement milieu terrestre » :

Les crédits de l'OB « Démantèlement milieu terrestre » sont destinés au démantèlement de matériels terrestres retirés du service, à l'élimination des piles, pneus et batteries usagés, ainsi qu'à la gestion des déchets radioactifs. La moindre consommation d'AE (-1,5 M€) résulte de quelques renoncements sur le démantèlement afin de faire face à certains besoins supplémentaires en maintenance.

OB « Flottes aéroterrestres » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels aéroterrestres de l'armée de terre.

Le volume important des AE engagées en 2019, par rapport à l'exécuté 2018 (405 M€ hors TF) s'explique par la verticalisation des contrats de soutien de certaines flottes d'hélicoptères. Ces contrats dit « verticalisés » confient à un industriel unique la maîtrise d'œuvre de tout ou partie de la maintenance et de la logistique, en lieu et place d'une multitude de contrats avec plusieurs industriels, au travers d'un contrat global de longue durée. Ainsi, les trois principaux contrats ont été établis pour un total de plus de 1 Md€, au profit des aéronefs Tigre (391,5 M€), Cougar-Caracal (575 M€), Fennec (43 M€), pour des durées allant de 5 à 10 ans.

Pour le Fennec, un contrat unique a été passé avec la société HéliDax, externalisant l'ensemble des activités de maintenance. Le contrat CHELEM (Cougar/Caracal) avec Airbus Hélicoptères réduit quant à lui le nombre de contrats de 20 à 5, avec un objectif de performance sur la disponibilité des flottes. Il s'appuie sur la mise en place de guichets d'approvisionnement sur les sites des armées, en métropole, permettant d'améliorer le niveau de soutien opérationnel (NSO). En outre, l'entretien de cinq Cougar destinés spécifiquement à l'entraînement en métropole a été confié intégralement à l'industriel. Pour le Tigre, la stratégie du contrat *Global Support,* qui regroupe 5 contrats de soutien séparés jusqu'ici, vise à transférer une grande partie de la maîtrise d'œuvre à Airbus Helicopters, notamment pour la gestion du stock étatique de pièces de rechanges, afin de diminuer les indisponibilités dues aux attentes de pièces et de permettre ainsi une hausse d'activité, conformément à l'objectif fixé dans la loi de programmation militaire.

Outre ces marchés verticalisés, les principaux engagements en 2019 au titre de l'EPM aéroterrestre sont les suivants :

- engagements NH90-Caiman pour la couverture du contrat FRA/FOS auprès de la NAHEMA : 77 M€ ;
- MCO des Caracal et Cougar (hors contrat CHELEM) : 12,5 M€ ;
- MCO des hélicoptères de l'Etat (Puma, Gazelle, Cougar hors contrat CHELEM) : 22,8 M€ ;

- marché des hélicoptères de l'Etat : 7,9 M€ ;
- marché multi-aéronefs : 21,5 M€ ;
- MCO des Gazelle : 8,1 M€.

L'écart important observé entre la LFI et l'exécuté en AE (-14%, soit -199,2 M€) s'explique principalement par :

- la restitution d'AE (-173 M€) prévues initialement pour la contractualisation des marchés verticalisés des flottes Fennec, Tigre et Cougar/Caracal, en raison d'un moindre besoin ;
- la restitution d'AE liée à la non-affectation sur TF des 68 M€ d'AE prévus en LFI à cet effet ;
- le transfert de ressources (-1,9 M€) au profit de l'OS EAC pour l'acquisition de matériels de piste aéronautique ;
- la réalisation de prestation de MCO complémentaire, dans le cadre des opérations extérieures (OPEX). Ce surcroît d'activité spécifique a été financé au titre des surcoûts OPEX à hauteur de +76,4 M€.

L'écart observé entre la LFI et l'exécuté en CP (+18%, soit +71,0 M€, en CP) s'explique principalement par la couverture des surcoûts liés aux OPEX mentionnée ci-dessus.

OB « EPM matériel terrestre » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels terrestres de l'armée de terre. L'écart observé entre la programmation et l'exécuté en AE (+77,2 M€) s'explique par les engagements complémentaires générés par :

- les surcoûts liés aux OPEX et à l'opération Sentinelle. Ces engagements nouveaux ont porté principalement sur les parcs VBCI, VBL et VAB particulièrement sollicités en opérations extérieures (commandes pour reconstituer les stocks de rechanges, acquérir des heures d'activité, réaliser des visites profondes et des actions de régénération) ;
- des besoins de maintenances supplémentaires pour le parc AMX10 RC
- une régénération des VAB supérieure aux prévisions avec 168 véhicules traités en maintenance industrielle étatique et 141 commandés en maintenance industrielle privée.

Ces besoins complémentaires ont été couverts par les ressources ouvertes en LFR (+109,7 M€), ainsi que par des ressources extrabudgétaires plus importantes que prévu (+8 M€ par rapport aux prévisions initiales). Les ressources dédiées à l'EPM-T ont cependant été diminuées à la suite d'arbitrages décidés en cours de gestion ayant pour objectif de financer de nouvelles priorités du P178.

OB « EPM milieu naval ADT » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels nautiques des forces terrestres (dont outre-mer et étranger - OME, forces spéciales et centres spécifiques). Elle couvre les besoins financiers nécessaires à l'entretien des matériels navals : petits navires servant notamment aux opérations en outre-mer, et, entre autres, les petits sous-marins (PSM) des forces spéciales, mais aussi des matériels nautiques, incluant par exemple des petits flotteurs et des embarcations d'infiltration, et, enfin, des matériels de plongée ainsi que leur environnement matériel de maintenance.

L'écart observé en AE entre la programmation et l'exécution (+1,1 M€) s'explique notamment par :

- un besoin nouveau et urgent de renouvellement de matériels nautiques des forces spéciales ;
- un besoin nouveau, en vue d'une livraison au premier trimestre 2020 de moteurs hors-bord ;
- le remplacement non programmé de caissons étanches de plongée.

**Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)**

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | EPM flottes terrestres | - | - | - | - | - | - |
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 138 457 730 | - | - | 138 457 730 | 48 407 015 | 90 050 716 |
| Total | | 138 457 730 | - | - | 138 457 730 | 48 407 015 | 90 050 716 |

A la suite de la décision prise en gestion 2019 d'abandonner la procédure des tranches fonctionnelles pour le plan annuel de réparation (PAR) du SIAé, aucune d'affectation d'AE n'a été réalisée en 2019 sur les 68 M€ initialement prévues, lesquelles ont été restituées.

S'agissant des paiements, le niveau de CP a été revu à la baisse par rapport à la prévision initiale (de 60 M€ à 49,2 M€) en raison d'une moindre facturation effectuée par le SIAé.

## OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

**1. Description :**

Les équipements d'accompagnement et de cohérence regroupent :

- les acquisitions de munitions destinées à la préparation opérationnelle des forces terrestres (petits et moyens calibres, mortiers, roquettes et munitions d'artillerie), de munitions spécifiques pour les forces spéciales, etc. ;
- le financement des besoins du domaine « système d'information et de commandement », dans les cinq fonctions suivantes :
    - l'appui électronique ;
    - la simulation ;
    - les équipements des unités spécifiques du domaine des SIC ;
    - les infrastructures de commandement : acquisition de containers d'appui au commandement ;
    - la transformation numérique (T.Num) ;
- les acquisitions d'équipements divers :
    - outillage destiné à la maintenance des parcs blindés et à roue ;
    - véhicules spécialisés de la gamme commerciale : véhicules incendie, cynotechniques, véhicules des centres IEC et des forces spécialisées ;
    - équipements des forces spéciales : armement de petit calibre, optronique, postes radio, matériels nautiques, parachutes, altimètres ;
    - plan d'équipement des unités: accompagnement des activités de préparation opérationnelle des unités ;
    - matériels génie : engins de travaux publics, équipements des camps ;
    - matériels de manutention ;
    - matériels nautiques ;
- matériels de sport et audiovisuel nécessaires à l'entrainement et à la formation ;
    - les expérimentations et évaluations de la section technique de l'armée de terre (STAT) ;
    - les investissements au profit de la préparation opérationnelle dans les domaines de la simulation et de la ciblerie des champs de tir.

**2. Aspects financiers :**

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommat. | Ecarts Consommat./ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3)+(4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAT | 192 343 385 | 700 000 | - | 242 288 239 | 49 244 854 | 194 917 309 | 700 000 | 254 609 296 | 58 891 987 |

Le montant des engagements en EAC a atteint un niveau de 242,3 M€, en hausse (+49,2 M€) par rapport à la dotation LFI. Cette consommation d'AE est supérieure de 5,6% par rapport à celle de 2018 (229,5 M€).

L'écart constaté en AE (+49,2 M€) s'explique principalement par les dépenses exécutées au profit des OPEX/MISSINT et qui ont fait l'objet d'une couverture en LFR (28,3 M€) ainsi que par un rééquilibrage au sein du BOP Terre pour des acquisitions de petits équipements (sport, audiovisuel, ciblerie), imputées jusqu'alors sur les dépenses diverses d'instruction des unités mais identifiées en 2019 comme dépenses d'équipement (transfert de 9,5 M€ d'AOP vers EAC). A cela s'ajoutent les dépenses dédiées à un plan d'acquisition NRBC (7,2 M€), financé par redéploiements de

crédits au sein du P178, ainsi que l'industrialisation du projet ICAR (numérisation du MCO des matériels terrestres) et divers besoins urgents en termes de matériels de levage et d'engins du Génie qui ont fait l'objet d'un financement par transfert de l'EPM-T vers les EAC (3,1 M€).

S'agissant des CP, l'écart de consommation (+58,9 M€) s'explique par les mêmes éléments que pour les AE, ainsi que par des acquisitions via la centrale d'achat UGAP ou l'agence NSPA (*Nato support and procurement agency*) qui ont nécessité des paiements importants à la commande.

**Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)**

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ACT | Matériel divers des services | 61 118 | 61 118 | - | - | - | - |

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| ACT | 5 400 000 | 14 443 787 | 9 043 787 |

**Commentaires**

L'écart constaté résulte de cessions de matériels plus importantes que prévues et à un effort soutenu de refacturation de prestations de l'armée de Terre sur 2018 (report) et 2019 (SOUTEX et formation de pilotes en particulier).

Ces recettes non fiscales (RNF) ont ensuite été redéployées principalement sur l'EPM-T (en AE=CP).

## SYNTHESE ACTION 2

| Niveau | description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Ecart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OS | Activités opérationnelles (ACOP) | 162 592 185 | 200 000 | 0 | 187 924 411 | 25 132 226 | 160 467 022 | 200 000 | 187 840 556 | 27 173 534 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 192 343 385 | 700 000 | 0 | 242 288 239 | 49 244 854 | 194 917 309 | 700 000 | 254 509 296 | 58 891 987 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 2 151 516 221 | 4 000 000 | 0 | 2 032 532 515 | -122 983 706 | 1 017 403 176 | 4 000 000 | 1 109 192 495 | 87 789 319 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 71 294 626 | 500 000 | 0 | 110 656 563 | 38 861 937 | 69 893 503 | 500 000 | 104 615 947 | 34 222 444 |
| Total | | 2 577 748 417 | 5 400 000 | 0 | 2 573 401 728 | -9 744 689 | 1 442 681 010 | 5 400 000 | 1 656 158 294 | 208 077 284 |

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

**EPM**

| Niveau | Description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | EPM flottes aéroterrestres | 138 457 730,47 | - | - | 138 457 730,47 | 48 407 014,86 | 90 050 715,61 |

**EAC**

| Niveau | Description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | Matériel divers des services | 61 107,63 | 61 107,63 | - | - | - | - |

## ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2019 | 2019 | 2020 | 2020 | >2021 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 35,26 | 159,87 | 157,74 | 37,39 | 0,00 | 0,00 | 195,13 |
| | | PLR | 33,41 | 187,92 | 187,84 | 25,17 | 0,46 | 7,86 | 221,33 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 284,80 | 193,04 | 195,62 | 144,13 | 94,57 | 43,52 | 477,84 |
| | | PLR | 272,09 | 242,29 | 254,51 | 119,97 | 100,71 | 39,18 | 514,37 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 1417,03 | 2155,52 | 972,92 | 832,84 | 491,71 | 1275,08 | 3572,55 |
| | | PLR | 1420,09 | 2080,94 | 1109,19 | 775,98 | 504,03 | 1111,83 | 3501,03 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 19,22 | 71,79 | 70,39 | 20,62 | 0,00 | 0,00 | 91,02 |
| | | PLR | 17,37 | 110,66 | 104,62 | 18,14 | 0,82 | 4,45 | 128,03 |
| **Total écarts** | | | **13,35** | **-41,59** | **-259,48** | **95,71** | **-19,75** | **155,29** | **-28,23** |

## Action 03

### Préparation des forces navales

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| **Autorisations d'engagement** | | **5 333 597 573** | **5 333 597 573** | | **3 823 138 356** | **3 823 138 356** |
| 03.01 – Commandement et activités des forces navales | | 499 770 708 | **499 770 708** | | 269 192 253 | **269 192 253** |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 54 357 925 | **54 357 925** | | 59 047 110 | **59 047 110** |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 4 694 157 022 | **4 694 157 022** | | 3 328 789 431 | **3 328 789 431** |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 85 311 918 | **85 311 918** | | 166 109 561 | **166 109 561** |
| **Crédits de paiement** | | **2 394 245 420** | **2 394 245 420** | | **2 434 638 923** | **2 434 638 923** |
| 03.01 – Commandement et | | 332 983 640 | **332 983 640** | | 259 394 629 | **259 394 629** |

| (y.c. FdC et AdP) | Prévision LFI Titre 2 | Prévision LFI Autres titres | Prévision LFI Total | Réalisation Titre 2 | Réalisation Autres titres | Réalisation Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| activités des forces navales | | | | | | |
| 03.05 – Ressources humaines des forces navales | | 52 635 075 | **52 635 075** | | 60 194 554 | **60 194 554** |
| 03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales | | 1 926 063 147 | **1 926 063 147** | | 1 934 561 247 | **1 934 561 247** |
| 03.08 – Environnement opérationnel des forces navales | | 82 563 558 | **82 563 558** | | 180 488 493 | **180 488 493** |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Autorisations d'engagement Réalisation | Crédits de paiement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Crédits de paiement Réalisation |
|---|---|---|---|---|
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 5 233 656 855 | 3 719 274 518 | 2 281 564 228 | 2 321 149 071 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 5 202 201 026 | 3 689 318 689 | 2 250 108 399 | 2 291 193 242 |
| *03.01 – Commandement et activités des forces navales* | *468 314 879* | *238 968 310* | *301 527 811* | *228 105 472* |
| *03.05 – Ressources humaines des forces navales* | *48 513 400* | *56 383 764* | *46 836 930* | *56 243 148* |
| *03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales* | *4 606 788 380* | *3 263 506 456* | *1 826 407 070* | *1 859 496 651* |
| *03.08 – Environnement opérationnel des forces navales* | *78 584 367* | *130 460 158* | *75 336 588* | *147 347 971* |
| Subventions pour charges de service public | 31 455 829 | 29 955 829 | 31 455 829 | 29 955 829 |
| *03.01 – Commandement et activités des forces navales* | *31 455 829* | *29 955 829* | *31 455 829* | *29 955 829* |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 99 239 718 | 95 265 449 | 111 980 192 | 104 250 594 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 99 239 718 | 94 609 274 | 111 980 192 | 100 389 216 |
| *03.01 – Commandement et activités des forces navales* | | *114 987* | | *126 858* |
| *03.05 – Ressources humaines des forces navales* | *5 143 525* | *1 962 346* | *5 097 145* | *3 161 606* |
| *03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales* | *87 368 642* | *64 842 411* | *99 656 077* | *72 037 584* |
| *03.08 – Environnement opérationnel des forces navales* | *6 727 551* | *27 689 531* | *7 226 970* | *25 063 168* |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 656 174 | | 3 861 378 |
| *03.01 – Commandement et activités des forces navales* | | *138 199* | | *1 192 699* |
| *03.05 – Ressources humaines des forces navales* | | | | *88 800* |
| *03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales* | | *440 692* | | *2 385 115* |
| *03.08 – Environnement opérationnel des forces navales* | | *77 284* | | *194 765* |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 7 897 390 | | 8 538 258 |
| Transferts aux ménages | | -128 | | -128 |
| *03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales* | | *-128* | | *-128* |
| Transferts aux autres collectivités | | 7 897 518 | | 8 538 386 |
| *03.01 – Commandement et activités des forces navales* | | *14 929* | | *13 772* |
| *03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales* | | | | *642 025* |
| *03.08 – Environnement opérationnel des forces navales* | | *7 882 589* | | *7 882 589* |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | 701 000 | 701 000 | 701 000 | 701 000 |
| Dotations en fonds propres | 701 000 | 701 000 | 701 000 | 701 000 |
| *03.05 – Ressources humaines des forces navales* | *701 000* | *701 000* | *701 000* | *701 000* |
| **Total** | **5 333 597 573** | **3 823 138 356** | **2 394 245 420** | **2 434 638 923** |

*Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :*

- *les retraits d'engagements juridiques basculés ;*
- *les recyclages d'AE ;*
- *les rétablissements de crédits ;*
- *la correction des éventuelles erreurs d'imputation.*

## Sous-action 03.01
## Commandement et activités des forces navales

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Outre l'accomplissement des missions permanentes et la participation à l'action de l'État en mer, la marine a participé aux opérations extérieures sur l'ensemble des théâtres concernés et a été présente en permanence dans cinq zones maritimes d'opérations :

- Océan Indien et Golfe persique, où elle manifeste sa présence le long d'une des routes maritimes vitales pour nos approvisionnements, en luttant contre les trafics de drogues et la piraterie. A la suite des attaques intervenues sur des pétroliers aux abords du détroit d'Ormuz, elle a renforcé sa présence et apporte une contribution essentielle à l'opération EMASOH ;
- Méditerranée orientale : face à la Syrie, la marine renseigne sur la situation de ce théâtre afin de maintenir une autonomie d'appréciation nationale. Elle se tient notamment en mesure de renseigner les autorités nationales sur l'emploi qui est fait des espaces maritimes contestés dans la zone ;
- Méditerranée centrale : présence de la marine dans le cadre de l'opération SOPHIA de lutte contre les réseaux de trafic de migrants. La détérioration de la situation en Libye et la volonté européenne d'agir contre les trafics d'armes pourraient se traduire par une implication de la marine à une nouvelle opération EUNAVFORMED ;
- Atlantique nord : la marine fait face depuis plusieurs années à une intense activité sous-marine. Elle participe par ailleurs aux mesures de réassurance de l'OTAN en Baltique et en mer de Norvège ;
- Golfe de Guinée : mission de prévention et de transfert de savoir-faire en matière de sécurité maritime vers les nations riveraines.

Par ailleurs l'année 2019 a vu un déploiement du groupe aéronaval jusqu'en Asie du sud-est et une participation à l'opération Chammal.

Ce niveau d'engagement, supérieur aux contrats opérationnels, a nécessité des aménagements en gestion par rapport à la programmation budgétaire.

Une partie de la suractivité des forces navales a été couverte par un abondement de 90 M€ au titre du financement des OPEX.

La marine continue à entretenir des matériels anciens, souvent prolongés dans l'attente de l'arrivée des nouveaux équipements. Cet entretien, et les nombreux aléas techniques induits par l'âge de ces matériels, représentent un poste de dépenses important.

En 2019, un effort a pu être porté sur l'acquisition de petits équipements, notamment au profit des commandos et des fusiliers marins.

2019 est enfin l'année de début de mise en œuvre de l'armement à double équipage de certaines frégates multi-missions et des patrouilleurs de service public. Deux FREMM et un PSP sont passés à deux équipages en 2019 avec, pour équilibrer la manœuvre en ressources humaines, le désarmement anticipé des frégates anti-aérienne *Cassard* et anti-sous-marine *Primauguet*.

### DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

#### 1. DESCRIPTION

L'agrégat fonctionnement est composé de deux opérations stratégiques (OS) :

- l'OS « activités opérationnelles » (AOP) qui regroupe les dépenses liées à la préparation opérationnelle et à l'activité des forces et intègre en particulier les dépenses en carburants opérationnels ;
- l'OS « fonctionnement et activités spécifiques » (FAS) qui regroupe les dépenses nécessaires à la gestion et à la formation du personnel de la Marine ainsi qu'au fonctionnement courant des unités.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Activité et entraînement des forces | 250 136 331 | 4 800 000 | 95 913 401 | - 159 022 930 | 60 849 136 | 4 800 000 | 74 705 353 | 9 056 217 |
| OB | Système d'information et de commandement | 3 987 226 | - | 7 060 162 | 3 072 936 | 3 987 226 | - | 5 404 808 | 1 417 582 |
| OB | Alimentation | 10 609 243 | 1 000 000 | 4 325 684 | - 7 283 559 | 9 949 257 | 1 000 000 | 3 462 215 | - 7 487 042 |
| OB | Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 5 886 803 | - | 1 822 417 | - 4 064 386 | 5 886 803 | - | 1 683 926 | - 4 202 877 |
| OB | Carburéacteur | 57 011 466 | - | 54 721 667 | - 2 289 799 | 57 011 466 | - | 54 721 667 | - 2 289 799 |
| OB | Combustible de navigation | 69 361 278 | - | 101 137 685 | 31 776 407 | 69 361 278 | - | 101 079 407 | 31 718 129 |
| OB | Déplacement et transports | 11 664 454 | - | 18 406 877 | 6 742 423 | 10 489 195 | - | 18 579 020 | 8 089 825 |
| **Total** | | **408 656 801** | **5 800 000** | **283 387 883** | **- 131 068 908** | **217 634 361** | **5 800 000** | **259 636 395** | **36 302 034** |

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | mobilité des personnels | 24 082 289 | - | 23 169 350 | - 912 939 | 22 970 533 | - | 23 161 134 | 190 601 |
| OS | Subventions et transferts | 32 298 569 | - | 30 798 639 | - 1 499 930 | 32 298 569 | - | 30 798 639 | - 1 499 930 |
| OS | communication et relations publiques | 940 680 | - | 1 394 613 | 453 933 | 940 680 | - | 1 530 259 | 589 579 |
| OS | fonctionnement courant | 6 354 001 | - | 7 671 355 | 1 317 354 | 6 324 001 | - | 7 635 893 | 1 311 892 |
| OS | Prestations intellectuelles | 301 000 | - | 242 595 | - 58 405 | 301 000 | - | 111 708 | - 189 292 |
| OS | soutien des ressources humaines | 22 431 111 | 2 000 000 | 27 524 755 | 3 093 644 | 21 868 397 | 2 000 000 | 27 352 076 | 3 485 679 |
| **Total** | | **86 407 650** | **2 000 000** | **90 801 306** | **2 393 656** | **84 701 180** | **2 000 000** | **90 589 708** | **3 888 528** |

**OS AOP**

L'OS AOP présente une sous consommation de 131 M€ en AE et une surconsommation de 36,3 M€ en CP.

OB « activités et entrainement des forces »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -159 M€ en AE et de +9 M€ en CP.

Il s'explique principalement par le report de la contractualisation du marché d'affrètement de deux remorqueurs d'intervention, d'assistance et de sauvetage (RIAS) à la suite d'un référé précontractuel annulant la procédure d'achat et induisant la restitution des 164 M€ d'AE provisionnées en LFI pour ce besoin.

Par ailleurs le niveau soutenu de l'activité opérationnelle a conduit à une augmentation du besoin en dépenses d'escale (+6 M€ en AE et +8 M€ en CP).

OB « système d'information et de commandement »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +3 M€ en AE et +1,4 M€ en CP, est lié à des besoins supplémentaires à la suite de la mise en service du programme COMCEPT (Complément de Capacités en Elongation, Projection et Théâtre) qui permet de doter les armées d'un nouveau moyen de communication complémentaire à SYRACUSE. Cette mise en service augmente notamment le débit de communication (bande passante) des unités.

OB « alimentation »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -7,2 M€ en AE et -7,4 M€ en CP. Il résulte principalement des transferts en gestion des crédits liés à l'alimentation embarquée de l'action 03 vers l'action 05, sous-action 85 service du

commissariat des armées, au profit de l'OB « alimentation », sur laquelle est imputée la fourniture des denrées en métropole.

OB relatives aux carburants opérationnels

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2019 (m3) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3) | Consommation (€) |
|---|---|---|---|
| Carburéacteur (F-34) | 43 197 | 706,80 | 30 531 983 |
| Carburéacteur (F-44) | 17 088 | 730,46 | 12 481 750 |
| Combustibles de navigation*, en m3 | 154 486 | 613,27 | 94 742 281 |
| Divers (Huiles, graisses et autres) | | | 7 230 549 |

L'écart constaté concernant l'OB « combustibles de navigation » s'explique principalement par d'importants ravitaillements des pétroliers ravitailleurs dans les ports de La Sude, Augusta et Djibouti (+20 000 $m^3$), à proximité des théâtres d'opération et, par ailleurs, par la mise en conformité avec les nouveaux paliers des stocks stratégiques.

L'OB « autres carburants opérationnels » est en sous consommation car elle intègre en construction budgétaire des ingrédients et lubrifiants maritimes, qui sont *in fine* imputés sur l'OB « combustibles de navigation ».

La sous consommation de l'OB carburéacteur s'explique par l'effet prix du carburant F-44, spécifique à l'aviation embarquée, dont le cours a été inférieur à l'hypothèse utilisée en construction budgétaire.

OB « déplacement et transports »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +6,7 M€ en AE et +8 M€ en CP.

Il provient d'une dotation initiale volontairement contraignante pour inciter à l'économie. La dotation a par la suite été corrigée en gestion pour tenir compte de besoins nouveaux incontournables d'une part, et d'autre part de la revalorisation des taux de remboursement des frais de déplacement augmentant mécaniquement le besoin.

**OS FAS**

L'OS FAS présente une surconsommation de 2,4 M€ en AE et de 3,9 M€ en CP.

OB « subventions et transferts »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -1,5 M€ en AE et en CP.

Il trouve sa source dans une réduction en gestion de la subvention pour charge de service public de l'école navale. La montée en puissance de l'établissement, en particulier dans le domaine RH, n'est pas terminée et induit de façon transitoire des dépenses de fonctionnement qui n'atteignent pas encore le niveau nominal.

OB « communication et relations publiques »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +0,5 M€ en AE et +0,6 M€ en CP, a pour origine l'effort consenti en faveur de l'attractivité et de la fidélisation de personnel pour faire face aux enjeux dans le domaine des ressources humaines.

OB « fonctionnement courant »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +1,3 M€ en AE et en CP, s'explique par des besoins de confection et de remplacement de petits matériels vétustes ou usés à bord des unités embarqués qui ont nécessité de consentir des dépenses supplémentaires en gestion.

OB « prestation intellectuelle »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -0,06 M€ en AE et -0,2 M€ en CP. Il correspond à une budgétisation des dépenses d'assistances à maîtrise d'ouvrage (AMOA) et des prestations d'audit, d'évaluation ou de conseils qui se trouvent en pratique souvent agrégées, par destination, avec les objets soutenus.

OB « soutien des ressources humaines »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +3 M€ en AE et +3,4 M€ en CP.

Il s'explique par le financement d'un plan d'urgence dans le domaine du recrutement, afin de rattraper un sous-recrutement réalisé en 2018.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : DISSUASION

### 1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « Dissuasion » regroupe les dépenses liées au maintien en condition opérationnelle des équipements de la force océanique stratégique.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) =(3) +(4)- (1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | EPM flotte navale | 1 115 316 000 | - | - | 1 084 653 089 | - 30 662 911 | 425 800 000 | - | 318 001 175 | - 107 798 825 |

L'écart sur l'OS « dissuasion », de -30,7 M€ en AE et -107,8 M€ en CP, s'explique par des aléas de maintenance sur le MCO des SNLE qui ont conduit à décaler la programmation d'entretiens.

## OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

### 1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « EPM » regroupe les ressources destinées aux opérations d'entretien des matériels de la force d'action navale, de l'aéronautique navale et des forces sous-marines, hors dissuasion.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) =(3) +(4)- (1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 335 243 | - | - | 240 571 | - 94 672 | 332 758 | - | 190 208 | - 142 550 |
| OB | Démantèlement milieu naval | 9 640 316 | 3 500 000 | - | 354 822 | - 12 785 494 | 1 616 000 | 3 500 000 | 5 410 667 | 294 667 |
| OB | EPM terrestre Marine | 8 093 545 | - | - | 7 958 533 | - 135 012 | 7 934 848 | - | 7 333 479 | - 601 369 |
| OB | EPM flotte navale | 904 341 918 | - | - | 706 142 514 | - 198 199 404 | 806 409 611 | - | 950 263 478 | 143 853 867 |
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 2 422 378 066 | - | - | 1 127 700 672 | - 1 294 677 394 | 607 075 624 | - | 622 183 859 | 15 108 235 |
| OB | EPM Munitions navales | 200 455 615 | - | - | 299 589 994 | 99 134 379 | 44 672 000 | - | 29 764 599 | - 14 907 401 |
| **Total** | | **3 545 244 703** | **3 500 000** | **-** | **2 141 987 107** | **- 1 406 757 598** | **1 488 040 841** | **3 500 000** | **1 815 148 291** | **143 606 450** |

L'OS EPM présente une sous consommation de 1 406 M€ en AE et une surconsommation de 143,56 M€ en CP.

<u>OB « démantèlement milieu aérien »</u>

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -0,09 M€ en AE et -0,14 M€ en CP.

La programmation en matière de démantèlement n'a pas pu être intégralement exécutée en raison de délais de contractualisation plus importants.

OB « démantèlement milieu naval »

L'écart de -12,8 M€ en AE s'explique principalement par le décalage de contractualisation du marché de déconstruction des sous-marins classiques reporté début 2020.

OB « EPM flotte navale »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -198,2 M€ en AE et +143,8 M€ en CP.

En AE, la moindre consommation s'explique par le report à 2020 du marché de remotorisation des missiles ASTER (PAAMS), pour lequel 280 M€ avaient été programmés en 2019. A contrario, l'OB a fait face à une augmentation de besoin de 76,7 M€ en raison de l'activité opérationnelle en OPEX.

L'écart en CP s'explique principalement par :

- des surcoûts OPEX : 76,7 M€ (financés à partir de la ressource obtenue sur les financements complémentaires des OPEX-MISSINT) ;
- des travaux correctifs sur les FREMM et sur le système PAAMS (radar et installation de tir) ayant conduit à augmenter le versement prévu à l'OCCAr (+55 M€) ;
- le report de facturation de 2018 sur 2019 (+16,5 M€).

OB « EPM flottes de l'aéronautique navale »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -1 294 M€ en AE.

En AE, la moindre consommation s'explique principalement par le report à 2020 d'une partie des marchés pluriannuels qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de verticalisation contractuelle du MCO aéronautique :

- marché OCEAN (MCO cellule de l'ATL2) : 701 M€ ;
- marché de MCO des hélicoptères Panther et Dauphin : 300 M€.

Les autres causes de moindre consommation sont :

- la restitution de 200 M€ d'AE prévus pour affectation sur TF suite à l'arrêt du mécanisme dérogatoire des tranches fonctionnelles au profit des travaux du SIAé ;
- le report à 2020 des marchés de location de flottes intérimaires d'hélicoptères légers : 150 M€.

A ces moindres consommations s'ajoutent des évolutions :

- surcoûts liés aux OPEX : 18,7 M€ ;
- augmentation des approvisionnements de rechanges pour le soutien de la disponibilité, en particulier du Rafale : 38 M€.

OB « EPM munitions navales »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +99 M€ en AE et -15 M€ en CP.

En AE, il s'explique par :

- l'augmentation du besoin au profit du marché de remotorisation des missiles Exocet, initialement prévu en deux tranches contractuelles successives respectivement en 2019 et 2020, finalement contractualisé globalement en 2019 : +131 M€ ;
- la contractualisation d'un marché pluriannuel sur 5 ans pour le MCO des torpilles lourdes, initialement prévu sur une durée d'un an : +35 M€ ;
- des aléas et l'acquisition de divers rechanges : +3 M€ ;
- le report à 2020 du marché de MCO des torpilles MU90 : 70 M€.

S'agissant des CP, le glissement de la notification de différents marchés vers la fin de gestion a décalé mécaniquement certains besoins de paiement vers l'année 2020.

**Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)**

| Niveau | Opérations | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 437,14 | 7,80 | 0 | 429,34 | 138,21 | 291,13 |

Il n'y a pas eu d'affectation sur TF en 2019, à la suite de la décision d'arrêt du mécanisme d'affectation sur tranches fonctionnelles au profit des travaux du SIAé.

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

### 1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « EAC » regroupe l'ensemble des opérations liées à l'acquisition et au suivi des petits équipements ou véhicules spécialisés des forces, et au recomplètement des stocks de munitions.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) =(3) +(4)- (1)-(2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OP | EAC-AFAM | 164 972 419 | 1 700 000 | - | 148 739 069 | - 17 933 350 | 185 169 038 | 1 700 000 | 166 109 194 | - 20 759 844 |

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -17,9 M€ en AE et -20,8 M€ en CP.
Il s'explique par le décalage d'une commande de munitions de 76 mm pour un montant de 20 M€.

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|---|
| Sous-action | 13 000 000 | 17 105 033 | | 4 105 033 |

Les ressources inscrites au PAP proviennent majoritairement des recettes issues de cessions. L'écart entre la prévision et l'exécution budgétaire s'explique principalement par le flux des cessions de matériels navals plus fort qu'anticipé.

## SYNTHESE ACTION 3

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Ecart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | 408 656 801 | 5 800 000 | - | 283 387 893 | - 131 068 908 | 217 534 361 | 5 800 000 | 259 636 395 | 36 302 034 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 1 115 316 000 | - | - | 1 084 653 089 | - 30 662 911 | 425 800 000 | - | 318 001 175 | - 107 798 825 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 164 972 419 | 1 700 000 | - | 148 739 069 | - 17 933 350 | 185 169 038 | 1 700 000 | 166 109 194 | - 20 759 844 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 3 545 244 703 | 3 500 000 | - | 2 141 987 107 | - 1 406 757 596 | 1 468 040 841 | 3 500 000 | 1 615 146 291 | 143 605 450 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 86 407 650 | 2 000 000 | - | 90 801 306 | 2 393 656 | 84 701 180 | 2 000 000 | 90 589 708 | 3 888 528 |
| **Total** | | **5 320 597 573** | **13 000 000** | **-** | **3 749 568 485** | **- 1 584 029 108** | **2 381 245 420** | **13 000 000** | **2 449 482 764** | **55 237 344** |

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

### EPM

| Niveau | Description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | EPM flottes de l'aéronautique navale | 437,14 | 7,80 | 0,00 | 429,34 | 138,21 | 291,13 |

## ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | >2021 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 24,18 | 413,90 | 222,78 | 52,62 | 29,20 | 133,48 | 438,08 |
| | | PLR | 23,72 | 283,39 | 259,64 | 41,51 | 5,96 | 0,00 | 307,11 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 547,50 | 1115,32 | 425,80 | 443,90 | 410,19 | 382,92 | 1662,82 |
| | | PLR | 512,29 | 1084,65 | 318,00 | 347,97 | 230,00 | 700,97 | 1596,94 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 258,06 | 166,67 | 186,87 | 130,61 | 72,72 | 34,53 | 424,74 |
| | | PLR | 228,97 | 148,74 | 166,11 | 78,19 | 55,44 | 77,97 | 377,71 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 2394,68 | 3529,14 | 1443,93 | 1259,84 | 927,35 | 2292,70 | 5923,82 |
| | | PLR | 2378,01 | 2280,20 | 1615,15 | 1070,83 | 579,25 | 1392,98 | 4658,21 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 13,30 | 88,41 | 86,70 | 14,30 | 0,14 | 0,57 | 101,71 |
| | | PLR | 7,08 | 90,80 | 90,59 | 7,29 | 0,00 | 0,00 | 97,88 |
| **Total écarts PLR/PLF** | | | -87,63 | -1425,67 | 83,40 | -355,47 | -568,94 | -672,28 | -1513,30 |

## Action 04

### Préparation des forces aériennes

| (y.c. FdC et AdP) | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| **Autorisations d'engagement** | | **4 405 256 786** | **4 405 256 786** | | **4 401 757 132** | **4 401 757 132** |
| 04.02 – Commandement et | | 12 544 647 | **12 544 647** | | 12 202 026 | **12 202 026** |

| (y.c. FdC et AdP) | Prévision LFI Titre 2 | Prévision LFI Autres titres | Prévision LFI Total | Réalisation Titre 2 | Réalisation Autres titres | Réalisation Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| activités centralisées des forces aériennes | | | | | | |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 309 613 070 | **309 613 070** | | 308 883 335 | **308 883 335** |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | 477 257 094 | **477 257 094** | | 462 536 693 | **462 536 693** |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 96 803 085 | **96 803 085** | | 99 301 740 | **99 301 740** |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 3 509 038 890 | **3 509 038 890** | | 3 518 619 833 | **3 518 619 833** |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | | | | 213 505 | **213 505** |
| **Crédits de paiement** | | **2 397 577 418** | **2 397 577 418** | | **2 508 355 604** | **2 508 355 604** |
| 04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes | | 11 878 538 | **11 878 538** | | 12 603 950 | **12 603 950** |
| 04.03 – Activités des forces aériennes | | 310 512 938 | **310 512 938** | | 311 027 980 | **311 027 980** |
| 04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques | | 163 380 978 | **163 380 978** | | 164 022 805 | **164 022 805** |
| 04.05 – Ressources humaines des forces aériennes | | 93 857 711 | **93 857 711** | | 106 305 849 | **106 305 849** |
| 04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes | | 1 817 947 253 | **1 817 947 253** | | 1 914 156 733 | **1 914 156 733** |
| 04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé) | | | | | 238 287 | **238 287** |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Autorisations d'engagement Réalisation | Crédits de paiement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Crédits de paiement Réalisation |
|---|---|---|---|---|
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 4 340 609 460 | 4 344 370 420 | 2 335 106 479 | 2 456 285 760 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 4 340 609 460 | 4 344 370 420 | 2 335 106 479 | 2 456 285 760 |
| *04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes* | *12 544 647* | *10 712 004* | *11 878 538* | *11 160 602* |
| *04.03 – Activités des forces aériennes* | *309 613 070* | *308 481 720* | *310 512 938* | *310 743 164* |
| *04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques* | *477 257 094* | *462 536 693* | *163 380 978* | *164 022 805* |
| *04.05 – Ressources humaines des forces aériennes* | *96 803 085* | *94 890 120* | *93 857 711* | *101 739 568* |
| *04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes* | *3 444 391 564* | *3 467 536 378* | *1 755 476 314* | *1 868 381 335* |
| *04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)* | | *213 505* | | *238 287* |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 64 647 326 | 51 369 699 | 62 470 939 | 46 052 831 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 64 647 326 | 48 220 116 | 62 470 939 | 42 862 261 |
| *04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes* | | *86 233* | | *38 280* |
| *04.03 – Activités des forces aériennes* | | *181 491* | | *64 692* |
| *04.05 – Ressources humaines des forces aériennes* | | | | *154 661* |
| *04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes* | *64 647 326* | *47 952 392* | *62 470 939* | *42 604 628* |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | | 3 149 583 | | 3 190 570 |
| *04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes* | | *18 520* | | *19 800* |
| *04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes* | | *3 131 063* | | *3 170 770* |

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | | 3 575 393 | | 3 575 393 |
| Transferts aux autres collectivités | | 3 575 393 | | 3 575 393 |
| *04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes* | | *1 385 268* | | *1 385 268* |
| *04.03 – Activités des forces aériennes* | | *220 124* | | *220 124* |
| *04.05 – Ressources humaines des forces aériennes* | | *1 970 000* | | *1 970 000* |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 2 441 620 | | 2 441 620 |
| Dotations en fonds propres | | 2 441 620 | | 2 441 620 |
| *04.05 – Ressources humaines des forces aériennes* | | *2 441 620* | | *2 441 620* |
| **Total** | **4 405 256 786** | **4 401 757 132** | **2 397 577 418** | **2 508 355 604** |

*Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :*

- *les retraits d'engagements juridiques basculés ;*
- *les recyclages d'AE ;*
- *les rétablissements de crédits ;*
- *la correction des éventuelles erreurs d'imputation.*

## Sous-action 04.02
## Commandement et activités centralisées des forces aériennes

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

A l'instar du dernier exercice budgétaire, l'année 2019 a été marquée par un très fort niveau d'engagement opérationnel assuré par l'armée de l'air dans le cadre des opérations « Barkhane » et « Chammal ».

Ainsi, près de 30 668 heures de vol ont été effectuées en OPEX par les aéronefs de l'armée de l'air, représentant pour l'aviation de chasse 35 % de son activité et 32 % pour la flotte de transport.

Par ailleurs, l'armée de l'air a poursuivi la formation du personnel qatari dans le cadre de la mise en œuvre des contrats à l'exportation du Rafale.

### DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : « Activités opérationnelles » (AOP) et « Fonctionnement et activités spécifiques » (FAS).

L'opération stratégique AOP regroupe les ressources dédiées au soutien direct de l'activité opérationnelle de l'armée de l'air (activité et entraînement des forces, carburant opérationnel, frais de déplacements).

L'opération stratégique FAS regroupe les ressources destinées au soutien spécifique des forces et du commandement, distinct du soutien commun et du soutien général des forces, réalisés par les bases de défense et financés par la chaîne interarmées du soutien.

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | activité et entraînement des forces | 69 798 415 | 15 547 192 | 91 836 335 | 6 492 728 | 68 375 410 | 15 547 192 | 97 755 503 | 13 832 901 |
| OS | alimentation | 2 190 331 | - | 1 850 643 | - 339 688 | 2 148 059 | - | 1 835 901 | - 312 158 |
| OS | carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation | 8 171 704 | - | 9 943 721 | 1 772 017 | 8 171 704 | - | 10 290 919 | 2 119 215 |
| OS | carburéacteur | 288 707 128 | 6 650 989 | 279 334 655 | 5 976 538 | 288 707 128 | 6 650 989 | 279 335 671 | 5 977 576 |
| OS | déplacement et transports | 38 030 102 | - | 33 110 584 | - 4 919 518 | 37 354 652 | - | 33 381 301 | - 3 973 351 |
| Total | | 394 895 678 | 22 198 181 | 416 075 969 | 8 982 139 | 382 756 991 | 22 198 181 | 422 599 295 | 17 644 143 |

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | mobilité des personnels | 18 010 389 | - | 16 910 823 | - 1 099 566 | 17 657 244 | - | 16 829 338 | - 827 906 |
| OS | prestations intellectuelles | 4 415 339 | - | 2 379 219 | - 2 036 120 | 4 327 828 | - | 1 521 615 | - 2 806 213 |
| OS | communication et relations publiques | 2 428 254 | - | 2 285 003 | - 143 251 | 2 380 126 | - | 2 229 213 | - 150 913 |
| OS | fonctionnement courant | 3 429 944 | 3 301 584 | 11 778 241 | 5 048 713 | 3 389 891 | 3 301 584 | 10 894 584 | 4 223 109 |
| OS | soutien des ressources humaines | 13 849 811 | - | 12 193 735 | - 1 656 076 | 13 565 400 | - | 14 497 247 | 931 847 |
| OS | subventions et transferts | - | - | 4 411 620 | 4 411 620 | - | - | 4 411 620 | 4 411 620 |
| Total | | 42 133 737 | 3 301 584 | 49 958 641 | 4 523 320 | 41 300 489 | 3 301 584 | 50 383 617 | 5 781 544 |

## OPERATION STRATEGIQUE : ACTIVITES OPÉRATIONNELLES (AOP)

L'OS AOP présente une surconsommation de 9 M€ en AE et de 17,6 M€ en CP.

OB « Activité et entraînement des forces »

Les écarts constatés entre l'exécution et les prévisions portées en LFI sont de +6,5 M€ en AE et de +13,8 M€ en CP et s'expliquent essentiellement par **:**

- une augmentation des dépenses d'escale à hauteur de +7,9 M€ en AE et +7,8 M€ en CP, liées à une activité aérienne soutenue ;
- une hausse des dépenses liées à la modernisation de l'instruction et entraînement externalisés à hauteur de +3,8 M€ en AE et +8,9 M€ en CP, résultant notamment de la hausse du nombre de formations liées à l'arrivée des nouvelles flottes et du paiement de formations A400M réalisées de 2015 à 2018 ;
- partiellement compensées par une baisse des dépenses d'activité (-5,2 M€ en AE et 2,9 M€ en CP) engendrée par une rationalisation des besoins spécifiques en matière de transport aérien (transport héliporté en Guyane et amélioration de la disponibilité PUMA), de communications satellitaires (ASTEL S4), et de fonctionnement des établissements techniques.

OB alimentation :

La sous-consommation de -0,3 M€ en AE et CP est due à une mesure d'économies sur les crédits de représentation à caractère alimentaire au profit des autres OB de l'OS AOP.

OB relatives aux carburants opérationnels

Les dépenses en carburant constatées sur cet exercice sont supérieures aux prévisions de +7,7 M€ en AE et de +8,1 M€ en CP du fait d'un effet prix lié à la géographie des approvisionnements.

Volumes et montants facturés en 2019

| Carburants opérationnels | Volume consommé en 2019 (m3) | Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3) | Consommation (€ |
|---|---|---|---|
| Carburéacteur | 371428 | 752,058 | 279 335 671 |
| Autres | | | 10 290 919 |

### OPERATION STRATEGIQUE : FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉ SPÉCIFIQUES (FAS)

L'exécution des dépenses de l'OS FAS est globalement conforme à la prévision. Cette OS affiche une surconsommation de +0,1 M€ en AE et de +1,4 M€ en CP avec des situations contrastées selon les OB.

OB « Mobilité des personnels »

L'écart de -1,1 M€ en AE et de 0,8 M€ en CP est porté par les frais de mutation en métropole, avec un volume réalisé de 5 177 ordres de mutation contre une prévision à 5 745 en LFI.

OB « Prestations intellectuelles »

Concernant cette OB, la sous-consommation de -2,0 M€ en AE et de -2,8 M€ en CP est essentiellement due au glissement calendaire de certains travaux d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans les domaines de la navigabilité des aéronefs, des systèmes d'information et de la logistique.

Cette sous-consommation est par ailleurs légèrement compensée par la montée en puissance de la démarche innovation opérationnelle (plate-forme HAPPI et projets innovants associés).

OB « Fonctionnement courant »

L'exécution de cette OB fait apparaître une surconsommation de +5,0 M€ en AE et de +4,2 M€ en CP, qui correspond d'une part à la ressource transférée par le BOP « soutien des forces » au titre de la ré-internalisation de la fonction accueil/filtrage/gardiennage (+3,6 M€ en AE et +2,0 M€ en CP) et d'autre part à l'accroissement, par nivellement au sein de l'OS FAS, des crédits dédiés à l'amélioration des conditions de vie de l'aviateur.

OB « Soutien des ressources humaines »

L'écart de -1,7 M€ en AE sur cette OB s'explique essentiellement par une consommation inférieure aux prévisions en matière de formation et d'instruction non externalisées.

OB « subventions et transferts »

L'écart de 4,1 M€ en AE/CP est dû au versement en gestion de subventions pour charges de service public et dotations en fonds propres au profit de l'Ecole de l'air, passée sous statut établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel à compter du 01/01/2019.

### DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

### OPERATION STRATEGIQUE : DISSUASION

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes stratégiques (Rafale, C135 et reliquat des dépenses Mirage 2000N).

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | EPM flottes aéronautiques | 448 700 000 | - | - | 436 684 475 | - 12 015 525 | 135 000 000 | - | 139 244 938 | 4 244 938 |

L'écart en AE de -12,0 M€ et en CP de +4,2 M€ entre la consommation et la prévision résulte essentiellement d'imputations opérées en gestion sur l'OS « Dissuasion » au lieu de l'OS « EPM » pour les aéronefs Rafale, Mirage 2000N et C135. Ces écarts sont dus à la complexité contractuelle et à la nature multi-aéronef du soutien qui rendent délicates les imputations en cours d'exécution. L'ensemble des opérations d'entretien programmées ont été réalisées.

### OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes (hors dissuasion).

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Démantèlement milieu aérien | 3 149 059 | - | - | 621 359 | - 2 527 740 | 3 071 432 | - | 1 615 762 | - 1 455 670 |
| OB | Démantèlement milieu terrestre | 181 765 | - | - | 49 635 | - 132 130 | 178 200 | - | 240 824 | 62 624 |
| OB | EPM Flottes aériennes | 3 081 108 825 | 51 193 992 | - | 3 105 173 216 | - 27 129 671 | 1 495 962 565 | 51 193 992 | 1 634 864 365 | 88 107 808 |
| OB | EPM matériel terrestre | 28 331 040 | - | - | 23 097 746 | - 5 233 294 | 27 775 530 | - | 26 412 178 | - 1 363 352 |
| OB | EPM munitions aériennes | 269 958 060 | - | - | 44 725 408 | - 225 232 652 | 91 910 970 | - | 88 884 744 | - 3 046 235 |
| OB | EPM munitions terrestre | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | | 3 382 728 859 | 51 193 992 | - | 3 173 667 364 | - 260 255 487 | 1 618 498 706 | 51 193 992 | 1 751 997 873 | 82 305 175 |

OB « Démantèlement milieu aérien »

La sous-conso de -2,5 M€ en AE et de -1,5 M€ en CP est due au report en 2020 du marché de démantèlement des fuselages C160 entreposés à Châteaudun (marché Lot 4 bis).

OB « EPM Flottes aériennes »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -27,1 M€ en AE et +88,1 M€ en CP.

En AE, l'écart s'explique essentiellement par :

- +270 M€ pour couvrir le marché de verticalisation Cougar-Caracal non programmé en LFI ;
- +115 M€ à partir de la ressource obtenue au titre des surcoûts OPEX-MISSINT ;
- +14,4 M€ de rétablissements de crédits liés à la flotte AUG (avions à usage gouvernemental) ;
- +12 M€ nivelés depuis l'OS « Dissuasion » ;
- +10 M€ de RNF (report de 2018 de +20 M€ compensé par -10 M€ non reçus fin 2019 au titre du soutien à l'export Qatar) ;
- -416,2 M€ suite à l'abandon en 2019 du dispositif de création de tranches fonctionnelles pour le financement du SIAé ;
- -20 M€ à la suite d'une réallocation de ressources au profit des bases de défense ayant principalement impacté l'activité aérienne des flottes Rafale, M2000, CN235 et C135 ;
- -15,9 M€ de réallocation de crédits entre sous-actions pour financer un manque de ressources attendues sur les sous-actions 01-14 et 05-80.

En CP, l'écart est justifié essentiellement par :

- +101,4 M€ à partir de la ressource obtenue au titre des surcoûts OPEX-MISSINT ;
- +14,4 M€ de rétablissements de crédits liées à la flotte AUG (avions à usage gouvernemental) ;
- +10 M€ de RNF (report de 2018 de +20 M€ compensé par 10 M€ non reçus fin 2019 au titre du soutien à l'export Qatar) ;
- -20 M€ à la suite d'une réallocation de ressources au profit des bases de défense ayant principalement impacté l'activité aérienne des flottes Rafale, M2000, A400M, CN235 et C130 ;
- -15,9 M€ de réallocation de crédits entre actions pour financer un manque de ressources attendues sur les sous-actions 01-14 et 05-80.

OB « EPM matériel terrestre »

L'écart observé entre la programmation et l'exécution (-5,23 M€ en AE et -1,37 M€ en CP) s'explique par la contractualisation anticipée en 2018 du marché de MCO MARTHA, permise par des gains économiques dégagés à la suite des négociations avec l'industriel. 15 M€ d'AE pluriannuelles ont ainsi été engagées en 2018 pour couvrir une tranche ferme de trois ans (2019-2021), d'où le moindre besoin de 5 M€ pour la première année d'exécution du contrat MARTHA.

OB « EPM munitions aériennes »

La sous-consommation constatée en AE sur cette OB (-225 M€) s'explique par le report en 2020 de la contractualisation des prestations de rénovation mi-vie des missiles ASTER 30 (-228 M€). Ces prestations sont réalisées par l'intermédiaire de l'OCCAr.

Concernant les CP, l'écart de -3,05 M€ résulte principalement d'un ajustement consécutif à la réalisation effective des travaux industriels.

**Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)**

| Niveau | Description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | EPM flottes aériennes | 720 161 109 | - | - | 720 161 109 | 332 500 879 | 387 660 230 |

Les tranches fonctionnelles de cette OB supportent les dépenses des plans annuels de réparation (PAR) confiés au SIAé.

Aucune ressource en AE n'a été affectée en raison de l'extinction progressive du financement du SIAé au moyen de tranches fonctionnelles.

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

### 1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « EAC » regroupe les crédits destinés à l'acquisition des matériels d'environnement des forces aériennes dont les armements et munitions, les matériels aéronautiques d'environnement (groupes électrogènes, véhicules spécifiques de piste…), les matériels terrestres et sols, les matériels informatiques, les programmes d'équipement en système d'informations logistiques et les matériels NRBC.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OP | EAC-AFAA | 70 108 775,00 | - | - | 122 219 064 | 52 114 289,64 | 143 327 495 | - | 171 109 507 | 27 782 012 |

L'OS EAC présente une surconsommation de +52,1 M€ en AE et de +27,8 M€ en CP.

En AE, l'écart s'explique principalement par :

- une augmentation de +43,3 M€ en AE sur l'OB « armement et munitions » répartie de manière égale entre les surcoûts des opérations extérieures et des acquisitions diverses (bombes MK82 sous-chargées, fusées, kits AASM et leurres) ;
- une augmentation des besoins en matériels SIC de +2,3 M€ en AE, notamment en matière de réseaux et équipements (référentiel bureautique des bases aériennes et plan d'équipement du renseignement d'intérêt air) ;
    - le financement d'un nouveau besoin NRBC (+2 M€) ;
    - les surcoûts associés aux acquisitions de chariots élévateurs thermiques trois tonnes (+3,3 M€), de radios tactiques HARRIS (+0,7 M€) et de répliques d'armes de type *airsoft* (+0,6 M€).

En CP, l'écart s'explique par la prise en compte des surcoûts liés aux opérations extérieures.

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | 76 693 737,00 | 76 407 684 | - 286 053 |

Le niveau consommé en 2019 prend en compte :

- +20,9 M€ de recettes exigibles en 2018 mais perçues en 2019, dont 20 M€ au titre du soutien à l'export Qatar ;
- -20,3 M€ de recettes non perçues en 2019, dont 10,4 M€ seront reportées sur la gestion 2020 (dont 10 M€ au titre du soutien à l'export Qatar).

## SYNTHESE ACTION 4

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Ecart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (ACOP) | 384 825 878 | 22 198 161 | - | 416 075 969 | 8 952 130 | 382 756 991 | 22 198 161 | 422 589 295 | 17 644 143 |
| OS | Dissuasion (DIS) | 448 700 000 | - | - | 436 694 475 | - 12 015 525 | 135 000 000 | - | 139 244 938 | 4 244 938 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 70 104 775 | - | - | 122 219 084 | 52 114 289 | 143 327 495 | - | 171 109 507 | 27 782 012 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 3 392 728 859 | 51 193 992 | - | 3 173 887 394 | - 269 255 457 | 1 618 498 706 | 51 193 992 | 1 751 997 873 | 82 305 175 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 42 133 737 | 3 301 584 | - | 49 956 841 | 4 523 320 | 41 300 489 | 3 301 584 | 50 383 617 | 5 781 544 |
| **Total** | | **4 328 563 049** | **76 693 737** | **-** | **4 198 835 512** | **- 206 651 274** | **2 320 883 681** | **76 693 737** | **2 535 335 231** | **137 757 813** |

## ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2019 | 2019 | 2020 | 2021 | >2021 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (ACOP) | PLF | 30,76 | 405,25 | 403,11 | 32,90 | 0,00 | 0,00 | 436,01 |
| | | PLR | 27,01 | 416,08 | 422,60 | 20,38 | 0,13 | 0,00 | 443,09 |
| OS | Dissuasion (DIS) | PLF | 122,85 | 448,70 | 135,00 | 114,35 | 53,55 | 288,85 | 571,55 |
| | | PLR | 159,80 | 436,68 | 139,24 | 86,26 | 80,71 | 290,27 | 596,48 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 262,82 | 70,10 | 143,33 | 83,81 | 74,55 | 31,24 | 332,93 |
| | | PLR | 220,35 | 122,22 | 171,11 | 98,77 | 73,49 | 1,20 | 342,57 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 2721,40 | 3390,32 | 1596,42 | 1400,98 | 755,02 | 2359,31 | 6111,73 |
| | | PLR | 2092,80 | 3506,17 | 1752,00 | 983,28 | 619,83 | 2243,87 | 5598,77 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 8,83 | 45,44 | 44,80 | 9,47 | 0,00 | 0,00 | 54,07 |
| | | PLR | 20,77 | 49,96 | 50,38 | 19,85 | 0,50 | 0,00 | 70,73 |
| **Total écarts PLR/PLF** | | | -625,93 | 171,29 | 212,87 | -434,99 | -108,46 | -124,06 | -454,64 |

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

| Niveau | Description | AEANE fin 2018 | Retrait sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AEANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OB | EPM flottes aériennes | 720 161 109 | 0 | 0 | 720 161 109 | 332 500 879 | 387 660 230 |

## Action 05

### Logistique et soutien interarmées

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| **Autorisations d'engagement** | | **1 769 770 040** | **1 769 770 040** | | **1 779 816 019** | **1 779 816 019** |
| 05.80 – Fonction santé | | 359 040 309 | **359 040 309** | | 284 659 089 | **284 659 089** |

| (y.c. FdC et AdP) | Prévision LFI Titre 2 | Prévision LFI Autres titres | Prévision LFI Total | Réalisation Titre 2 | Réalisation Autres titres | Réalisation Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | 676 692 303 | **676 692 303** | | 649 393 515 | **649 393 515** |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 138 176 953 | **138 176 953** | | 133 200 344 | **133 200 344** |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 32 646 328 | **32 646 328** | | 19 199 601 | **19 199 601** |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 563 214 147 | **563 214 147** | | 693 363 470 | **693 363 470** |
| **Crédits de paiement** | | **1 664 378 726** | **1 664 378 726** | | **1 793 282 360** | **1 793 282 360** |
| 05.80 – Fonction santé | | 280 654 624 | **280 654 624** | | 289 831 990 | **289 831 990** |
| 05.82 – Soutien des forces par les bases de défense | | 685 354 964 | **685 354 964** | | 675 087 533 | **675 087 533** |
| 05.83 – Soutiens complémentaires | | 145 487 209 | **145 487 209** | | 142 674 359 | **142 674 359** |
| 05.84 – Service interarmées des munitions | | 18 774 831 | **18 774 831** | | 13 433 215 | **13 433 215** |
| 05.85 – Service du commissariat aux armées | | 534 107 098 | **534 107 098** | | 672 255 262 | **672 255 262** |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie | Autorisations d'engagement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Autorisations d'engagement Réalisation | Crédits de paiement Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Crédits de paiement Réalisation |
|---|---|---|---|---|
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 1 696 151 192 | 1 717 480 611 | 1 606 978 906 | 1 726 303 498 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 696 151 192 | 1 717 481 811 | 1 606 978 906 | 1 726 305 996 |
| *05.80 – Fonction santé* | *328 473 343* | *268 357 111* | *250 997 168* | *269 353 345* |
| *05.82 – Soutien des forces par les bases de défense* | *671 859 020* | *628 507 428* | *680 521 681* | *655 717 282* |
| *05.83 – Soutiens complémentaires* | *138 176 953* | *132 984 526* | *145 487 209* | *139 591 592* |
| *05.84 – Service interarmées des munitions* | *13 099 226* | *11 321 829* | *14 245 649* | *11 606 055* |
| *05.85 – Service du commissariat aux armées* | *544 542 650* | *676 310 917* | *515 727 199* | *650 037 722* |
| Subventions pour charges de service public | | -1 200 | | -2 497 |
| *05.82 – Soutien des forces par les bases de défense* | | | | *-1 297* |
| *05.85 – Service du commissariat aux armées* | | *-1 200* | | *-1 200* |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | 73 160 952 | 62 264 034 | 56 941 924 | 65 605 979 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | 54 660 952 | 54 332 225 | 53 441 924 | 60 753 579 |
| *05.80 – Fonction santé* | *30 109 070* | *15 597 756* | *29 199 560* | *15 139 798* |
| *05.82 – Soutien des forces par les bases de défense* | *4 833 283* | *20 828 108* | *4 833 283* | *19 371 548* |
| *05.83 – Soutiens complémentaires* | | *161 221* | | *3 007 079* |
| *05.84 – Service interarmées des munitions* | *1 047 102* | *1 105 758* | *1 029 182* | *1 827 161* |
| *05.85 – Service du commissariat aux armées* | *18 671 497* | *16 639 382* | *18 379 899* | *21 407 994* |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État | 18 500 000 | 7 931 809 | 3 500 000 | 4 852 400 |
| *05.80 – Fonction santé* | | *632 848* | | *3 965 965* |
| *05.82 – Soutien des forces par les bases de défense* | | *57 979* | | |
| *05.83 – Soutiens complémentaires* | | *54 597* | | *75 688* |
| *05.84 – Service interarmées des munitions* | *18 500 000* | *6 772 014* | *3 500 000* | |
| *05.85 – Service du commissariat aux armées* | | *414 371* | | *810 747* |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 457 896 | 71 374 | 457 896 | 1 372 882 |
| Transferts aux ménages | 457 896 | 40 806 | 457 896 | 41 627 |
| *05.80 – Fonction santé* | *457 896* | *40 806* | *457 896* | *41 627* |

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Transferts aux entreprises | | -687 | | |
| *05.80 – Fonction santé* | | *-687* | | |
| Transferts aux autres collectivités | | 31 255 | | 1 331 255 |
| *05.80 – Fonction santé* | | *31 255* | | *1 331 255* |
| **Total** | **1 769 770 040** | **1 779 816 019** | **1 664 378 726** | **1 793 282 360** |

*Au sein des JPE des différentes sous actions, les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :*

- *les retraits d'engagements juridiques basculés ;*
- *les recyclages d'AE ;*
- *les rétablissements de crédits ;*
- *la correction des éventuelles erreurs d'imputation.*

## Sous-action 05.80
## Fonction santé

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2019 représente une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la transformation du service de santé des armées « modèle SSA 2020 ». Engagé depuis 2014, ce projet répond à un double objectif : garantir l'excellence du soutien santé opérationnel des forces armées et inscrire le SSA comme acteur à part entière de la santé publique. Afin d'assurer l'adéquation entre performance médicale et performance opérationnelle, ce projet de transformation s'appuie sur trois points clefs : la concentration sur la mission, avec un recentrage des activités ; l'ouverture au service public de santé, nécessaire à la performance technique et à l'efficience économique du service ; la simplification visant à réformer la gouvernance et simplifier les organisations.

Pour 2019, ces principes ont été objectivés par les mesures principales suivantes :

- la poursuite de la démarche de transformation hospitalière, notamment marquée par le renforcement du positionnement des ensembles hospitaliers militaires (EHM) au sein de leur territoire de santé et la consolidation des partenariats entre les ensembles hospitaliers civils et militaires (EHCM) avec un établissement civil de proximité ;
- la finalisation de la transformation de la médecine des forces, marquée d'une part par la première année de plein exercice de la direction de la médecine des forces, et d'autre part, par la stabilisation du fonctionnement des centres médicaux des armées nouvelle génération (CMA NG) ;
- la mise en œuvre pleine et entière du regroupement de l'école du personnel paramédical des armées (EPPA) de Toulon sur le site de l'école de santé des armées (ESA) à Bron ainsi que le déplacement du centre de simulation en médecine opérationnelle sur le site de Sainte-Anne ;
- la poursuite de la valorisation des produits et du savoir-faire du SSA.

Dans ce contexte caractérisé par des évolutions structurantes, le SSA a préservé son excellence en matière de soutien sanitaire, que ce soit au profit des forces armées ou dans le cadre de la santé publique.

### DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

#### 1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement de la fonction santé sont partagées entre deux opérations stratégiques (OS), les activités opérationnelles (AOP) et le fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS AOP regroupe la majeure partie de l'activité « cœur de métier » du SSA avec en particulier, les approvisionnements en produits de santé, le fonctionnement des structures de soin, ainsi que la formation du personnel médical ou paramédical. Elle représente 80 % des dépenses de l'agrégat fonctionnement.

L'OS FAS rassemble les activités de support du fonctionnement des établissements du service au profit du personnel ainsi que des structures. Elle représente 20 % des dépenses de l'agrégat fonctionnement.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

### AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | activités et entraînements des forces | 8 800 641 | - | 8 923 133 | 122 489 | 8 800 641 | - | 10 277 861 | 1 477 220 |
| OB | alimentation | 1 245 581 | - | 1 820 056 | 574 495 | 1 245 581 | - | 1 707 817 | 462 256 |
| OB | soutien santé fonctionnement | 21 702 032 | 44 083 414 | 84 509 666 | 18 683 220 | 25 037 665 | 44 083 414 | 82 314 365 | 13 193 286 |
| OB | système d'information et de commandement | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | soutien santé entraînement | 16 269 328 | 83 962 006 | 105 237 115 | 2 985 780 | 13 886 666 | 83 962 006 | 100 145 183 | 2 296 511 |
| OB | déplacement et transports | 6 787 588 | - | 5 674 507 | - 1 113 081 | 6 787 588 | - | 5 942 181 | - 845 407 |
| | Total | **55 805 140** | **128 045 420** | **206 164 468** | **21 232 904** | **55 758 124** | **128 045 420** | **200 387 410** | **16 583 866** |

L'OS AOP affiche une consommation supérieure à la prévision de 21,2 M€ en AE et de 16,5 M€ en CP.

Cet écart s'explique par :

- des dépenses réalisées par le SSA au profit des forces armées, dans le cadre des opérations extérieures (OPEX) et des missions intérieures (Sentinelle), et au profit du ministère de l'intérieur (1,2 M€), intégralement remboursées en gestion par le financement complémentaire OPEX-MISSINT ;
- des dépenses de sous-traitance et d'externalisation (4,5 M€), essentiellement couvertes par le report de recettes non fiscales de 2018 sur 2019 (4,1 M€) ;
- des dépenses liées à la maintenance des unités médicales opérationnelles (UMO) (6 M€), couvertes par un redéploiement des ressources de l'OS EAC vers l'OS AOP ;
- des dépenses liées à la reprise de la fonction accueil filtrage-gardiennage (6,5 M€), ayant fait l'objet d'un transfert du BOP Soutien des forces vers le BOP SSA ;
- des dépenses supplémentaires liées à l'accroissement de l'activité hospitalière (3 M€), essentiellement couvertes par le mécanisme des atténuations de dépenses (rétablissements de crédits).

<u>OB « activités et entraînements des forces »</u>

Cette opération budgétaire porte l'intégralité des projets de recherche du SSA ainsi que l'ensemble des frais de formation initiale des élèves des écoles (médicaux et paramédicaux) et des formations centralisées par l'école du Val-de-Grâce. La consommation en AE est conforme à la prévision. En CP, la consommation est supérieure à la prévision (+1,5 M€) en raison d'un rattrapage sur le paiement de dépenses de formation.

<u>OB « alimentation »</u>

Cette opération budgétaire finance les repas de service du personnel militaire affecté dans les établissements organiques du SSA. La consommation, en AE (+0,6 M€) et en CP (+0,5 M€), est supérieure à la prévision, du fait notamment d'un remboursement des dépenses d'alimentation supportées par le SSA et remboursées par les différentes armées, directions et services.

OB « soutien santé-fonctionnement et activités »

Cette opération budgétaire regroupe l'activité « alimentation spécifique des malades » relative à l'alimentation des patients des HIA et des donneurs de sang du CTSA, et l'activité « fonctionnement des hôpitaux » qui porte les dépenses de fonctionnement dites « cœur de métier » de l'intégralité des organismes du SSA.

L'écart entre la programmation et l'exécution 2019 (+18,7 M€ en AE et 13,2 M€ en CP) s'explique par :

- la couverture du recours à l'externalisation, qui permet au SSA d'assumer la transition de sa transformation et de faire fonctionner des services indispensables aux HIA (nettoyage des services médicaux, restauration). Le recours à l'externalisation se concentre essentiellement sur les EHCM, notamment les HIA Desgenettes, Robert Picqué et Legouest (4,5 M€) ;
- l'imputation des dépenses de maintenance des équipements opérationnels et la mise à niveau des UMO sur l'activité « fonctionnements des hôpitaux » initialement programmée sur l'OS EAC et pour laquelle un transfert de ressources en AE entre OS a été réalisée (6 M€) ;
- la prise en charge des dépenses relatives au transfert de la fonction accueil-filtrage-gardiennage (6,5 M€) ;
- la prise en charge des dépenses relatives à la prise en charge des transports sanitaires, consécutives à l'entrée en vigueur de la réglementation afférente (1,5 M€).

OB « soutien santé ravitaillement »

Cette opération budgétaire supporte les dépenses relatives à l'acquisition de produits pharmaceutiques, des produits dérivés du sang, des dispositifs médicaux implantables ainsi que des produits et fournitures à usage hospitalier nécessaires à l'activité de soins, tant des HIA que des CMA et des structures de soin déployées à l'étranger. Cette OB porte également les achats de consommables nécessaires à l'organisation des activités et exercices de secourisme et de sauvetage au combat.

Pour 2019, la consommation est supérieure à la prévision de près de 3 M€ en AE et 2,3 M€ en CP. Cet écart s'explique par le dynamisme de l'activité hospitalière des HIA générant une consommation plus élevée de produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux.

OB « déplacement et transports »

Cette opération budgétaire regroupe l'ensemble des dépenses induites par les missions du personnel du service hors activité de formation, ainsi que celles générées par les changements de résidence le transport opérationnel et la livraison du ravitaillement sanitaire dans les structures du service.

La consommation en AE (-1,1 M€) et en CP (-0,8 M€) est moindre par rapport à la prévision en raison, notamment, de la poursuite de la politique de réduction des frais de déplacements.

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | mobilité des personnels | 1 538 040 | 1 500 000 | 2 515 177 | - 522 866 | 1 468 202 | 1 500 000 | 2 468 325 | - 499 938 |
| OB | communication et relations publiques | 80 076 | 784 369 | 1 092 837 | 228 492 | 80 076 | 784 369 | 1 036 032 | 171 587 |
| OB | prestations intellectuelles | 96 315 | 1 100 047 | 3 203 983 | 2 007 623 | 96 315 | 1 100 047 | 3 006 063 | 1 809 703 |
| OB | subventions | 457 896 | - | 174 110 | - 283 786 | 457 896 | - | 1 474 931 | 1 017 035 |
| OB | fonctionnement courant | 475 025 | 12 278 447 | 15 658 075 | 2 904 603 | 1 075 026 | 12 278 447 | 16 068 126 | 2 714 653 |
| OB | location logements familiaux | 171 577 | - | - | - 171 577 | 171 577 | - | - | - 171 577 |
| OB | soutien courant des structures | - | 26 001 643 | 29 429 020 | 3 367 377 | 3 100 026 | 26 001 643 | 29 954 863 | 786 594 |
| OB | soutien des matériels communs | 8 059 | 92 015 | 74 854 | - 25 417 | 8 059 | 92 015 | 100 198 | 127 |
| OB | soutien des ressources humaines | 120 825 | 1 526 493 | 1 756 015 | 93 697 | 120 825 | 1 526 493 | 1 639 633 | - 22 685 |
| | Total | 2 949 411 | 43 365 034 | 53 903 298 | 7 909 846 | 6 601 256 | 43 345 034 | 55 781 179 | 5 834 984 |

L'OS FAS affiche une consommation supérieure de 7,6 M€ en AE et de 5,8 M€ en CP, avec notamment quatre OB concernées par ce dépassement : prestations intellectuelles, subventions, fonctionnement courant et soutien courant

des structures, essentiellement couvertes en gestion par des atténuations de dépenses (rétablissements de crédits), par le report de recettes non fiscales de 2018 sur 2019 (4,1 M€) et par la mise à disposition d'AE supplémentaires par le programme 178 (1 M€).

OB « mobilité des personnels »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses induites par les mutations avec changement de résidence des personnels du SSA.

La consommation en AE et en CP est légèrement inférieure à la prévision (-0,5 M€ en AE et CP).

OB « communication et relations publiques »

Cette opération budgétaire supporte les dépenses de représentation, à destination interne ou externe : frais de représentation à la main des autorités, support de communication, objets promotionnels, livret d'accueil, etc.

L'écart de consommation en AE et en CP constaté s'explique par la réalisation de nouvelles actions de communication en vue de favoriser le recrutement de personnels médicaux et paramédicaux.

OB « prestations intellectuelles »

Cette opération budgétaire supporte principalement les dépenses relatives aux marchés d'assistance et d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du modèle « SSA 2020 ».

La surconsommation affichée en AE (+2 M€) et en CP (+1,8 M€) s'explique d'une part par le rattrapage d'engagements et de paiements au profit d'un cabinet de consultants pour des prestations datant de 2015 (1 M€) et, d'autre part, par la réalisation de prestations externalisées pour l'interprétation de l'imagerie médicale au profit des HIA EHCM, permettant de pallier le sous recrutement en radiologues (1 M€).

OB « subventions »

Cette opération budgétaire est conforme à la prévision en AE. L'écart constaté en CP (1 M€) s'explique par le versement du deuxième appel de fonds de la participation financière du ministère des armées au projet infrastructure des hospices civils de Lyon (HCL) effectué dans le cadre du partenariat entre les HCL et l'HIA Desgenettes (Lyon).

OB « fonctionnement courant »

Cette opération budgétaire couvre principalement les dépenses de télécommunication, de fournitures de bureau et de travaux d'impression. L'exécution 2019 affiche une consommation supérieure en AE (+2,9 M€) et en CP (+2,7 M€) par rapport à la prévision initiale qui s'explique principalement par :

- la poursuite de la démarche de transformation hospitalière dans le cadre du modèle SSA 2020, concrétisée par des dépenses de mises à disposition entrantes au profit des EHCM (1 M€) ;
- la prolongation du marché interministériel de photocopieurs au profit des HIA et le déploiement du nouveau marché (1,3 M€) ;
- la prise en charge des engagements et paiements initialement prévus sur l'OB « location logement domaniaux » (0,2 M€).

OB « soutien courant des structures »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses dédiées à l'entretien et au fonctionnement courant du parc immobilier des organismes du SSA, notamment les travaux de maintien en condition des infrastructures, le paiement des charges locatives et les différentes sources d'énergie. En 2019, il est constaté une consommation supérieure de 3,3 M€ en AE et de 0,8 M€ en CP.

Pour les AE, l'écart s'explique notamment par :

- une hausse du montant des marchés d'énergie (1 M€) ;

- l'ajustement des prestations d'exploitation et de conduite des installations électriques au profit de l'HIA Laveran (0,6 M€) ;
- la réalisation de travaux et d'entretiens locatifs non prévisibles (1 M€).

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)

### 1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique, composée d'une seule opération budgétaire, supporte les dépenses garantissant le maintien à niveau du parc d'équipements du SSA, la montée en puissance des équipements opérationnels, ainsi que les besoins liés aux systèmes d'information et de commandement spécifiques santé.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Soutien santé - Equipement | 46 365 000 | 1 429 292 | - | 40 565 107 | 7 269 199 | 45 475 498 | 1 429 292 | 43 221 709 | - 3 682 080 |

Cette OB correspond aux achats d'équipement opérationnels logistiques santé et aux achats liés à l'entretien des matériels et équipements lourds santé.

L'exécution 2019 affiche, en AE, une consommation inférieure à la prévision initiale de 7,3 M€, qui s'explique principalement par le transfert vers l'OS AOP de la maintenance des équipements opérationnels et de la mise à niveau des UMO, initialement programmée sur l'OS EAC (6 M€).

La sous-consommation constatée en CP (3,6 M€) s'explique, d'une part, par un moindre recours à l'UGAP pour la réalisation des achats d'équipements, engendrant un moindre niveau de versement d'avance et, d'autre part, par la réalisation d'engagements sur la deuxième moitié de l'année, restreignant, du fait des délais de livraison, la capacité de mettre en paiement.

Sur le plan des acquisitions des équipements réalisés en 2019, il convient de souligner les investissements majeurs suivants qui s'inscrivent dans la mise en œuvre du modèle SSA 2020 :

- les équipements du PEO (plan d'équipement opérationnel), avec notamment l'acquisition de deux antennes de réanimation et de chirurgie de sauvetage (ARCS) ;
- la réalisation de la deuxième tranche de la ligne de fabrication de seringues préremplies et de production d'Ineurope nouvelle génération au profit de la PCA ;
- la poursuite du renouvellement des appareils de monitorage au profit des centres médicaux des armées (CMA) ;
- la poursuite du renouvellement des équipements des HIA plateformes (EHM).

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | 172 819 746,00 | 156 642 734 | - 16 177 012 |

Le montant des fonds de concours et attributions de produits reversé sur le BOP HT2 du SSA en 2019 s'élève à 152,5 M€.

L'écart significatif par rapport à la prévision s'explique par la création tardive en 2019 de l'ADP MO-DMI ne permettant pas d'effectuer les recettes sur cette ADP, avec pour conséquence le déversement des recettes associées avec l'application de la clé de déversement.

Après retraitement des données, la SSA atteint le niveau de recettes non fiscales prévu.

## Sous-action 05.82

### Soutien des forces par les bases de défense

Les bases de défense (BdD) sont des organismes interarmées qui répondent aux besoins en matière d'administration générale et du soutien commun (AGSC) émis par les unités qui leur sont rattachées : soutiens communs et financier, soutien vie et administration du personnel.

#### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'organisation du soutien a évolué en 2019 par le regroupement de certaines BdD dont le nombre est passé de 61 à 55 (45 en métropole et 10 outre-mer et à l'étranger) à compter du 1er janvier 2019. Le but de cette concentration est le renforcement de la logique de simplification et de la lisibilité de l'organisation des armées. L'évolution de la cartographie des BdD n'a pas eu d'impact sur le volume global des besoins de financement en 2019, le nombre de formations à soutenir restant inchangé. L'objectif principal des BdD demeure la préservation de la qualité du soutien apporté aux soutenus, tout en systématisant les économies par la mutualisation des moyens et le recours à des marchés pluriannuels.

Cette réforme s'est inscrite dans un contexte qui, comme en 2018, a été marqué par l'accroissement des effectifs à soutenir et le soutien de l'opération *SENTINELLE* tandis que la diminution des effectifs des groupements de soutien des bases de défense (GSBdD) s'est poursuivie. Il en a résulté l'accroissement de la sous-traitance dans certains domaines de prestation de service (entretien des espaces verts, gardiennage, plonge, etc.).

Par ailleurs, cette sous-action a été chargée en 2019 d'assurer la mise en œuvre de certaines mesures du plan « Famille » en participant plus particulièrement à l'amélioration des espaces d'hébergement et de détente, ainsi qu'à l'installation d'équipements multisports.

L'exercice 2019 s'est caractérisé par :

- le soutien à l'opération intérieure *SENTINELLE*, financé intégralement par la mise à disposition de ressources complémentaires (14,54 M€) ;
- des évolutions du périmètre des bases de défense par le transfert en début de gestion, vers les UO du SCA, des ressources dédiées au fonctionnement des charges de restauration régalienne (47,35 M€) et des dépenses « métiers » des GSBdD (4,38 M€) ;
- le transfert vers les armées des ressources dédiées à l'activité accueil-filtrage-gardiennage (29,95 M€ en AE et 15,9 M€ en CP) ;
- des allocations complémentaires pour un montant total de 53,90 M€ afin de pouvoir faire face d'une part aux hausses de coût conséquentes constatées en matière de fluides-énergie, de carburant, de prolongation du marché de reprographie, de fiscalité en outre-mer et à l'étranger et de diverses opérations liées à des restructurations et, d'autre part, pour financer des acquisitions complémentaires d'achat de bus, d'ameublement, de gros outillage et de véhicules de la gamme commerciale ;
- une reventilation de 6 M€ en AE et 7,60 M€ en CP à partir de la sous-action 082 au profit des sous-actions 01-14 et 05-80 afin de financer des priorités du P178.

## DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

### 1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques (OS) : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS), dont le contenu est développé ci-dessous.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

#### AOP

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | déplacement et transports | 24 268 688 | - | 21 742 673 | - 2 526 015 | 26 737 176 | - | 27 713 380 | 956 202 |

#### Commentaires

L'OS AOP est portée par une unique OB « Déplacements et transports » qui regroupe les crédits éponymes : transport des permissionnaires de formations isolées, circuits de ramassage pour les entités excentrées, frais de péage des véhicules non tactiques, frais de déplacements temporaires du personnel affecté en GSBdD ou encore transport de matériel lors des déménagements internes aux BdD.

Elle présente une sous-consommation de 2,5 M€ en AE résultant du transfert des ressources dédiées aux dépenses « métiers » des GSBdD (- 3,3 M€) et de la suractivité liée à l'opération *SENTINELLE* (+ 1 M€).

#### FAS

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | mobilité des personnels | 5 037 899 | - | 5 037 360 | - 29 381 | 4 909 705 | - | 5 312 527 | 402 822 |
| OB | communication et relations publiques | 1 611 608 | - | 1 053 129 | - 558 529 | 1 611 608 | - | 1 222 091 | - 389 567 |
| OB | fonctionnement courant | 266 052 022 | 2 972 477 | 220 090 122 | - 48 934 377 | 236 276 213 | 2 972 477 | 210 773 372 | - 26 475 318 |
| OB | Prestations intellectuelles | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | soutien des matériels communs | 12 675 636 | - | 13 435 227 | 759 591 | 12 675 636 | - | 12 926 483 | 250 847 |
| OB | soutien des ressources humaines | 682 634 | - | 267 810 | - 414 824 | 682 634 | - | 288 603 | - 394 031 |
| OB | soutien courant des structures | 324 022 358 | 8 378 350 | 379 347 663 | 46 946 955 | 358 912 414 | 8 378 350 | 388 390 549 | 21 099 785 |
| OB | location de logements familiaux | 18 982 408 | - | 20 107 307 | 1 123 899 | 22 377 544 | - | 22 860 098 | 482 554 |
| | Total | **629 035 615** | **11 350 827** | **639 338 537** | **1 047 905** | **635 445 804** | **11 350 827** | **641 773 722** | **- 5 022 909** |

#### Commentaires

L'OS Fonctionnement et activités spécifiques présente une sous-consommation de 1,0 M€ en AE et de 5,0 M€ en CP.
Le détail des écarts significatifs par OB figure ci-dessous :

<u>OB « Communication et relations publiques »</u>

Les sous-consommations de -0,6 M€ en AE et -0,4 M€ en CP entre les dépenses et les prévisions s'expliquent par le transfert des dépenses « métiers » des GSBdD (partie communications et relations publiques) vers le SCA.

<u>OB « Fonctionnement courant »</u>

Les écarts constatés sur cette OB (- 48,9 M€ en AE et - 26,5 M€ en CP) s'expliquent principalement par :

- le transfert vers d'autres UO des ressources dédiées au fonctionnement des charges de restauration régalienne, suite à une évolution de périmètre de soutien ( 47,4 M€ en AE et CP) ;
- le transfert de l'activité accueil filtrage-gardiennage (- 30 M€ en AE et - 15,9 M€ en CP), principalement vers les BOP d'armées ;

- le report à 2020 de la notification du marché multiservices pluriannuel « MMS CREIL »;
- un surcoût de 9,5 M€ en AE et 7,5 M€ en CP lié aux deux marchés de prolongation pour les imprimantes SOLIMP 2, afin d'assurer la transition avec le marché SOLIMP 3 ;
- une surconsommation liée à l'opération intérieure *SENTINELLE* (11 M€ en AE et CP) ;
- des dépenses supplémentaires financées par une partie de l'allocation complémentaire de 53,9 M€ dans les domaines ameublement mobilier de bureau (9,5 M€ en AE et 7 M€ en CP) et gros outillage (2,5 M€ en AE et 2 M€ en CP) ;
- une surconsommation de 3,2 M€ en AE et CP par rapport aux prévisions initiales en matière de fiscalité en outremer et à l'étranger (dont + 1,5 M€ liés à l'instauration de la taxe générale à la consommation (TGC) en Nouvelle-Calédonie et + 0,5 M€ liés à la mise en place d'une TVA aux EAU) ;
- un surcoût lié au carburant de 5,6 M€ en AE et CP ;
- une dépense supplémentaire de fournitures et mobilier de bureau (+3,8 M€ en AE et CP) pour assurer le soutien au niveau local.

OB « Soutien des ressources humaines »

L'écart de -0,4 M€ en AE et CP entre prévisions et dépenses s'explique par le transfert des crédits métiers GSBdD vers les UO du SCA.

OB « Soutien courant des structures »

Cette OB présente un écart important par rapport aux prévisions de la LFI (+46,9 M€ en AE et +21,1 M€ en CP) qui s'explique principalement par :

- un surcoût important dans le domaine des énergies fluides (+33,1 M€ en AE et 11,3 M€ en CP) du aux prix en hausse des marchés de gaz et d'électricité, qui ont généré des dépenses supplémentaires (+14,3 M€, financés sur l'allocation complémentaire de 53,9 M€) et entrainé une nouvelle estimation des marchés à venir (+18,8 M€ d'AE supplémentaires) ;
- des consommations supérieures aux prévisions sur des marchés de sous-traitance pour compenser les déflations du personnel de soutien et un accroissement des prestations visant à répondre aux sollicitations des formations soutenues (besoin supérieur aux estimations de l'ordre de + 9 M€ en AE et + 5 M€ en CP). Ces prestations portent sur les espaces verts, la sécurité incendie, le nettoyage des locaux et le ramassage des déchets ;
- la mise en œuvre de projets d'envergure (MRTT et pôle Cyber de Rennes) qui a généré une dépense supplémentaire de 2 M€ en AE et CP ;
- le surcoût lié à l'activité de l'opération *SENTINELLE* (+1,9 M€ en AE et CP) ;
- les transferts réalisés au profit des UO BdD dont le soutien des stagiaires étrangers (+ 0,9 M€).

OB « Location de logements familiaux »

Cette OB porte le contrat « GOLFEAU » de location pour 30 ans de logements familiaux au profit du personnel affecté aux Émirats Arabes Unis. Ce contrat étant rédigé en monnaie locale, son coût fluctue avec le taux de change.

Le nombre de logements supplémentaires pris à bail en 2019 (21 appartements pour accueillir des effectifs supplémentaires) explique l'écart de +1,1 M€ en AE et +0,5 M€ en CP.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

### 1. DESCRIPTION

Cette OS recouvre l'acquisition de poids lourds de la gamme commerciale dans le cadre de la remise à niveau du parc ainsi que l'achat et le maintien en condition opérationnelle (MCO) des véhicules de transport en commun.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | achat et entretien de véhicules spécialisés | 12 027 178 | - | - | 19 827 748 | 7 800 570 | 11 801 155 | - | 20 861 364 | 9 060 209 |

**Commentaires**

L'écart en AE (+7,8 M€) porte principalement sur l'acquisition supplémentaire de bus à hauteur de 7,4 M€.

L'écart en CP de +9,1 M€ trouve son origine dans le paiement des avances pour l'achat de bus supplémentaires en 2019 (+6 M€) et dans le paiement intégral des bus commandés en fin d'année 2018 (+2,5 M€). Le reste du surcoût (+0,5 M€) est imputable à la hausse des dépenses du maintien en condition des bus.

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | 11850827 | 8 176 386 | - 3 174 441 |

**Commentaires**

L'exécution FDC-ADP des bases de défense est inférieure de -3,2 M€ par rapport à la prévision.

L'écart entre la prévision et le réalisé s'explique principalement par une baisse de l'activité, se traduisant par une réduction du nombre de nuitées effectuées par le personnel du ministère dans le cadre de missions.

En outre, un changement de procédure est intervenu au 1er janvier 2019 : les recettes qui étaient auparavant collectées et remontées par les trésoriers sont désormais gérées par les caisses des cercles. L'application de cette nouvelle procédure a généré pour certaines bases de défense un retard dans la remontée des recettes, provoquant un report de celles-ci sur 2020.

### Sous-action 05.83
### Soutiens complémentaires

La sous-action regroupe l'ensemble des unités et activités interarmées concourant au soutien des forces en métropole, en outre-mer et à l'étranger, essentiellement dans le domaine de la logistique interarmées.

Elle finance ainsi :

- la compensatrice SNCF pour l'ensemble des effectifs militaires des armées, de la DGRIS et de la DGA ;
- le partenariat public-privé (PPP) relatif aux travaux de réhabilitation et à l'exploitation du centre national des sports de la défense (CNSD) ainsi que la politique du projet « sport 2020 » ;
- les marchés subséquents d'externalisation de la poste interarmées au profit des bases de défense à l'étranger et du soutien bancaire de la légion étrangère ;
- le soutien commun aux opérations de surveillance radiologique et géomécanique du site de Mururoa ;
- l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN coordonné par le service national des oléoducs interalliés (SNOI) ;
- l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMOA) relative au projet « chaîne logistique » au profit des services de maintien en condition opérationnelle des matériels des armées ;

- les opérations de codification OTAN des matériels militaires, réalisées par le centre d'identification des matériels de la défense (CIMD) et en particulier, le projet SACRAL NG qui vise à renouveler le logiciel de gestion de la codification des articles de ravitaillement OTAN ;
- la certification de navigabilité des aéronefs militaires et étatiques par la direction de la sécurité aéronautique d'État (DSAé) ;
- l'interface entre les armées et le monde civil des transports, du bâtiment et des travaux publics assurée par le commissariat aux transports (COMIGETRA) ;
- la mise à disposition du personnel des armées et des services interarmées sur l'intradef des normes ISO via la base intr@normes.

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2019, la sous-action 83 a connu des écarts principalement liés :

- au soutien commun pour les opérations de surveillance radiologique et géomécanique insuffisamment évalué en LFI ;
- au financement des dépenses de fonctionnement de la direction de la maintenance aéronautique (DMAé) créée par le décret n° 2018277 du 18 avril 2018 ;
- à une diminution de la compensatrice SNCF du fait d'un moindre usage de la voie ferrée en raison de la grève du printemps 2018.

## DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

### 1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS), dont le contenu est développé ci-dessous.

Les dépenses de l'OS AOP permettent de financer les besoins générés dans le cadre des activités opérationnelles des organismes relevant de la logistique interarmées et de la politique des sports de la défense.

Les dépenses de l'OS FAS permettent d'honorer les besoins liés au fonctionnement courant des forces et d'organismes interarmées, dans des domaines transverses, ne relevant pas des chaînes chargées du soutien au sein du ministère des armées. Parmi ces postes de dépenses figurent également des opérations spécifiques et innovantes, telles que les externalisations du CNSD et des services de la poste interarmées.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | activité et entraînement des forces | 1 450 000 | - | 1 393 051 | - 60 999 | 1 400 000 | - | 1 597 460 | 191 460 |
| OB | déplacement et transports | 1 988 227 | - | 1 999 732 | 11 505 | 1 988 227 | - | 2 065 477 | 77 250 |
| OB | déconstruction des installations nucléaires | 1 376 935 | - | 1 763 837 | 386 912 | 1 348 128 | - | 1 583 529 | 235 401 |
| OB | Soutien pétrolier - activités | - | - | 6 399 144 | 6 399 144 | - | - | 5 961 857 | 5 961 857 |
| OB | alimentation | - | - | 60 469 | 60 469 | - | - | 8 074 | 8 074 |
| Total | | 4 815 162 | - | 11 616 232 | 6 797 030 | 4 742 355 | - | 11 216 417 | 6 474 062 |

**Commentaires**

OB « Activités et entrainement des forces »

La surconsommation en CP (0,2 M€) s'explique par le paiement de factures (matériels, location d'infra) non réglées sur l'exercice précédent.

OB « Déconstruction des installations nucléaires »

La surconsommation de 0,4 M€ en AE et de 0,2 M€ en CP sur cette OB se justifie par la sous-évaluation en LFI du coût du soutien commun sur l'atoll de Mururoa après la fin du projet « Telsite 2 » (rénovation du système de surveillance de l'atoll de Mururoa).

OB « Soutien pétrolier – activités »

Cette OB n'est pas dotée de crédits budgétaires en LFI car, depuis 2016, elle supporte les frais de déplacement, changements de résidence et dépenses de fonctionnement courant réalisés au profit du SEA qui fonctionne en compte de commerce (contre remboursement). En 2019, les remboursements des dépenses se sont élevés à 6.40 M€ en AE et 6,00 M€ en CP.

OB « alimentation »

L'écart en AE et CP est dû à des erreurs d'imputations.

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | communication et relations publiques | 515 730 | - | 495 801 | - 19 929 | 505 730 | - | 473 450 | - 32 280 |
| OB | compensatrice SNCF | 116 947 900 | - | 112 870 222 | - 4 077 734 | 114 656 861 | - | 112 882 076 | - 1 772 785 |
| OB | prestations intellectuelles | 1 600 000 | - | 441 165 | - 1 158 835 | 1 600 000 | - | 2 479 781 | 879 781 |
| OB | fonctionnement courant | 4 168 570 | - | 2 839 715 | - 1 328 855 | 10 350 181 | - | 8 262 226 | - 2 087 955 |
| OB | soutien des ressources humaines | 230 428 | - | 238 963 | 18 535 | 210 428 | - | 251 123 | 40 700 |
| OB | soutien courant des structures | 8 766 428 | - | 10 944 029 | 2 179 617 | 12 366 355 | - | 13 270 536 | 904 181 |
| OB | Soutien des matériels communs | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | relations bilatérales et Etats-majors interalliés | 17 105 | - | 430 | - 16 735 | 16 826 | - | 430 | - 16 396 |
| Total | | 132 235 209 | - | 127 830 316 | - 4 404 953 | 139 646 381 | - | 127 619 623 | - 2 024 758 |

**Commentaires**

OB « Compensatrice SNCF »

La sous-consommation de la compensatrice SNCF (-4,1 M€ en AE et -1,8 M€ en CP) est liée à la grève du printemps 2018 : le solde des commandes et des factures 2018 exécutées début 2019 était très inférieur à la prévision.

OB « Prestations intellectuelles »

En AE, la sous-consommation de 1,2 M€ est liée au décalage à début 2020 de l'engagement du nouveau marché du projet « chaîne logistique » qui vise à accompagner les services de maintien en condition opérationnelle (MCO) des armées dans l'optimisation de leurs processus de maintenance.

En CP, la surconsommation de 0,9 M€ est liée :

- au paiement, non prévu en LFI, de l'accompagnement (AMOA) de la mise en place de la Direction de la Maintenance Aéronautique créée par le décret n°2018-277 du 18 avril 2018 (+0,6 M€) ;
- au décalage de factures du projet « chaîne logistique », prévues en 2018 et payées en 2019 (+0,3 M€) ;

OB « Fonctionnement courant »

La sous-consommation de 1,3 M€ en AE et 2,1 M€ en CP est liée à :

- des économies réalisées sur le nouveau marché de soutien bancaire de la légion étrangère (-0,4 M€ en AE et -0,2 M€ en CP) ;
- une augmentation des flux de courrier dans le cadre du marché de quatre ans du service postal international pour la défense (SPID) (+ 0,3 M€ en AE) et un report des factures de fin d'année 2019 (-0,2 M€ en CP) ;
- un décalage, de 2019 à 2020, de commandes et de paiements liés au projet SACRAL NG (Système d'aide à la création et à la recherche d'articles pour la logistique de nouvelle génération) (-0,7 M€ en AE et CP) ;
- de projets informatiques programmés et non réalisés (- 0,4 M€ en AE et - 0,9 M€ en CP) ;
- d'économies réalisées sur le fonctionnement courant des organismes soutenus (- 0,15 M€ en AE et - 0,1 M€ en CP).

OB « Soutien courant des structures »

La surconsommation de 2,2 M€ en AE et 1 M€ en CP est liée à :

- l'engagement de certains loyers de fin 2018 du partenariat public-privé (PPP) du CNSD reportés en 2019 et le transfert en provenance des armées des factures d'alimentation et d'hébergement de leurs stagiaires (+1,1 M€ en AE et +1 M€ en CP) ;
- une augmentation de la consommation d'AE suite au renouvellement des marchés d'énergie (+ 1 M€).

OB « Relations bilatérales et Etats-majors interalliés »

Cette OB couvre les engagements internationaux du centre national des sports de la défense (CNSD). La moindre consommation est liée à un engagement initialement prévu en 2019 mais réalisé par anticipation en fin de gestion 2018.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

### 1. DESCRIPTION

Les crédits de cette opération stratégique permettent principalement de financer l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN par le biais d'un contrat passé entre le SNOI et la société TRAPIL. Le SNOI est chargé, sous l'autorité du ministre de l'industrie et du ministre des armées, d'assurer les responsabilités de la France en tant que pays hôte en matière d'administration et d'entretien de la partie du réseau Centre-Europe d'oléoducs de l'OTAN située en France.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | matériel et équipements du sport de haut niveau | 20 612 | - | - | - | - 20 612 | 20 208 | - | - | - 20 208 |
| OB | achat et entretien de véhicules spécialisés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| OB | soutien pétrolier - équipement | - | - | - | 5 592 111 | 5 592 111 | - | - | 3 353 839 | 3 353 839 |
| OB | soutien pétrolier | 1 105 870 | - | - | 1 091 120 | - 10 750 | 1 080 265 | - | 1 050 152 | - 30 113 |
| | Total | 20 612 | - | - | 6 673 231 | 5 580 749 | - | - | 4 403 991 | 3 262 518 |

**Commentaires**

OB « Soutien pétrolier – équipement »

Cette OB couvre l'entretien des installations désactivées de l'OTAN. Elle permet également d'avancer les crédits nécessaires aux dépenses d'entretien des infrastructures et d'acquisition de certains matériels du SEA, non-imputables directement sur le compte de commerce. Un mécanisme de rétablissements de crédits permet ensuite le remboursement de la zone budgétaire depuis le compte de commerce

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Écart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | - | 57 000 | 57 000 |

**Commentaires**

Le CNSD est attributaire d'actions de mécénat (57 000€).

## Sous-action 05.84
### Service interarmées des munitions

Le service interarmées des munitions (SIMu) dispose d'un socle de moyens propres destinés à fournir aux armées une capacité permanente d'opérateur de soutien dans son domaine de compétence : l'acquisition (hors périmètre de la direction générale de l'armement (DGA)), la gestion, le stockage, la maintenance, le ravitaillement en munitions, en tous lieux et en tout temps des forces. Le SIMu assure également la maîtrise technique (sous l'autorité technique de la DGA) de l'élimination des munitions.

Enfin, le SIMu a en charge la préparation opérationnelle des pyrotechniciens militaires.

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2019, le SIMu a poursuivi la mise en œuvre du projet de service « SIMu 2019 » portant notamment sur la diminution du nombre d'emprises et sur le développement du futur système d'informations logistique (SIL) dédié aux munitions.

Par ailleurs, dans la continuité des opérations réalisées depuis 2017, de nouvelles éliminations de munitions ont été réalisées.

Enfin, le SIMu a initié les premières actions visant à améliorer les conditions de stockage des munitions en métropole ainsi qu'en opérations extérieures. Ce plan s'inscrit dans un projet plus large d'optimisation du potentiel et de la durée de vie des munitions, au sein du nouveau projet de transformation « SIMu 2025 » à mettre en œuvre sur la période de la Loi de programmation militaire 2019 - 2025.

### DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement de la sous-action 84 sont concentrées sur l'OS « activités opérationnelles » (AOP) et correspondent principalement aux prestations et fournitures nécessaires aux opérations de stockage et de maintenance des munitions et au développement du futur SIL.

**2. ASPECTS FINANCIERS**

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | soutien munitions activités | 25 181 100 | 200 000 | 15 491 965 | - 9 889 161 | 11 414 212 | 200 000 | 9 142 226 | - 2 471 986 |
| OB | déplacements et transports | 930 501 | - | 1 150 228 | 219 727 | 930 501 | - | 1 163 402 | 232 901 |
| Total | | 26 091 607 | 200 000 | 16 645 174 | - 9 646 433 | 12 344 713 | 200 000 | 10 305 628 | - 2 239 085 |

OB « Soutien munitions - activités »

Les écarts constatés en AE et en CP sont attribuables au projet du système d'informations logistique des munitions (projet SI@Mu).

La moindre consommation en AE (-9,8 M€) est due à la structure même du marché qui n'a pas permis d'engager la totalité des prestations en 2019.

Par ailleurs l'engagement du marché, initialement programmé mi-2019, a fait l'objet d'un report à décembre 2019 entraînant une sous-consommation des crédits de paiement programmés (-2,4 M€).

OB « Déplacements et transports »

La consommation de ressources au titre des frais de déplacement s'est révélée plus importante que la programmation : d'une part, l'UO SIMu a constaté un report de traitement et de liquidation des ordres de mission en fin de gestion 2018 sur 2019 pour approximativement 0,1 M€, d'autre part, des formations supplémentaires non programmées au métier de pyrotechnicien au profit d'ouvriers d'Etat nouvellement recrutés ont été engagées pour 0,1 M€.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATERIELS)

### 1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 liées aux opérations de démantèlement de munitions dites « classiques » et « complexes » conduites par le service interarmées des munitions

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (6) = (3) - (1) - (2) |
| OB | démantèlement des munitions | 5 292 336 | - | - | 907 030 | -4 385 306 | 5 189 537 | - | 1 008 130 | -4 181 407 |

Les opérations de démantèlement de munitions classiques et complexes ont fait l'objet de déprogrammations significatives en 2019 expliquant les sous-consommations en AE et CP.

S'agissant des munitions dites « classiques », l'accord-cadre passé en 2018 par la *NATO support and procurement agency* (NSPA) au profit des 26 nations membres, dont la France (SIMu), a permis par effet de massification du besoin une diminution substantielle des coûts à la tonne.

Par ailleurs, le démantèlement de certaines pièces de missiles Mica, Magic 2 et Aster a fait l'objet d'un report pour une valeur de 1,2 M€ (AE/CP).

## OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

### 1. DESCRIPTION

Cette OS regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 se rapportant aux opérations d'entretien et de renouvellement du matériel roulant dédié aux mouvements logistiques des munitions dans les dépôts du SIMu.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | achat et entretien de véhicules spécialisés | 1 091 368 | - | - | 1 155 580 | 64 212 | 1 040 581 | - | 2 124 416 | 1 083 835 |

Le financement de matériel supplémentaire destiné à la manutention interne aux dépôts de munitions a été rendu possible par la réaffectation de ressources depuis les OS AOP et EPM de la sous-action 84.

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | 200000 | 1338 907 | 1138 907 |

Ce rattachement de crédits par voie d'attribution de produits est rendu possible d'une part au titre des recettes provenant de la rémunération des prestations de production et de transformation de torpilles effectuées par le SIMu au profit d'industriels (Thalès, DCNS) et d'autre part de prestations de stockage de matières pyrotechniques au profit de tiers.

Le dépassement des prévisions est dû à des erreurs de saisie sur les codes fonds.

## Sous-action 05.85
## Service du commissariat aux armées

Le service du commissariat des armées (SCA), en charge de l'administration générale des armées, est organisé selon une logique fonctionnelle autour d'un dispositif resserré dont les centres experts « métiers » à compétence nationale constituent la pierre angulaire. Son expertise dans les domaines de l'administration générale et du soutien commun (AGSC) est mise au service du soutien des forces en métropole, outre-mer, à l'étranger et en opérations extérieures (OPEX).

Chargé des achats pour la vie courante et le transport des forces ainsi que de l'exécution des dépenses relevant du soutien commun au profit des armées, le SCA est également compétent dans les différents domaines du soutien de l'homme – équipements individuels et collectifs, vivres opérationnels et alimentation à terre hors OPEX.

Le SCA réalise en outre le paiement interarmisé de la solde et des frais de déplacement par l'intermédiaire d'une chaîne fonctionnelle dédiée.

Ce service a également la charge du pilotage fonctionnel de la fonction restauration-hôtellerie-loisirs (RHL) avec pour objectif la rationalisation et la professionnalisation de la restauration dans les armées.

L'action du SCA s'inscrit dans le cadre de la démarche dite « de bout en bout » (c'est-à-dire la mise en place d'une chaine de soutien continue, de la conception à la fourniture des prestations) à l'ensemble des domaines de l'AGSC.

Ceux-ci sont organisés selon une logique de filière (restauration-hôtellerie-hébergement-loisirs, habillement, soutien de l'homme, formation, assistance juridique, etc.) jusque dans les groupements de soutien de base de défense (GSBdD), rattachés hiérarchiquement au SCA depuis le 1er septembre 2014.

## PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Dans la continuité de la transformation du SCA engagée les années précédentes, l'année 2019 a vu se poursuivre les expérimentations visant au renforcement du soutien de proximité aux unités opérationnelles à travers la création de pôles commissariat qui, se substituant aux antennes des GSBdD, assureront un soutien modernisé grâce des espaces d'accueil multiservices (projet ATLAS). Parallèlement, le service a poursuivi sa rationalisation en mutualisant certaines fonctions support, notamment logistiques, dans des GSBdD « socles », et en poursuivant la réorganisation de ses centres interarmées du soutien.

L'année 2019 a été marquée par :

- l'entrée en service depuis le 1er octobre 2019 du nouvel entrepôt implanté à Châtres au profit des filières habillement et soutien de l'homme, et l'expérimentation de la distribution par correspondance (DPC) « nouvelle génération » des effets d'habillement ;
- l'entrée en service d'espaces ATLAS (espaces d'Accès en tout Temps et en tout Lieu Au Soutien) ;
- la poursuite du soutien apporté à la mission intérieure *SENTINELLE* ;
- la poursuite de l'équipement en effets de combat de la force opérationnelle terrestre (livraison des premières structures modulaires balistiques du paquet protection et de treillis F3) ;
- la poursuite du déploiement du Wifi gratuit en enceinte militaire pour la métropole (plan famille) ;
- l'optimisation de la chaîne de conditionnement des rations de combat d'Angers ;
- la réalisation de la ration de combat « Forces au contact » (pour les forces spéciales) ;
- les premières expérimentations de l'agence de mobilité des armées (plan famille) ;
- la poursuite des expérimentations en matière d'externalisation de certaines fonctions RHL et habillement ;
- le renouvellement du parc de matériel de campagne (achat de plates-formes douches et laverie) et l'acquisition de conteneurs sport pour permettre la pratique sportive en OPEX ;
- la généralisation de l'utilisation du « Pass SENTINELLE Restauration » au niveau national.

## DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

### 1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS), dont le contenu est développé ci-dessous.

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

**AOP**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | activité et entraînement des forces | 6 889 190 | - | 11 992 488 | 5 103 302 | 6 756 106 | - | 11 541 012 | 4 786 908 |
| OB | déplacement et transports | 27 439 400 | - | 49 613 810 | 22 174 350 | 26 901 431 | - | 49 295 061 | 22 393 630 |
| OB | alimentation | 157 820 375 | 17 044 000 | 199 671 658 | 24 777 283 | 156 756 191 | 17 044 000 | 193 445 941 | 21 637 750 |
| Total | | **192 179 021** | **17 044 000** | **261 277 955** | **52 054 934** | **190 419 726** | **17 044 000** | **254 282 014** | **48 818 288** |

OB « Activité et entraînement des forces »

Cette OB, qui supporte les dépenses relatives aux compléments alimentaires et manifestations spécifiques, présente une surconsommation de 5,1 M€ en AE et 4,8 en CP par rapport à la dotation en LFI. Cet écart s'explique d'une part par l'impact de la mission *SENTINELLE* qui est très consommatrice de compléments alimentaires au profit des militaires engagés sur le terrain (3,2 M€ de surcoûts en AE et CP), et d'autre part par une distribution de ces compléments alimentaires supérieure de 2,0 M€ en AE et 1,6 M€ en CP par rapport aux prévisions afin de mieux

répondre aux besoins des unités (jeunes engagés en écoles militaires, entraînements sportifs, efforts physiques accrus en activités opérationnelles, vigilance requise face au travail en horaires décalés).

OB « Déplacement et transports »

Cette OB présente une surconsommation de 22,2 M€ en AE et de 22,4 M€ en CP. Elle supporte traditionnellement les frais de déplacement du personnel du SCA en mission, le transport des colis dans le cadre de la distribution par correspondance des effets d'habillement ainsi que l'acheminement des denrées alimentaires commandées auprès de l'EDA. Elle a également intégré cette année la prise en charge directe (PCD) des dépenses d'alimentation du personnel en mission, transférées des armées et directions de services (+20,9 M€ en AE et +19,9 M€ en CP, donnant lieu en retour à une moindre dépense sur les frais de mission des armées et services concernés).

Le reste de l'augmentation des dépenses de transport (+1,3 M€ en AE et +2,5 M€ en CP) est imputable à l'élargissement de la distribution par correspondance des effets d'habillement ainsi qu'à une légère augmentation des transports de denrées alimentaires.

OB « Alimentation »

La surconsommation de 24,8 M€ en AE et 21,6 M€ en CP s'explique par le surcoût d'alimentation généré par la mission intérieure *SENTINELLE* à hauteur de 21,8 M€ en AE et CP, et par 3,0 M€ de report d'engagements sur 2019.

**FAS**

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | communication et relations publiques | 975 998 | - | 1 574 034 | 600 036 | 950 900 | - | 1 844 993 | 894 093 |
| OB | prestations intellectuelles | 6 130 000 | - | 3 491 959 | - 2 638 041 | 6 000 000 | - | 4 705 527 | - 1 294 473 |
| OB | fonctionnement courant | 40 881 875 | - | 90 333 931 | 49 472 056 | 38 101 376 | - | 86 500 711 | 48 399 335 |
| OB | Soutien courant des structures | - | - | 28 290 | 28 290 | - | - | 19 900 | 19 900 |
| OB | soutien des matériels communs | 4 559 351 | - | 2 141 594 | - 2 417 757 | 4 469 952 | - | 1 510 053 | - 2 959 899 |
| OB | soutien des ressources humaines | 3 586 051 | - | 2 731 325 | - 852 726 | 3 513 775 | - | 2 491 488 | - 1 022 287 |
| OB | relations bilatérales et Etats-majors interalliés | 515 610 | 257 000 | 319 842 | - 452 768 | 505 500 | 257 000 | 319 842 | - 442 658 |
| OB | mobilité des personnels | 1 676 108 | - | 2 014 325 | 338 157 | 1 621 777 | - | 2 021 377 | 399 600 |
| Total | | 58 296 651 | 257 000 | 102 635 290 | 44 087 239 | 55 197 280 | 257 000 | 99 414 091 | 43 959 811 |

Cette opération stratégique finance la majeure partie des dépenses « métier » des organismes du SCA (direction centrale, centres interarmées du soutien, plateformes commissariat et organismes opérateurs et GSBdD), ainsi que certaines dépenses au profit des aumôniers militaires, hors entretien programmé du personnel (EPP). Elle supporte également la manœuvre de transformation du service du commissariat des armées, notamment l'aménagement des espaces ATLAS, de l'ELOCA de Châtres et des GS socles, et les dépenses liées à la mise en œuvre de la mesure du plan famille relative au Wifi gratuit en enceintes militaires.

OB « Communication et relations publiques »

Cette OB a fait l'objet d'un dépassement de consommation de 0,6 M€ en AE et 0,9 M€ en CP, qui s'explique par des dépenses non programmées de condition du personnel (CONDIPERS), rendues nécessaires dans le contexte actuel de transformation profonde du service, dans le but d'accompagner la conduite du changement et le renforcement du sentiment d'appartenance du personnel.

OB « Prestations intellectuelles »

Dans une perspective de déflation du recours aux cabinets de conseil, le SCA a volontairement réduit ses assistances à maîtrise d'ouvrage (AMOA) en 2019, générant ainsi une sous-consommation de 2,6 M€ en AE et 1,3 M€ en CP sur l'OB « prestations intellectuelles ».

OB « Fonctionnement courant »

La surconsommation de 49,5 M€ en AE et de 48,4 M€ en CP s'explique par :

- la reprise en gestion de toutes les dépenses de fonctionnement des cercles des bases de défense pour 55,9 M€ en AE et 56,8 M€ en CP ;

- un surcoût de 2,7 M€ en AE et CP lié à la mission intérieure *SENTINELLE* et relatif à des marchés de plonge au profit des restaurants accueillant les effectifs *SENTINELLE* ;
- une sous-consommation sur le Wifi gratuit en enceinte militaire (plan famille), issue principalement d'un report en 2020 du wifi outre-mer et une économie de 9,1 M€ en AE et 11,1 M€ en CP.

OB « Soutien des matériels communs »

L'écart sur cette OB par rapport à la programmation est de -2,4 M€ en AE et -3,0 M€ en CP, et s'explique par le report sur 2020 de l'acquisition de matériels de levage et de chariots élévateurs, destinés à équiper les nouveaux hangars des groupements de soutien socles, la rénovation ou la construction de ces derniers ayant pris du retard.

OB « Soutien des ressources humaines »

Le faible niveau des dépenses sur cette OB, inférieur de 0,9 M€ en AE et 1,0 M€ en CP par rapport à la programmation, s'explique par le recours à des prestations moins onéreuses et par la réalisation en régie de certaines formations, notamment les formations liées à la filière Transport.

## DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

## OPERATION STRATEGIQUE : EPP (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DU PERSONNEL)

### 1. DESCRIPTION

L'OS EPP recouvre les dépenses relatives aux acquisitions de gros matériel de restauration collective des cercles interarmées et des centres de production alimentaires (CPA), à l'habillement du personnel militaire des armées, directions et services et au soutien de l'homme (vivres et matériels opérationnels).

### 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart utilisation/ prévision | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecart Consommation /prévision |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (6) = (3) - (1) - (2) |
| OB | soutien collectif | 26 252 662 | 303 000 | - | 46 268 444 | 19 712 582 | 27 676 270 | 303 000 | 45 963 515 | 17 981 239 |
| OB | soutien individuel - service courant | 71 002 770 | - | - | 87 091 530 | 16 088 760 | 70 128 715 | - | 110 752 271 | 40 623 556 |
| OB | soutien individuel - combat | 163 131 445 | 263 000 | - | 194 105 881 | 10 711 436 | 163 144 634 | 263 000 | 149 956 642 | -13 470 992 |
| OB | matériel de restauration collective | 11 909 996 | - | - | 16 378 900 | 4 468 904 | 11 676 467 | - | 22 046 592 | 10 370 115 |
| | Total | 264 877 875 | 566 000 | - | 346 454 744 | 50 981 669 | 272 625 092 | 566 000 | 328 699 009 | 55 509 917 |

OB « Soutien collectif »

Cette OB présente un écart de +19,7 M€ en AE et +18 M€ en CP qui se justifie par :

- la délivrance de vivres opérationnels au titre des OPEX à hauteur de 5,3 M€ en AE et CP ;
- une utilisation intensive des matériels projetés dans le cadre des OPEX, conduisant à une usure prématurée et des surcoûts d'entretien et d'élimination sur place à hauteur de 10,6 M€ en AE et CP ;
- des achats de composants de rations de combat supplémentaires pour 3,8 M€ en AE et 2,1 M€ en CP permis grâce à des réallocations de crédits.

OB « Soutien individuel service courant »

Cette OB présente un écart de +16,1 M€ en AE et +40,6 M€ en CP qui s'explique par :

- une augmentation à hauteur de 16,1 M€ de commandes et 21,6 M€ de paiements d'effets identitaires d'armées et accessoires de service courant, destinés d'une part à reconstituer les stocks de l'ELOCA de Châtres dans le cadre la mise en œuvre de la délivrance par correspondance (DPC) NG, d'autre part à prévenir les ruptures de stocks ;
- le paiement de 19 M€ d'effets d'habillement identitaires commandés en fin de gestion 2018 correspondant à la tenue de sport rénovée (TSR) de l'armée de terre, la tenue de protection de bord de la marine et des effets au profit de l'armée de l'air.

OB « Soutien individuel combattant »

L'OB « soutien individuel combattant » présente un écart de +10,7 M€ en AE et -13,5 M€ en CP s'expliquant par la compensation entre :

- des surcoûts de délivrances d'effets de combat liés aux OPEX et MISSINT (+32,1 M€ en AE et en CP) ;
- un prélèvement de ressources de 5,0 M€ en AE et CP en vue de redoter le soutien apporté par les bases de défense ;
- un prélèvement de ressources de 1,4 M€ en AE et -7,4 M€ en CP destiné à couvrir les surcoûts des OPEX ;
- des reports de commandes (pour 15,1 M€ en AE) et de livraison (pour -33,3 M€ en CP) d'effets multiples en raison d'une part de problèmes liés aux fournisseurs, d'autre part de la mise en œuvre du SI OPTISTOCK qui établit les commandes et les livraisons au plus juste des besoins de recomplètement des stocks. Les ressources ainsi dégagées et réallouées ont permis de financer globalement les engagements et paiements non programmés d'effets identitaires, évoqués dans l'OB « soutien individuel service courant ».

OB « Matériels de restauration collective (MRC) »

Comme en 2018, la ressource initiale de 11,9 M€ en AE et de 11,7 M€ en CP dédiée aux MRC était nettement insuffisante au regard du vieillissement du parc, des besoins de renouvellement et des acquisitions à réaliser dans le cadre des projets nouveaux d'organismes de restauration. Pour la gestion 2019, l'OB présente un écart de +4,5 M€ en AE et +10,4 M€ en CP s'expliquant ainsi :

- des besoins en maintenance classique supérieurs de 1,4 M€ en AE et 2,3 M€ en CP par rapport à la programmation initiale ;
- des surcoûts de maintenance de matériels suremployés sur les sites de restauration accueillant les militaires participant à la mission « SENTINELLE » pour un montant de 0,9 M€ en AE et CP ;
- des besoins d'acquisition de matériels nouveaux supérieurs de 2,2 M€ en AE et 7,2 M€ en CP par rapport à la programmation initiale.

Ces consommations supérieures de ressources ont été permises grâce à des réallocations de crédits entre OB de la sous-action 85.

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | 17867000 | 18353399 | 486399 |

**Commentaires**

Les attributions de produits et fonds de concours perçus en gestion 2019 sont conformes aux prévisions du PAP.

Synthèse ACTION 5

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Ecart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OS | Activités opérationnelles (ACOP) | 364 241 657 | 145 289 420,00 | - | 517 446 696 | -12 083 381 | 268 022 090 | 145 289 420,00 | 523 905 044 | 10 593 534 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | 60 000 001 | 1 426 262,00 | - | 68 181 600 | 6 740 337 | 59 417 107 | 1 426 262,00 | 70 596 475 | 9 747 106 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | 5 293 328 | - | - | 907 050 | -4 386 278 | 5 189 527 | - | 1 088 126 | -4 101 401 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | 364 877 075 | 500 000,00 | - | 346 425 220 | -18 951 855 | 272 020 092 | 500 000,00 | 328 089 465 | 55 569 373 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | 822 511 346 | 54 952 891,00 | - | 923 107 436 | 45 643 227 | 806 888 751 | 54 952 891,00 | 954 588 610 | 92 746 968 |
| Total | | 1 357 502 407 | 202 237 573 | - | 1 857 328 001 | 97 359 041 | 1 402 141 153 | 202 237 573,00 | 1 938 762 730 | 174 414 024 |

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2019 | 2019 | 2020 | 2021 | >2021 | Total |
| OS | Activités opérationnelles (AOP) | PLF | 100,65 | 447,79 | 431,57 | 90,52 | 17,46 | 8,89 | 548,45 |
| | | PLR | 95,91 | 517,45 | 503,91 | 91,93 | 4,19 | 12,83 | 612,86 |
| OS | Equipements d'accompagnement (EAC) | PLF | 63,00 | 62,01 | 60,65 | 27,52 | 13,26 | 24,00 | 125,43 |
| | | PLR | 37,96 | 68,76 | 70,59 | 25,30 | 3,84 | 8,99 | 108,72 |
| OS | Entretien programmé du matériel (EPM) | PLF | 0,26 | 5,29 | 5,19 | 0,39 | 0,00 | 0,00 | 5,58 |
| | | PLR | 0,05 | 0,97 | 1,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1,01 |
| OS | Entretien programmé du personnel (EPP) | PLF | 243,02 | 295,46 | 273,19 | 203,64 | 61,64 | 0,00 | 538,47 |
| | | PLR | 208,00 | 346,43 | 328,70 | 136,99 | 19,90 | 68,83 | 554,43 |
| OS | Fonctionnement et activités spécifiques (FAS) | PLF | 667,15 | 877,46 | 891,84 | 370,23 | 115,33 | 165,20 | 1541,61 |
| | | PLR | 670,10 | 923,71 | 934,59 | 396,92 | 121,52 | 145,78 | 1598,81 |
| Total écarts PLR/PLF | | | 43,10 | 169,30 | 176,16 | -90,15 | -57,93 | 36,13 | 106,20 |

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

| Niveau | Description | AE ANE fin 2018 | Retraits sur affectation | Affectations AE 2019 | TOTAL | Engagements 2019 | AE ANE fin 2019 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OS | Equipement d'accompagnement (EAC) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

## Action 06
## Surcoûts liés aux opérations extérieures

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | | 630 060 671 | **630 060 671** | | 449 109 685 | **449 109 685** |
| Crédits de paiement | | 630 060 671 | **630 060 671** | | 448 601 110 | **448 601 110** |

*Les éléments présentés intègrent à la consommation brute Chorus :*

- *les retraits d'engagements juridiques basculés ;*
- *les recyclages d'AE ;*
- *les rétablissements de crédits ;*
- *la correction des éventuelles erreurs d'imputation.*

Les crédits de cette action sont destinés à financer les dépenses supplémentaires liées aux opérations extérieures. Ces dépenses recouvrent notamment des coûts liés au transport stratégique, aux contrats d'externalisation, aux contributions budgétaires aux opérations militaires de l'UE et de l'OTAN, et aux surcoûts de fonctionnement.

### PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2019 a été marquée par les faits suivants :

- opération BARKHANE : maîtrise des effectifs en dépit de l'activité opérationnelle ;
- opération CHAMMAL : projection du groupe aéronaval, baisse de l'activité aérienne, réarticulation du dispositif ;
- opération DAMAN : stabilité de l'activité opérationnelle et des effectifs liée à l'intégration d'une compagnie finlandaise ;
- DétAO RCA : légère baisse des effectifs et de l'activité, préparation de l'emménagement de l'European Union Training Mission (EUTM) sur le camp de M'Poko.

Au total, ces quatre théâtres d'opérations extérieures concentrent plus de 90% des surcoûts et des effectifs déployés.

La Bande sahélo-saharienne est la première des zones d'engagement des armées françaises. Ce théâtre, à forte composante terrestre, représente presque deux tiers de l'effectif total déployé (4 737) et 65 % du montant total des surcoûts OPEX (805 M€).

L'opération CHAMMAL, opération à dominante aéronautique qui matérialise l'engagement français dans le cadre d'une coalition de circonstance au Proche-Orient, représente un peu plus de 21 % des surcoûts (265 M€) pour un peu plus de 17 % de l'effectif total déployé.

L'opération DAMAN au Liban s'est caractérisée en 2019 par sa stabilité en effectif (688 personnes), avec un surcoût qui s'établit à 59,2 M€ (49,9 M€ en 2018).

En RCA l'effectif moyen projeté en 2019 au sein du DétAO est passé à 182 hommes (188 hommes en 2018). Les surcoûts afférents connaissent une décroissance proportionnelle (24,1 M€ contre 25,9 M€ en 2018).

## OPERATION STRATEGIQUE : OPEX

### 1. DESCRIPTION

OB « actions civilo-militaires »

Les actions civilo-militaires (ACM) sont des actions menées au profit de la population locale permettant l'intégration de la force française dans son environnement (1,15 M€).

OB « externalisation »

Cette opération budgétaire concerne les prestations de soutien (gestion de camp, alimentation, hébergement, etc.) assurées

- soit par l'économat des armées (EdA) dans le cadre de la convention EXTER (49,1 M€) ;
- soit au travers de contrats de sous-traitance passés par les forces auprès d'autres pourvoyeurs de services (70,1 M€).

OB « soutien aux forces »

Les crédits de cette opération budgétaire servent à couvrir les dépenses d'alimentation (15,35 M€), de fonctionnement courant (44,4 M €), de déplacement (8,4 M €), de location immobilière (0,2 M €), de condition du personnel en opération (8,7 M €), d'habillement et de soutien de l'homme (1,6 M €) et de soutien au stationnement (49 M €).

OB « soutien aux opérations »

Cette opération budgétaire concerne les dépenses de carburants opérationnels pour les matériels terrestres et les avions affrétés déployés en OPEX, de munitions et d'entretien programmé des matériels aéroterrestres, aériens et navals. En 2019, elle s'est élevée à 37,7 M€.

OB « subventions »

Les subventions désignent les contributions versées par le ministère des armées aux budgets communs des opérations militaires de l'UE et de l'OTAN auxquelles participe la France. Elles s'élèvent en 2019 à 36,5 M€.

OB « télécommunications »

Cette OB (19,9 M€) regroupe les crédits alloués à l'acquisition de matériel SIC destiné aux opérations extérieures ainsi qu'aux télécommunications, permettent notamment de financer la location de bandes passantes pour la mise en œuvre des drones et les communications satellitaires sur les théâtres.

OB « transports »

Cette OB rend compte des surcoûts liés à l'externalisation des transports. Elle ne rend pas compte des coûts liés à l'utilisation des moyens patrimoniaux, portés par d'autres OB.

Le transport regroupe, d'une part, le transport stratégique (74,2 M€) et, d'autre part, le transport intra-théâtre (36 M€) pour des marchés de transports maritimes, aériens et routiers.

Le transport stratégique se décompose en une phase de projection aérienne ou maritime depuis la métropole, puis une phase d'acheminement terrestre vers les zones d'intervention.

Les phases de projection, d''entretien des flux logistiques et de désengagement sont réalisées par une combinaison entre :

- la voie maritime affrétée ;
- l'affrètement de gros porteurs ;
- des transports terrestres (voie routière et de plus en plus, voie ferrée), notamment s'agissant des pré et post acheminements.

Les flux de soutien des OPEX en phase stabilisée sont assurés par un ensemble d'acheminements répartis entre la voie maritime majoritairement et la voie aérienne pour les besoins urgents et la logistique des matériels dont la rareté, la criticité ou le maintien en condition opérationnelle imposent des délais de transport courts.

## 2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

| Niveau | Description | AE | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Engagements hors TF | Ecart Utilisation / Prévisions | LFI | Prévision FDC/ADP du PAP | Consommation | Ecarts Consommation/ prévisions |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) - (2) |
| OB | Actions civilo-militaires | 1 000 000 | - | 1 154 119 | 154 119 | 1 000 000 | - | 1 154 119 | 154 119 |
| OB | Externalisation | 104 000 000 | - | 122 033 273 | 18 033 273 | 104 000 000 | - | 119 170 827 | 15 170 827 |
| OB | Soutien aux forces | 160 560 671 | - | 127 510 626 | - 33 050 045 | 160 560 671 | - | 127 616 884 | - 32 943 787 |
| OB | Soutien aux opérations | 130 000 000 | - | 36 332 688 | - 93 667 312 | 130 000 000 | - | 37 692 231 | - 92 307 769 |
| OB | Subventions | 40 000 000 | 30 000 000 | 36 528 906 | - 33 471 094 | 40 000 000 | 30 000 000 | 36 522 484 | - 33 477 516 |
| OB | Télécommunications | 25 000 000 | - | 21 831 438 | - 3 168 562 | 25 000 000 | - | 19 895 380 | - 5 104 620 |
| OB | Transport | 139 500 000 | - | 111 031 124 | - 28 468 876 | 139 500 000 | - | 110 191 369 | - 29 308 631 |
| **Total** | | **600 060 671** | **30 000 000** | **458 422 174** | **- 173 638 497** | **600 060 671** | **30 000 000** | **452 243 295** | **- 177 817 376** |

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES LIÉES AUX OPEX EN 2019 (PÉRIMÈTRE HORS TITRE 2)

| Armée / service | Imputation des surcoûts OPEX | Ressources (en M€) | Dépenses (en M€) |
|---|---|---|---|
| EMA | Action 6 – Surcoûts liés aux OPEX | 630,1 | 452,2 |
| Armée de terre | Action 2 – Préparation des forces terrestres | 0,0 | 218,5 |
| Marine | Action 3 – Préparation des forces navales | 0,0 | 90,1 |
| Armée de l'air | Action 4 – Préparation des forces aériennes | 0,0 | 155,8 |
| Service de santé des armées | Action 5 – logistique et soutien interarmées | 0,0 | 1,2 |
| Soutien des Forces | Action 5 – logistique et soutien interarmées | 0,0 | 44,2 |
| **Total** | | **630,1** | **962,1** |

Les surcoûts OPEX sont détaillés, par armée ou service et type de dépense, dans les tableaux suivants.[1]

En CP

| Type de dépense par OB ou | Imputation | Consommation |
|---|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| activité (détailler les dépenses liées à CAPES Francce) | | |
| Externalisation du soutien CAPES | Action 06 | 49 109 221 |
| Externalisation du soutien hors CAPES | Action 06 | 70 061 606 |
| Soutien aux forces | Action 06 | 127 616 884 |
| Actions civilo-militaire | Action 06 | 1 154 119 |
| Soutien aux opérations | Action 06 | 37 692 231 |
| Subventions | Action 06 | 36 522 484 |
| Télécommunications | Action 06 | 19 895 380 |
| Transport | Action 06 | 110 191 369 |
| Total | | **452 243 295** |

[1] Les montants négatifs qui figurent dans le tableau sont liés au mécanisme de financement des surcoûts portés par les armées, directions et services, qui leur sont remboursés par une partie de la provision OPEX-MISSINT et via le financement complémentaire obtenu en fin de gestion. L'écart entre les montants programmés et le réalisé peut aboutir à des régularisations budgétaires.

| Type de dépense par OB | Imputation | Consommation |
|---|---|---|
| RENS | Action 01 | 0 |
| DIRISI | Action 01 | 0 |
| Total | | **0** |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|---|---|---|
| EPM TERRESTRE | Action 02 | 118 678 315 |
| EPM Aéronautique | Action 02 | 65 515 719 |
| Carburant | Action 02 | -1 071 853 |
| Munitions | Action 02 | 36 566 128 |
| EAC | Action 02 | -1 155 387 |
| Total | | **218 532 922** |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|---|---|---|
| EPM aéronautique | Action 03 | 20 227 521 |
| EPM terrestre | Action 03 | 824 924 |
| EPM naval | Action 03 | 65 573 084 |
| Carburant | Action 03 | 0 |
| Munitions | Action 03 | 2 354 289 |
| EAC | Action 03 | -211 801 |
| AOP | Action 03 | 1 222 817 |
| FAS | Action 03 | 73 101 |
| Total | | **90 063 935** |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|---|---|---|
| EPM Terrestre | Action 04 | 2 685 000 |
| EPM Aéronautique | Action 04 | 111 641 274 |
| Carburant | Action 04 | 8 563 370 |

| | | |
|---|---|---|
| Munitions | Action 04 | 32 700 000 |
| EAC | Action 04 | 0 |
| AOP | Action 04 | 242 900 |
| Total | | **155 832 544** |

| Répartition des dépenses par nature | Imputation | Consommation |
|---|---|---|
| EPP | Action 05 | 44 242 966 |
| EAC | Action 05 | 477 804 |
| AOP | Action 05 | 690 428 |
| Total | | **45 411 198** |

## FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

| Niveau | Prévision PAP | Consommation | Ecart Consommation / Prévision PAP |
|---|---|---|---|
| Sous-action | 30 000 000 | 28 143 313 | - 1 856 687 |

## SYNTHESE ACTION 6

| Niveau | Description | AE | | | | | CP | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Affectation sur TF | Engagement hors TF | Ecart Utilisation / Prévision LFI | Prévision LFI | Prévision FdC/ADP du PLF | Consommation | Ecart Consommation / Prévision LFI |
| | | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (3) + (4) - (1) - (2) | (1) | (2) | (3) | (4) = (3) - (1) -(2) |
| OS | OPEX | 600 060 671 | 30 000 000 | - | 456 422 174 | - 173 638 497 | 600 060 671 | 30 000 000 | 452 243 295 | - 177 817 376 |

## ECHEANCIER DES PAIEMENTS

| Niveau | Description | PLF/PLR | Engagements | | Paiements | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Eng restant à payer à fin 2018 | Eng 2019 | 2019 | 2020 | 2021 | >2021 | Total |
| OS | OPEX | PLF | 17,16 | 630,00 | 630,00 | 17,16 | 0,00 | 0,00 | 647,16 |
| | | PLR | 17,69 | 456,42 | 452,24 | 21,87 | 0,00 | 0,00 | 474,11 |
| Total écarts | | | -0,53 | 173,58 | 177,76 | -4,71 | 0,00 | 0,00 | 173,05 |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement | 560 060 671 | 411 301 542 | 560 060 671 | 411 213 651 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 560 060 671 | 411 301 367 | 560 060 671 | 411 213 476 |
| Subventions pour charges de service public | | 175 | | 175 |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement | | 1 245 632 | | 824 948 |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État | | 1 245 632 | | 824 948 |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention | 70 000 000 | 36 554 491 | 70 000 000 | 36 554 491 |
| Transferts aux ménages | 70 000 000 | | 70 000 000 | |
| Transferts aux autres collectivités | | 36 554 491 | | 36 554 491 |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | | 8 020 | | 8 020 |
| Prêts et avances | | 8 020 | | 8 020 |
| **Total** | **630 060 671** | **449 109 685** | **630 060 671** | **448 601 110** |

## Action 07

## Surcoûts liés aux opérations intérieures

| | Prévision LFI | | | Réalisation | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| (y.c. FdC et AdP) | Titre 2 | Autres titres | Total | Titre 2 | Autres titres | Total |
| Autorisations d'engagement | | | | | | |
| Crédits de paiement | | | | | | |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---|---|---|---|
| Titre et catégorie | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |

## SYNTHÈSE DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| | Prévision LFI | | Réalisation | |
|---|---|---|---|---|
| Opérateur financé (Programme chef de file) | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144)** | **0** | **0** | **2 400** | **2 400** |
| Transferts | 0 | 0 | 2 400 | 2 400 |
| **Ecole navale (P178)** | **32 156 000** | **32 156 000** | **30 656 829** | **30 656 829** |
| Subventions pour charges de service public | 31 455 000 | 31 455 000 | 29 955 829 | 29 955 829 |
| Dotations en fonds propres | 701 000 | 701 000 | 701 000 | 701 000 |
| **SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine (P212)** | **0** | **0** | **2 815 486** | **2 815 486** |
| Transferts | 0 | 0 | 2 815 486 | 2 815 486 |
| **CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)** | **0** | **0** | **144 000** | **279 000** |
| Transferts | 0 | 0 | 144 000 | 279 000 |
| **IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)** | **0** | **0** | **5 000 415** | **5 000 415** |
| Transferts | 0 | 0 | 5 000 415 | 5 000 415 |
| **Total** | **32 156 000** | **32 156 000** | **38 619 131** | **38 754 131** |
| Total des subventions pour charges de service public | 31 455 000 | 31 455 000 | 29 955 829 | 29 955 829 |
| Total des dotations en fonds propres | 701 000 | 701 000 | 701 000 | 701 000 |
| Total des transferts | 0 | 0 | 7 962 302 | 8 097 302 |

En raison d'un écart à la prévision sur le remboursement de la rémunération du personnel militaire, il a été convenu avec la Marine nationale d'une mesure de régulation par contraction de subvention pour charges de service public d'un montant de 1,5 M€. L'Ecole navale a, par ailleurs, mis en œuvre des mesures d'organisation destinées à améliorer la prévision. Cependant, tant les montants en jeu relativement au budget de l'établissement, que la nécessaire lisibilité des budgets et la charge de travail induite pour les services, incitent à rechercher des optimisations ou des alternatives au mode actuel de remboursement a posteriori de la masse salariale du personnel militaire.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

### EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT CE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Opérateur<br>Réalisation 2018<br>*Prévision 2019*<br>Réalisation 2019 | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs | | | | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | sous plafond * | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis | |
| Ecole navale | | 342 | 8 | 0 | 3 | 0 |
| | *0* | *354* | *40* | *0* | *0* | *0* |
| | 0 | 346 | 15 | 2 | 0 | 0 |
| **Total** | | **342** | **8** | **0** | **3** | **0** |
| | ***0*** | ***354*** | ***40*** | ***0*** | ***0*** | ***0*** |
| | **0** | **346** | **15** | **2** | **0** | **0** |

** Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019*

Avec une réalisation des ETPT sous plafond à 346, l'Ecole navale continue de réduire son écart au plafond (2,3 % contre 3,4 % en 2018). L'établissement a rencontré des difficultés pour :

- recruter (fonctionnaires comme agents contractuels), sur des postes à forte technicité (acheteur, préventeur, juriste, gestionnaire de paye), dans un bassin d'emploi atypique (éloignement des centres urbains) ;
- combler, au mois près, par des contrats à durée déterminée, les fragments ETPT non utilisés du fait de postes militaires restés vacants (départs non prévisibles de l'institution à n'importe quel moment de l'année, postes non honorés à l'issue du plan annuel de mutation en septembre).

Porté par une forte dynamique des projets de recherche, les ETPT hors plafond sont en très forte progression (15 ETPT en 2019). Son changement de statut permet, en effet, à l'Ecole navale de porter désormais en pleine autonomie les contrats des doctorants des deux chaires industrielles (9,7 ETPT), et les contrats de recherche de l'institut ont permis d'honorer 3 ETPT. Le reste des ETPT hors plafond est constitué des contrats d'apprentissage.

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

| | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|---|---|---|
| Emplois sous plafond 2018 | 354 | 342 |
| Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2018 | 0 | 0 |
| **Impact du schéma d'emplois 2019** | **0** | **4** |
| Solde des transferts T2/T3 | 0 | 0 |
| Solde des transferts internes | 0 | 0 |
| Solde des mesures de périmètre | 0 | 0 |
| Corrections techniques | 0 | 0 |
| Abattements techniques | 0 | 0 |
| **Emplois sous plafond 2019 *** | **354** | **346** |

** Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019*

| | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|---|---|---|
| Schéma d'emplois 2019 en ETP | 0 | 4 |

# OPÉRATEURS

## ECOLE NAVALE

Jeune établissement public, l'Ecole navale a conclu sa troisième année de gestion financière, caractérisée par une maîtrise des grands équilibres et une trajectoire globalement en phase avec celle fixée dans le contrat d'objectifs et de performance (COP) 2018-2021.

Des points d'attention demeurent quant à l'exécution du plafond d'emplois et, partant, à la prévision de la masse salariale (problématique partiellement compensés par le recours à des personnels contractuels) et aux opérations d'infrastructure. Des initiatives ont été prises pour identifier et mettre en œuvre des voies d'amélioration en 2020. Prenant appui sur un premier bilan de sa transformation en établissement public, l'Ecole navale s'engage par ailleurs dans une démarche de construction d'un plan stratégique qui aura vocation à nourrir les travaux liés aux prochaines évaluations de la Commission des Titres d'Ingénieur (CTI) et du Haut Conseil, de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) puis à la préparation du prochain COP. Le périmètre d'intervention inclut la gouvernance, la stratégie académique, le développement, les fonctions support et l'attractivité.

### FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| | Réalisation 2018 (RAP) | | LFI 2019 | | Réalisation 2019 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Programme intéressé ou nature de la dépense | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| **P178 – Préparation et emploi des forces** | **29 558** | **29 558** | **32 156** | **32 156** | **30 657** | **30 657** |
| Subventions pour charges de service public | 28 869 | 28 869 | 31 455 | 31 455 | 29 956 | 29 956 |
| Dotations en fonds propres | 689 | 689 | 701 | 701 | 701 | 701 |
| **P200 – Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)** | | | | | | **1** |
| Transferts | | | | | | 1 |
| **Total** | **29 558** | **29 558** | **32 156** | **32 156** | **30 657** | **30 658** |

En raison de l'écart à la trajectoire des effectifs, une mesure de régulation a été appliquée par contraction de la subvention pour charges de service public (SCSP). Initialement prévue à 31,5 M€, la SCSP réellement versée en 2019 s'élève à 30 M€.

## COMPTE FINANCIER 2019

**Avertissement**
La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Produits | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Personnel | 27 680 | 25 661 | Subventions de l'État | 31 195 | 29 958 |
| *dont charges de pensions civiles* | *12 861* | *2 395* | *– subventions pour charges de service public* | *31 195* | *29 956* |
| | | | *– crédits d'intervention( transfert)* | | *2* |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel | 6 269 | 5 686 | Fiscalité affectée | | |
| Intervention (le cas échéant) | | 30 | Autres subventions | 900 | 909 |
| Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention) | 640 | 424 | Autres produits | 1 206 | 1 262 |
| *dont dotations aux amortissements et provisions* | *640* | *424* | *dont reprises aux amortissements et provisions* | | |
| *dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés* | | | *dont produits de cession d'éléments d'actif* | | |
| | | | *dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs* | *122* | *318* |
| **Total des charges** | **33 949** | **31 377** | **Total des produits** | **33 301** | **32 129** |
| Résultat : bénéfice | | 752 | Résultat : perte | 648 | |
| Total : équilibre du CR | 33 949 | 32 129 | Total : équilibre du CR | 33 949 | 32 129 |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|---|---|---|
| Insuffisance d'autofinancement | 130 | | Capacité d'autofinancement | | 858 |
| Investissements | 3 474 | 2 300 | Financement de l'actif par l'État | 679 | 701 |
| | | | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 100 | 78 |
| | | | Autres ressources | | |
| Remboursement des dettes financières | | | Augmentation des dettes financières | | |
| **Total des emplois** | **3 604** | **2 300** | **Total des ressources** | **779** | **1 637** |
| Augmentation du fonds de roulement | | | Diminution du fonds de roulement | 2 825 | 663 |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

Portée par un résultat bénéficiaire et en hausse (752 K€ en 2019 pour 152 K€ en 2018), la capacité d'autofinancement est également en progression (174 K€ en 2018, 858 K€ en 2019).

Le niveau d'investissement 2019 est le plus élevé depuis la création de l'établissement public (1 149 K€ en 2017, 576 K€ en 2018).

Ces deux facteurs conjugués ont permis de limiter le prélèvement sur fonds de roulement (663 k€) en 2019. Ainsi, le niveau final du fonds de roulement s'élève à 2 982 K€ et retrouve un niveau proche de celui de la dotation initiale de 2017 (2 600 K€).

Concernant les charges de pensions civiles, le budget initial 2019 avait été construite à partir de mauvaises hypothèses.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses | Budget initial 2019 | | Compte financier 2019 * | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AE | CP |
| Personnel | 27 681 | 27 681 | 25 652 | 25 652 |
| Fonctionnement | 5 828 | 5 630 | 5 330 | 5 285 |
| Intervention | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement | 2 835 | 3 475 | 2 499 | 2 300 |
| **Enveloppe recherche** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| - Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - Investissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **Total des dépenses AE (A) CP (B)** | **36 344** | **36 786** | **33 481** | **33 238** |
| Dépenses de pensions civiles globales | 0 | 0 | 2 395 | 2 395 |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

(en milliers d'euros)

| Recettes | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Recettes globalisées** | **33 059** | **31 803** |
| Subvention pour charges de service public | 31 187 | 29 956 |
| Autres financements de l'État | 680 | 701 |
| Fiscalité affectée | 0 | 0 |
| Autres financements publics | 32 | 25 |
| Recettes propres | 1 160 | 1 121 |
| **Recettes fléchées** | **835** | **1 176** |
| Financements de l'État fléchés | 7 | 7 |
| Autres financements publics fléchés | 278 | 423 |
| Recettes propres fléchées | 550 | 745 |
| **Total des recettes (C)** | **33 894** | **32 979** |
| **Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)** | **0** | **0** |
| **Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)** | **2 892** | **258** |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Budget initial*<br>Compte financier * | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| Assurer des actions de communication permettant le rayonnement de l'Ecole | *965*<br>898 | *86*<br>88 | *86*<br>93 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *0*<br>17 | *0*<br>*14* | ***1 051***<br>**1 002** | ***1 051***<br>**1 005** |
| Assurer et fiabiliser le soutien au sein de l'EPSCP pour optimiser l'adaptation des moyens aux missions | *3 828*<br>3 463 | *3 658*<br>3 496 | *3 712*<br>3 509 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *914*<br>594 | *984*<br>*528* | ***8 400***<br>**7 553** | ***8 524***<br>**7 500** |
| Délivrer des formations en lien avec les besoins de la marine | *22 198*<br>20 650 | *1 466*<br>1 261 | *1 214*<br>1 215 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *1 316*<br>1 686 | *1 886*<br>*1 583* | ***24 980***<br>**23 597** | ***25 298***<br>**23 448** |
| Développer les partenariats et devenir un pôle d'excellence | *276*<br>257 | *66*<br>69 | *66*<br>71 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *0*<br>*0* | ***342***<br>**325** | ***342***<br>**328** |

(en milliers d'euros)

| Destination | Personnel | Fonctionnement | | Intervention | | Investissement | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Budget initial*<br>Compte financier * | AE = CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| maritime reconnu | | | | | | | | | |
| Développer une recherche de qualité | *414*<br>385 | *552*<br>416 | *552*<br>397 | *0*<br>0 | *0*<br>0 | *605*<br>202 | *605*<br>*175* | ***1 571***<br>**1 003** | ***1 571***<br>**957** |
| **Total** | ***27 681***<br>**25 652** | ***5 828***<br>**5 330** | ***5 630***<br>**5 285** | ***0***<br>**0** | ***0***<br>**0** | ***2 835***<br>**2 499** | ***3 475***<br>***2 300*** | ***36 344***<br>**33 481** | ***36 786***<br>**33 238** |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Solde budgétaire (déficit) (D2)** | **2 892** | **258** |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins | 0 | 31 |
| Autres décaissements non budgétaires | 0 | 9 |
| **Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)** | **2 892** | **299** |
| **ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)** | **0** | **0** |
| Abondement de la trésorerie fléchée | 0 | 328 |
| Abondement de la trésorerie non fléchée | 0 | 0 |
| **Total des besoins** | **2 892** | **299** |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

(en milliers d'euros)

| Financements | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---|---|
| **Solde budgétaire (excédent) (D1)** | **0** | **0** |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements | 0 | 0 |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement | 8 | 38 |
| Autres encaissements non budgétaires | 0 | 180 |
| **Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)** | **8** | **218** |
| **PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)** | **2 884** | **81** |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée | 89 | 0 |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée | 2 795 | 409 |
| **Total des financements** | **2 892** | **299** |

** Étape du processus de validation du compte financier non indiquée*

Commentaires pour le tableau "autorisations budgétaires" :

En matière de dépenses, les écarts constatés ont pour origine :

- S'agissant des dépenses de personnel, de difficultés de prévision sur la réalisation des effectifs (travaux en cours) et l'attractivité limitée du site ;
- Concernant l'enveloppe de fonctionnement, des décaissements non réalisés et des reports d'opérations significatives (bureautique, audit de sécurité des systèmes d'information) ;

- En matière d'investissement, des reprogrammations liées à des problèmes capacitaires pour les achats et le plan de charge des services de soutien pour des opérations comportant une part infrastructure.

Pour les recettes, la contraction de la subvention pour charges de services public est à mettre au regard de l'écart à la prévision sur la masse salariale, de la bonne tenue des ressources propres et de la forte progression des recettes fléchées.

En conséquence, le solde budgétaire présente un déficit ramené à 258 K€.

Commentaires pour le tableau "dépenses par destination" :

Dans un contexte de dépenses globalement inférieures au budget initial, le poids relatif de la formation est en augmentation par rapport à 2018 (75% contre 72%) car plusieurs dépenses d'investissement ou d'entretien des locaux visent à améliorer les conditions de formation (hébergements élèves supplémentaires, opérations d'infrastructures et équipements lourds pour la manutention et l'entretien des embarcations de formation).

De même, au travers de l'imputation du remboursement des charges sociales (RCS) des enseignants chercheurs en délégation de l'école nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) sur la recherche, cette dernière se maintient à un niveau similaire à 2018 (9%).

Commentaires pour le tableau "équilibre financier" :

Le compte financier présente un prélèvement de trésorerie de 81 k€, intégrant la réduction du solde budgétaire déficitaire et des éléments relatifs aux opérations de TVA et aux encaissements et décaissements non budgétaires (dont 179 k€ de recettes encaissées avant titre sur des projets de recherche non encore budgétés).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

| | Réalisation 2018 (1) | Prévision 2019 (2) | Réalisation 2019 |
|---|---|---|---|
| **Emplois rémunérés par l'opérateur :** | **350** | **394** | **361** |
| – sous plafond | 342 | 354 | 346 |
| – hors plafond | 8 | 40 | 15 |
| *dont contrats aidés* | | | *2* |
| *dont apprentis* | *3* | | |
| **Autres emplois en fonction dans l'opérateur :** | | | |
| – rémunérés par l'État par ce programme | | | |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes | | | |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | | | |

*(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.*

*(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.*

Depuis l'été 2018, l'école navale met en oeuvre un ensemble de leviers lui permettant de rallier le plein ETPT, parmi lesquels l'emploi de personnel civil contractuel sur certains postes militaires et la transformation des postes militaires en postes de fonctionnaires. Ces dispositions contribuent, de manière notable, à l'amélioration des taux d'exécution des emplois et de la masse salariale.